



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

# CADRE D'ACCELERATION DES OMD

*UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE  
ET DE LA NUTRITION*



## CADRE D'ACCELERATION DES OMD

Un engagement en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Octobre 2012

Copyright © MPE Ministère d'Etat au Plan et à l'Economie et le Système des Nations Unies de la République Centrafricaine.

Tous droits réservés.

### Design:

José R. Mendes

### Photo couverture:

PNUD République Centrafricaine

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

# CADRE D'ACCELERATION DES OMD

*UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE  
ET DE LA NUTRITION*



OCTOBRE 2012

# TABLE DES MATIERES

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>10</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE I : INTRODUCTION.....</b>	<b>22</b>
<b>CHAPITRE II : PROGRÈS ET DIFFICULTÉS DANS LA RÉALISATION DE L'OMD 1C « RÉDUIRE DE MOITIÉ, ENTRE 1990 ET 2015, LA PROPORTION DES PERSONNES QUI SOUFFRENT DE LA FAIM ».....</b>	<b>26</b>
2.1 Vue d'ensemble sur la situation des OMD.....	27
2.2 Progrès et défis liés à la réalisation de l'OMD1c : « Réduire de moitié entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim ».....	31
<b>CHAPITRE III : INTERVENTIONS STRATÉGIQUES.....</b>	<b>38</b>
3.1 Cadres stratégiques des interventions en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition en République centrafricaine.....	39
3.2 Interventions prioritaires du CAO et alignement sur le PNIASA.....	40
3.3 Priorisation des Interventions.....	51
<b>CHAPITRE IV : ANALYSE DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT.....</b>	<b>54</b>
<b>CHAPITRE V : SOLUTIONS D'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS VERS L'OMD1C.....</b>	<b>70</b>
<b>CHAPITRE VI : PLAN D'ACCÉLÉRATION DE L'OMD 1C ET FORMATION D'UN PACTE.....</b>	<b>84</b>
6.1: Plan d'action de pays (PAP).....	85
6.2 Plan de mise en œuvre et de suivi.....	98
<b>ANNEXES.....</b>	<b>106</b>
Annexe I – Bibliographie.....	107

---

## GRAPHIQUES ET CARTES

<b>GRAPHIQUE 1</b> : PROPORTION DE PERSONNES VIVANT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ.....	27
<b>GRAPHIQUE 2</b> : SITUATION DE LA PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SEIN DES MÉNAGES EN RCA.....	32
<b>GRAPHIQUE 3</b> : ÉVOLUTION DE LA PROPORTION D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS SOUFFRANT D'UNE INSUFFISANCE PONDÉRALE MODÉRÉE.....	35
ÉVOLUTION DE LA DISPONIBILITÉ ÉNERGÉTIQUE ALIMENTAIRE (DEA) EN RCA.....	32
<b>CARTE</b> - ACCÈS HUMANITAIRE EN RCA – OCHA, FÉVRIER 2012.....	63

## TABLEAUX

<b>TABLEAU 1</b> : INDICATEURS DE PAUVRETÉ PAR RÉGION.....	28
<b>TABLEAU 2</b> : SITUATION DES OMD.....	37
<b>TABLEAU 3</b> : NIVEAU DE RENDEMENTS ACTUELS DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIÈRES.....	42
<b>TABLEAU 4</b> : MATRICE SYNTHÉTIQUE DE D'ALIGNEMENT DES INTERVENTIONS SUR LE PNIASA.....	50
<b>TABLEAU 5</b> : MATRICE SYNTHÉTIQUE DE PRIORISATION DES INTERVENTIONS.....	52
<b>TABLEAU 6</b> : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT AFFECTANT LES INTERVENTIONS PRIORITAIRES CLÉS POUR ATTEINDRE LA CIBLE 1C DE L'OMD1.....	68
<b>TABLEAU 7</b> : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SOLUTIONS POUR L'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS RELATIFS À LA CIBLE 1C DE L'OMD 1.....	76
<b>TABLEAU 8</b> : RÉCAPITULATIF DU PLAN DE FINANCEMENT DU PNIASA.....	86
<b>TABLEAU 9</b> : PLAN D'ACTION PAYS (PAP) POUR LA RÉALISATION DE LA CIBLE 1C DE L'OMD 1.....	88
<b>TABLEAU 10</b> : PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI.....	99

---

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>ACDA</b>	Agence centrafricaine de développement agricole	<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>ACF</b>	Action contre la faim	<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>AGVSA</b>	Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire	<b>OP</b>	Organisations des producteurs
<b>ANDE</b>	Agence nationale de développement de l'élevage	<b>OPAR</b>	Organisations professionnelles agricoles et rurales
<b>CAO</b>	Cadre d'accélération des OMD	<b>PAC</b>	Politique agricole commune
<b>CCA</b>	Bilan commun de pays	<b>PAESFI</b>	Programme d'appui à l'émergence d'un secteur financier inclusif
<b>CCI</b>	Centre pour le commerce international	<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	<b>PAP</b>	Plan d'Action Pays
<b>CEMAC</b>	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	<b>PARIR</b>	Projet d'appui à la réhabilitation d'infrastructures rurales
<b>CFC</b>	Fonds commun pour les produits de base	<b>PDD</b>	Pôle de développement
<b>CIPS</b>	Comité interministériel de pilotage stratégique	<b>PDDAA</b>	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
<b>CMCA</b>	Crédit mutuel de Centrafrique	<b>PFNL</b>	Produits forestiers non ligneux
<b>CPD</b>	Country Program Document	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>DDR</b>	Désarmement, démobilisation et réintégration	<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>DSRP</b>	Document de stratégie de réduction de la pauvreté	<b>PMT</b>	Program Management Team
<b>ECASEB</b>	Enquête centrafricaine pour le suivi-évaluation du bien-être	<b>PNIASA</b>	Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
<b>EDS</b>	Enquête démographique et de santé	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>EMF</b>	Établissement de microfinance	<b>PSTE</b>	Pays pauvres très endettés
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	<b>PRAP</b>	Projet de relance agro-pastorale dans la zone Sud-Ouest
<b>FIDA</b>	Fonds international de développement agricole	<b>PREVES</b>	Projet de relance des cultures vivrières et du petit élevage dans les savanes
<b>GASFP</b>	Global Agricultural Security Fund Program	<b>PSSA</b>	Programme spécial de sécurité alimentaire
<b>GIR</b>	Groupements d'intérêts ruraux	<b>PTF</b>	Partenaires techniques et financiers
<b>ICRA</b>	Institut centrafricain de la recherche agronomique	<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>IEC</b>	Information, éducation, communication	<b>REPROSEM</b>	Réseau des producteurs de semences
<b>IFPRI</b>	International Food Policy Research Institute	<b>ReSAKSS</b>	Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances
<b>IPC</b>	Integrated Food Security Phase Classification	<b>RGPH</b>	Recensement général de la population et de l'habitat
<b>IPSR</b>	Intervention prolongée de secours et de redressement	<b>SDRASA</b>	Stratégie de développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire
<b>LRA</b>	Lord's Resistance Army	<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>MADR</b>	Ministère de l'agriculture et du développement rural	<b>TCP</b>	Programme de coopération technique
<b>MAF</b>	Mdg Acceleration Framework (Cadre d'accélération des OMD)	<b>UA</b>	Union africaine
<b>MDG</b>	Millennium Development Goals	<b>UNCDF</b>	United Nations Capital Development Fund
<b>MEFCP</b>	Ministère des eaux, forêts, chasse et pêche	<b>UNCT</b>	United Nations Country Team
<b>MICS</b>	Multiple Indicator Cluster Survey (Enquête à indicateurs multiples)	<b>UNDAF</b>	Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
<b>MISP</b>	Minimum Initial Service Package	<b>UNDG</b>	Groupe des Nations Unies pour le développement
<b>MPE</b>	Ministère d'Etat au Plan et à l'Economie	<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>MS</b>	Ministère de la santé	<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>MAS</b>	Ministère des affaires sociales	<b>UNS</b>	Unité nutritionnelle supplémentaire
<b>NEPAD</b>	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	<b>UNT</b>	Unité nutritionnelle thérapeutique
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le développement	<b>UNTA</b>	Unité nutritionnelle thérapeutique ambulatoire

# AVANT-PROPOS

Les Autorités centrafricaines ont choisi la sécurité alimentaire pour expérimenter l'application du Cadre d'Accélération des OMD (CAO). Il s'agit d'atteindre, d'ici 2015, la Cible 1c des OMD, à savoir 'Réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion des personnes qui souffrent de la faim'. Ce choix se justifie d'abord par la situation de précarité plus que préoccupante que vivent les populations de la RCA. En effet, 62% des centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté<sup>1</sup>, ce qui correspond à une population de 2,6 millions de personnes sur un total de 4 200 000 habitants. Il convient également de souligner que dans un cadre microéconomique, cette pauvreté est multiforme : elle est d'abord spatiale, puisque 69,4% des personnes qui sont pauvres vivent en milieu rural, mais elle est aussi sociale car elle frappe beaucoup plus les ménages de grande taille dont les chefs ont un faible niveau d'instruction et notamment les ménages d'exploitations agricoles.

Par ailleurs, l'analyse globale de la vulnérabilité (2009) fait ressortir qu'un grand nombre de ménages centrafricains (30,2%) vivent dans l'insécurité alimentaire : 7,5% sont en insécurité alimentaire sévère et 22,7% en insécurité alimentaire modérée. Sur le plan régional, les préfectures de l'Ouham Pendé, de la Nana Gribizi, de la Basse-Kotto et de l'Ouham sont les plus touchées.

Quant à la malnutrition, l'un des aspects de l'insécurité alimentaire, elle reste endémique dans l'ensemble du pays. Dans trois villes minières du sud-ouest du pays (Carnot, Nola et Berberati), 16% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë et 6,6% de malnutrition sévère aiguë. Par ailleurs, la proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant de l'insuffisance pondérale modérée n'a cessé d'augmenter en République Centrafricaine depuis 2003 et se situe aujourd'hui à 28,3%<sup>2</sup>.

La situation en République centrafricaine impose également de prendre en compte un facteur fondamental de pauvreté et d'insécurité alimentaire, qui est celui des conflits armés. En effet, ces conflits ont entraîné des déplacements massifs de populations (environ 250 000 personnes). Cette situation a, d'une part, perturbé les activités agro-pastorales et les circuits commerciaux, et d'autre part, dégradé les conditions de vie des ménages. Aussi, à l'exclusion de la Basse-Kotto, les préfectures à fort taux d'insécurité alimentaire ont en commun d'être des ex zones de conflit dont les systèmes de production et de commercialisation des produits alimentaires ont été désorganisés par ces conflits politico-militaires. Enfin, la principale cause de malnutrition constatée dans les zones minières a été la crise qui a secoué le secteur du diamant.

L'analyse des indicateurs OMD montre que les progrès enregistrés pour la plupart des objectifs demeurent faibles au regard de l'ampleur des défis. Seules les cibles portant sur l'éducation primaire, l'accès à l'eau potable et la scolarisation des filles présentent des tendances encourageantes. Par contre, les indicateurs de suivi de la pauvreté, de la faim, de l'emploi, de la mortalité maternelle, de la mortalité infantile, du VIH/SIDA, de la tuberculose, de l'accès à l'assainissement et de la protection de l'environnement ont très peu progressé, et ont même parfois reculé. Ainsi, il apparaît globalement que c'est au niveau de l'OMD 1c (Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim), de l'OMD 5 (Améliorer la santé maternelle) et de l'OMD 6 (Combattre le VIH/SIDA, le Paludisme et les autres maladies) que les progrès sont les plus lents et c'est aussi à ce niveau que la situation est la plus préoccupante<sup>3</sup>.

Parmi ces trois OMD « hors piste », la lutte contre l'insécurité alimentaire semble être l'objectif le plus urgent en RCA dans la mesure où l'amélioration de la sécurité alimentaire entraînera un recul significatif de la pauvreté en milieu rural et sur le plan national. En effet, étant donné que les ménages en situation d'insécurité alimentaire se caractérisent par un taux élevé de pauvreté, ils deviennent moins exposés dès lors qu'ils bénéficient de semences ou de mesures d'amélioration de la productivité et du rendement.

Cette idée est largement partagée par les acteurs nationaux ainsi que par les responsables des Agences du SNU. C'est d'ailleurs pourquoi le nouveau DSRP II (2011-2015) de la RCA place l'agriculture et la sécurité alimentaire au centre de la réduction de la pauvreté. En réponse, le système des Nations Unies a inscrit dans son nouvel UNDAF+ (2012-2016) l'appui à l'opérationnalisation du Cadre d'Accélération des OMD (CAO) comme principal objectif de l'axe de coopération sur le développement durable. Plusieurs autres partenaires bilatéraux et multilatéraux comme l'Australie, le FIDA et la Banque Mondiale ont d'ores et déjà manifesté lors de la table ronde des donateurs de juin 2011 à Bruxelles, leur volonté d'appuyer le secteur de l'agriculture en République centrafricaine. L'importance du Cadre d'accélération de l'OMD 1c tient donc au fait qu'il s'inscrit dans l'objectif central du DSRP II qu'est l'agriculture et qu'il offre aussi aux autorités un cadre de partenariat avec les partenaires au développement pour la réalisation de progrès significatifs vers la sécurité alimentaire, d'ici 2015, et vers un recul de la pauvreté en milieu rural.

1. Enquête centrafricaine sur le bien-être des ménages (ECASEB), 2008, Ministère du plan et de l'économie  
2. Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (ACVSA), 2009, PNUD, FAO, PAM, UNICEF

3. Rapport National de Suivi des OMD, 2010

La pertinence du Cadre d'Accélération de la Sécurité alimentaire réside aussi dans ses interactions avec les autres OMD. En effet, les interventions du CAO concernant l'alimentation scolaire vont agir sur le taux de scolarisation (OMD 2), celles concernant le dépistage et la prise en charge de la malnutrition auront un impact positif sur les progrès dans la réduction de la mortalité infantile (OMD 4) et de la mortalité maternelle (OMD 5). De même, les interventions visant l'exploitation des Produits Forestiers non Ligneux (PNFL) qui nécessitent la préservation des ressources naturelles, auront aussi un impact positif sur l'OMD 7 (environnement). Le CAO est ainsi le fruit d'un processus hautement participatif qui a impliqué plusieurs catégories d'acteurs dans le but d'aboutir à une vision partagée de l'OMD cible du CAO et des interventions prioritaires.

Ce processus a démarré en octobre 2010, à travers un atelier national de partage sur le CAO impliquant le gouvernement, les agences du SNU et les partenaires au développement et qui a permis d'échanger sur l'outil CAO et de discuter des priorités en matière d'accélération des OMD. A l'issue des discussions, il a d'abord été envisagé d'appliquer progressivement le CAO aux OMD 1, 5 et 6 et à leurs différentes cibles.

Les groupes de travail (l'équipe nationale au Plan et l'équipe de l'UNCT) mis en place à la suite de cet atelier ont permis d'identifier l'OMD 1 comme l'objectif devant en priorité faire l'objet d'une application du CAO, et plus spécifiquement la cible 1c « Réduire la proportion des personnes qui souffrent de la faim ».

Les membres de l'UNCT (la FAO, le PAM, l'UNFPA, le PNUD et l'UNICEF) ont exprimé leur soutien au processus CAO dans le domaine de la sécurité alimentaire.

C'est dans ce contexte que le gouvernement de la RCA a d'une part adressé une requête au Coordonnateur du SNU en juin 2011 pour solliciter un appui technique et financier pour la formulation du CAO et, d'autre part, mis en place un Comité national interministériel composé du Secrétaire national technique du DSRP (Ministère du plan et de l'économie) et des cadres du Ministère de l'agriculture et du développement rural, du Ministère de la santé, et du Ministère de l'action sociale. Le Comité national a été soutenu par des consultants nationaux et par une équipe technique du SNU composé d'experts Pauvreté-OMD du PNUD, de la FAO et du PAM, ainsi que par d'autres experts et personnes ressources des autres partenaires au développement et de la société civile.

Du 14 au 22 octobre 2011, un atelier méthodologique sur le CAO a été organisé à Bangui avec l'appui technique de l'équipe Pauvreté-OMD du centre régional du PNUD de Dakar. Cet atelier a permis aux experts nationaux (Ministère de l'agriculture et du développement rural, Ministère du plan, Ministère de l'environnement, Ministère de la santé, Ministère de l'action sociale, Ministère du commerce) et aux autres parties prenantes nationales (groupements de producteurs/éleveurs, associations de femmes, et autres représentants de la société civile) ainsi qu'aux experts des agences du SNU (PAM, FAO, PNUD) de se familiariser avec la méthodologie, les principes et les outils du CAO.

Il a aussi permis de comprendre que le CAO contribue aux processus inscrits dans l'agenda au niveau national et leur apporte une valeur ajoutée en termes de concepts et de nouveaux outils.

Le CAO a ainsi été l'occasion d'approfondir l'analyse des contraintes affectant les progrès en vue de la réalisation de la sécurité alimentaire et de réunir les acteurs clés autour d'un plan d'action consensuel et opérationnel définissant les contributions de chacun, en vue d'accélérer les progrès d'ici 2015.

Les interventions du CAO ont été réparties en trois (3) domaines principaux. Les domaines 1 et 2 ciblent les volets du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) qui sont liés, d'une part au soutien aux petits producteurs et productrices pour l'intensification de l'agriculture vivrière et, d'autre part, à l'accès des plus vulnérables à l'alimentation et à la nourriture. Le troisième domaine porte sur des interventions conditionnant l'efficacité et l'impact de plusieurs interventions dans les deux autres domaines.

Les interventions du domaine 1 sont relatives (i) à l'amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux facteurs de production : intrants, outillages et technologies, (ii) au développement de la pratique de l'embouche de petit bétail et (iii) à la valorisation et la gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires. Plusieurs obstacles se dressent devant la mise en œuvre de ces trois (03) interventions. Il s'agit notamment des contraintes liées à l'accessibilité physique et financière aux intrants et au manque de maîtrise des connaissances dans certains domaines d'activités.

Les interventions du domaine 2 sont relatives (i) au dépistage et à la prise en charge de la malnutrition chez les groupes vulnérables, (ii) au développement de l'alimentation scolaire et (iii) au renforcement du système de pilotage, d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les goulots d'étranglement qui empêchent la mise en œuvre de ces interventions sont liés notamment à la non-acceptabilité des mesures entreprises et à la faiblesse des capacités ou de l'appropriation par les populations des actions entreprises dans le cadre de ces interventions.

Les interventions du domaine 3 sont relatives (i) à la réhabilitation et à la construction des pistes de désenclavement des zones de production, (ii) au renforcement des organisations de producteurs (OP) et (iii) au renforcement de l'accès au crédit en milieu rural. Les goulots d'étranglement qui empêchent la mise en œuvre de ces interventions sont liés notamment à la faiblesse des financements, au manque d'organisation et de formation des populations cibles.

Des solutions sont proposées pour lever tous ces goulots d'étranglement, afin d'accélérer l'impact des interventions. Le choix des solutions se fonde sur l'efficacité de certaines expériences déjà menées dans le pays ou ailleurs, la pertinence de mesures innovantes ou l'existence des financements de programmes nationaux soutenus par des partenaires.



M. Abdou Karim MECKASSOUA  
Ministre d'État au plan  
et à l'économie a.i.



M. Fidèle GOUANDJIKA  
Ministre de l'agriculture et  
du développement rural



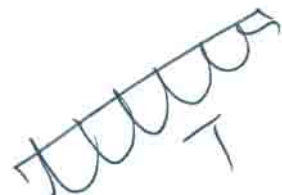
M. Modibo I. TOURE  
Coordonnateur résident et humanitaire a.i.  
du système des Nations-Unies  
Représentant résident a.i. du PNUD



Mme Anne-Marie CLUCKERS  
Directrice du bureau de pays du PNUD



Mme Rokhaya Daba FALL  
Représentante de la FAO



M. Edouard NIZEYIMANA  
Directeur adjoint du PAM

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La République centrafricaine (RCA) vient d'adopter le Cadre d'Accélération de l'OMD1C<sup>4</sup> (CAO). Le présent résumé rappelle le contexte de l'initiative du cadre d'accélération des OMD et retrace les différentes étapes de formulation et d'élaboration du CAO de la RCA, la pertinence du Choix de l'OMD 1C, les interventions stratégiques susceptibles d'accélérer la cible 1.C « Sécurité Alimentaire et Nutrition », l'analyse des goulots d'étranglement, les solutions d'accélération des progrès vers l'atteinte de l'OMD1C rassemblées dans le plan d'action pays (PAP).

## 1. Contexte de l'initiative du Cadre d'Accélération des OMD

En souscrivant aux OMD, la RCA s'est engagée aux côtés des autres nations du monde, à réduire d'ici 2015, l'extrême pauvreté et la faim. Des efforts ont été déployés au niveau national en vue d'atteindre ces objectifs, à savoir la mise en œuvre du DSRP<sup>5</sup> 2008 – 2010 et l'élaboration du DSRP 2011 – 2015, la SDRASA<sup>6</sup> et le PNIASA<sup>7</sup> qui contiennent les grandes orientations prioritaires du pays en matière de lutte contre la pauvreté.

Cependant, l'incidence de la pauvreté n'a pas significativement reculé entre 2003 et 2008, passant de 67% à 62%, au regard de l'objectif fixé à 31% d'ici 2015. Les populations les plus vulnérables sont confrontées ainsi à une situation de crise de subsistance permanente, indépendante de la disponibilité alimentaire.

Cette vulnérabilité est exacerbée par un facteur fondamental de pauvreté et d'insécurité alimentaire, à savoir celui des conflits armés sources des déplacements massifs des populations (environ 250 000 personnes). Cette situation a entravé les activités agro-pastorales, les circuits commerciaux et a entraîné la dégradation des conditions de vie des ménages.

Le CAO « sécurité alimentaire et nutrition » a été élaboré pour répondre à la grande préoccupation gouvernementale qui est celle d'accélérer la réduction la pauvreté et la faim d'ici 2015. Cet outil permet d'identifier et d'analyser les goulots d'étranglement relatifs aux interventions déjà mises en œuvres et les solutions potentielles à fort impact pour que le Centrafrique réalise les priorités de l'OMD 1C. Le processus du CAO a abouti à un plan d'action pays, assorti de rôles coordonnés pour le gouvernement et toutes les autres parties prenantes au développement.

### 1. Pertinence du Choix de l'OMD 1C

Malgré la mise en œuvre du premier DSRP sur la période 2008-2010, la problématique de l'insécurité alimentaire continue de se poser avec acuité. L'analyse globale de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire fait ressortir qu'un grand nombre de ménages centrafricains (30,2%) sont touchés par l'insécurité alimentaire : 7,5 % en insécurité alimentaire sévère et 22,7 % en insécurité alimentaire modérée.

La RCA a donc choisi la *cible 1.C « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion des personnes qui souffrent de la faim »* pour expérimenter le CAO. Ce choix se justifie par la situation de précarité préoccupante des populations de la RCA. En effet, 62% des centrafricains vivent en dessous du seuil de pauvreté soit une population de 2,6 millions de personnes sur un total de 4 200 000 habitants.

### 2. Interventions stratégiques susceptibles d'accélérer la cible 1.C « Sécurité Alimentaire et Nutrition »

Dans une vision d'accélération des progrès vers l'atteinte de l'OMD 1C, les interventions prioritaires du CAO préalablement alignées sur les objectifs du PNIASA 2011-2015 et de la SDRASA ont été regroupées en trois (03) grands domaines prioritaires que sont :

#### Domaine prioritaire A (Volet Offre):

Intensification de l'agriculture vivrière, des produits forestiers non ligneux alimentaires (PFNL), des produits de la chasse et du petit élevage dans les zones de forte insécurité alimentaire en priorité.

#### Domaine prioritaire B (Volet Demande) :

Renforcement de l'accessibilité à la nourriture, des interventions nutritionnelles et filet de sécurité pour les groupes vulnérables.

#### Domaine prioritaire C :

##### Interventions transversales

Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones agricoles déficitaires, renforcement des organisations de producteurs exploitants agricoles éleveurs, renforcement de l'accès au crédit en milieu rural.

### 3. Analyse des goulots d'étranglement

Les travaux de l'élaboration du CAO, ont permis d'identifier et de classer les goulots d'étranglement qui contraignent la mise en œuvre des interventions. Ceux-ci ont fait l'objet d'une analyse approfondie ayant permis de les catégoriser (politique, financement, offre de services, utilisation de services), de les hiérarchiser en fonction de l'ampleur de leur incidence sur l'effectivité des interventions et en fonction de l'existence des solutions à court-moyen terme en vue de les lever. Vingt-un (21) goulots d'étranglement ont été retenus pour les neuf (09) interventions prioritaires et selon les domaines ci-dessous :

#### A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux facteurs de production (intrants, outillages, technologies de stockage et de transformations des produits) :

(i) Faible accessibilité physique et financière des petits producteurs/productrices aux intrants (engrais, pesticides, emballages adaptés) et aux équipements de transformation ; (ii) Absence de source d'énergie en milieu rural pour le soutien de petites unités de stockage et de transformation des produits vivriers ; (iii) Absence de mécanisme approprié de gestion de la production/multiplication et distribution de semences améliorées et faible capacité d'intervention des services de contrôle/certification des semences.

#### A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux races prolifiques, aux intrants et à la couverture sanitaire.

(iv) Faible accessibilité des éleveurs de petit bétail aux géniteurs améliorés et aux services vétérinaires de proximité ; (v) Non maîtrise des techniques de l'embouche et de transformation des produits d'élevage ; (vi) Manque de sécurisation des activités d'embouche.

4. Objectifs du Millénaire pour le Développement cible 1 C

5. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

6. Stratégie de Développement Rural, de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

7. Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire

**A.3. Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires et des Produits de la chasse.**

(vii) Manque d'organisation du sous-secteur PFNL ; (viii) Manque de connaissances sur les techniques/technologies de valorisation/domestication des PFNL ; (ix) Non respect du Code de la Faune Sauvage, Forestier, et de l'Environnement.

**B.1. Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (femmes et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire).**

(x) Mauvaise utilisation des kits nutritionnels distribués dans les Unité de Nutrition Thérapeutique (UNT) et Unité de Nutrition Thérapeutique Ambulatoire (UNTA) par les femmes vivant dans une extrême pauvreté ; (xi) Faible capacité de fonctionnement et d'intervention des Unités de Nutrition logées dans les Centres de Santé ou dans les ONG pour la mise en œuvre du paquet minimum des activités de nutrition ; (xii) Faiblesse des ressources (nationales et individuelles) pour la prise en charge des questions nutritionnelles.

**B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières).**

(xiii) Faible intérêt et implication des parents d'élèves et les instituteurs dans les programmes de cantine scolaire ; (xiv) Faible financement du Programme National des cantines scolaires par le Budget de l'Etat surtout dans les zones vulnérables.

**B.3. Renforcement du système de pilotage, d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et de la réponse nationale aux catastrophes, chocs et situation d'urgence.**

(xv) Insuffisance de la coordination des interventions et du suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; (xvi) Inexistence d'un dispositif institutionnel de prévention et de gestion des catastrophes.

**C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires.**

(xvii) Difficultés de développer un programme de réhabilitation des pistes dans les zones post-conflits du fait de la prévalence de l'insécurité (coupeurs de route; groupes armés) et de la faiblesse des financements.

**C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs**

(xviii) Faible capacité des groupements de producteurs à fonctionner de manière participative ; et (ixx) Difficulté des petits groupements à acquérir un statut juridique et à formuler des initiatives/projets.

**C.3 Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural**

(xx) Difficultés pour étendre la couverture du territoire en Etablissements de Micro-Crédit ; et (xxi) Manque de formation et de solvabilité de la demande.

**4. Solutions d'accélération des progrès vers l'atteinte de l'OMD 1C**

Au total cinquante-trois (53) solutions clés ont été retenues sur la base des documents de stratégies (SDRASA et PNIASA) et des plans nationaux existants. Elles ont été évaluées et priorisées à la fois du point de vue de leurs impacts et en termes de faisabilité. Les solutions aux goulots d'étranglement sont présentées par rapport aux différentes interventions ci-dessous :

**A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux facteurs de production (intrants, outillages, technologies de stockage et de transformations des produits).**

Les solutions prévues portent entre autres, sur (i) la facilitation de l'accès des petits producteurs aux intrants; (ii) la facilitation de l'accès aux outillages et aux technologies de transformation

des produits par le développement des métiers d'équipementiers locaux et la promotion des activités locales de forgerie ; (iii) la mise en place des plateformes multifonctionnelles dans les zones de forte insécurité alimentaire ; (iv) la promotion de l'utilisation d'énergies alternatives (le solaire) pour leur fonctionnement ; (v) appuyer les groupements féminins pour la modernisation du séchage et de la transformation des produits vivriers locaux.

Aussi, il est envisagé de (i) renforcer le plaidoyer pour l'allocation des ressources suffisantes à l'ICRA pour la relance et la pérennisation de la production et de la distribution de semences améliorées, à travers des investissements matériels et immatériels additionnels au sein de l'Institut ; et (ii) promouvoir les banques de semences améliorées de produits vivriers dans les régions affectées par l'insécurité alimentaire.

**A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux races prolifiques, aux intrants et à la couverture sanitaire.**

Il est envisagé de : (i) améliorer l'accès des éleveurs de petits bétails aux géniteurs améliorés par l'accompagnement des producteurs spécialisés et la création d'élevages de reproduction et de multiplication génétiques dans les zones cibles ; (ii) développer des projets pilotes de renforcement des pratiques d'embouche sur les espèces prolifiques, (iii) promouvoir les activités de transformation, (iv) développer le système de surveillance et de sécurisation du bétail ainsi que le développement de la production locale d'aliments de bétail ; (v) renforcer les services vétérinaires publics de proximité mais également de mettre en place des services vétérinaires privés mobiles ; et (vi) développer les compétences des vétérinaires par la formation, la facilitation de la disponibilité des médicaments et la stimulation de l'initiative privé.

**A.3. Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires et des Produits de la chasse.**

Il s'agira de (i) organiser le sous-secteur en formant les acteurs (producteurs et gardes forestiers) ; (ii) vulgariser les techniques de valorisation et domestication des PFNL alimentaires, et (iii) développer les capacités des organisations de producteurs.

**B.1. Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (femmes et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire).**

Il est prévu de (i) résoudre ces questions à travers des campagnes de sensibilisation et des sessions de formation sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de nutrition en faveur des femmes ; (ii) mettre en place des mesures incitatives à travers la distribution de vivres aux femmes à faible niveau de revenu afin qu'elles aient le temps d'être formées ; (iii) développer des programmes de suivi communautaire en matière de nutrition à travers la formation des mairaines ; et (iv) expérimenter une alimentation à haute valeur nutritive qui ne bouleverse pas les habitudes alimentaires (utilisation des produits locaux renforcés en nutriments dans les kits nutritionnels).

Il s'agira également de : (i) appuyer la mise en place et le renforcement des unités de nutrition (UNT) et la formation d'agents de santé et de nutritionnistes; (ii) mettre en œuvre des mesures spécifiques afin de faciliter l'accès des ménages pauvres aux services sanitaires (prise en charge des frais de première consultation, le développement d'activités génératrices de revenus et de filets sociaux de sécurité) ;

et (iii) faire un plaidoyer important auprès des autorités pour la prise en charge des questions nutritionnelles dans les priorités nationales (notamment par la formulation et la validation d'une Politique Nationale de Nutrition), une allocation de ressources plus importantes à ces questions, une meilleure coordination des interventions en matière de nutrition.

**B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières).**

Il s'agira de (i) susciter l'intérêt des parents d'élèves et des instituteurs, par des programmes de formation et de sensibilisation à la formule des cantines scolaires ; (ii) développer un véritable programme national des cantines scolaires et (iii) promouvoir les formules de jardins potagers et de champs écoles (pouvant servir de source d'approvisionnement des cantines en légumes).

**B.3. Renforcement du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et de la réponse nationale aux catastrophes, chocs et situation d'urgence.**

Il est basé sur (i) le renforcement du dispositif institutionnel, notamment celui des compétences des ministères en charge de ces questions afin qu'ils arrivent à élaborer un véritable plan de contingence, de disposer d'outils efficaces d'évaluation de l'insécurité alimentaire ainsi que de collecte et de traitement de données en situation d'urgence ; (iii) la combinaison des différents indicateurs relatifs à l'établissement d'une classification cohérente et significative des situations de sécurité alimentaire et à l'indication sur les risques d'aggravation de la situation (alerte) du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) ; (iv) la constitution d'une base de données et d'études tenant compte de la situation des femmes et autres couches vulnérables ; (v) le renforcement des compétences à travers des transferts de connaissances au Comité National du CAO ; et (vi) le suivi du CAO.

**C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires ; et C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs ; C3.1**

L'accent est mis sur (i) la poursuite des programmes de relèvement précoce et la mise en place des programmes de « vivres contre travail » ; (ii) la mise en œuvre des projets Catégories II du Cadre Intégré Renforcé (volet pistes rurales) pour favoriser le processus de désenclavement ; (iii) le développement des capacités organisationnelles des groupements de petits producteurs/éleveurs pour améliorer la sécurité alimentaire ; (iv) les formations des groupements en technique de plaidoyer et de négociation des appuis ciblés à leurs différents membres ; (v) le renforcement des capacités et de structuration (notamment sur les filières céréales et légumineuses).

Il est envisagé de (i) poursuivre le maillage du territoire centrafricain en Etablissements de Micro Crédit (EMF) et en particulier dans les zones cibles ; (ii) faire un plaidoyer pour la création d'un fonds de crédit rotatif pour l'accès des petits producteurs/éleveurs aux intrants ainsi qu'un fonds de soutiens aux activités de transformation de produits locaux et (iii) mettre en place un programme national d'encadrement technique des petits producteurs/éleveurs et de développement des initiatives économiques dans les zones cibles.

**5. Plan d'action de pays (PAP) et de mise en œuvre du MAF**

Les priorités inscrites dans le Plan d'actions pays (PAP) s'alignent parfaitement sur le PNIASA couvrant la période 2011-2015. Ce Plan d'actions est l'un des principaux résultats du processus du cadre d'accélération de l'OMD 1 et couvre la période 2012-2015.

Le coût des actions est estimé à 132 milliards de FCFA. Le financement des actions retenues dans le CAO sera mobilisé de manière concertée auprès de l'Etat, des Partenaires au développement, des organisations non gouvernementales internationales (ONG) ainsi que du secteur privé centrafricain.

La réussite de la mise en œuvre de ce plan d'action dépend d'un certain nombre de facteurs clés : (i) un engagement politique au plus haut niveau de l'Etat durant le processus de mise en œuvre ; (ii) une coordination des partenaires ; et (iii) un dispositif de suivi-évaluation du DSRP2 totalement opérationnel.

*Ainsi, les interventions qui visent à réduire l'insécurité alimentaire permettront, par le développement des activités d'agriculture vivrière en milieu rural dans les zones cibles, de générer des revenus pour les plus pauvres, en particulier les femmes, de faciliter leur accès à la nourriture et de réduire ainsi leur exposition à la malnutrition. Cela aura pour principal effet, de réduire de façon considérable la proportion de la population souffrant de la faim et ainsi que celles des enfants malnutris et induire une baisse de la pauvreté économique et monétaire.*

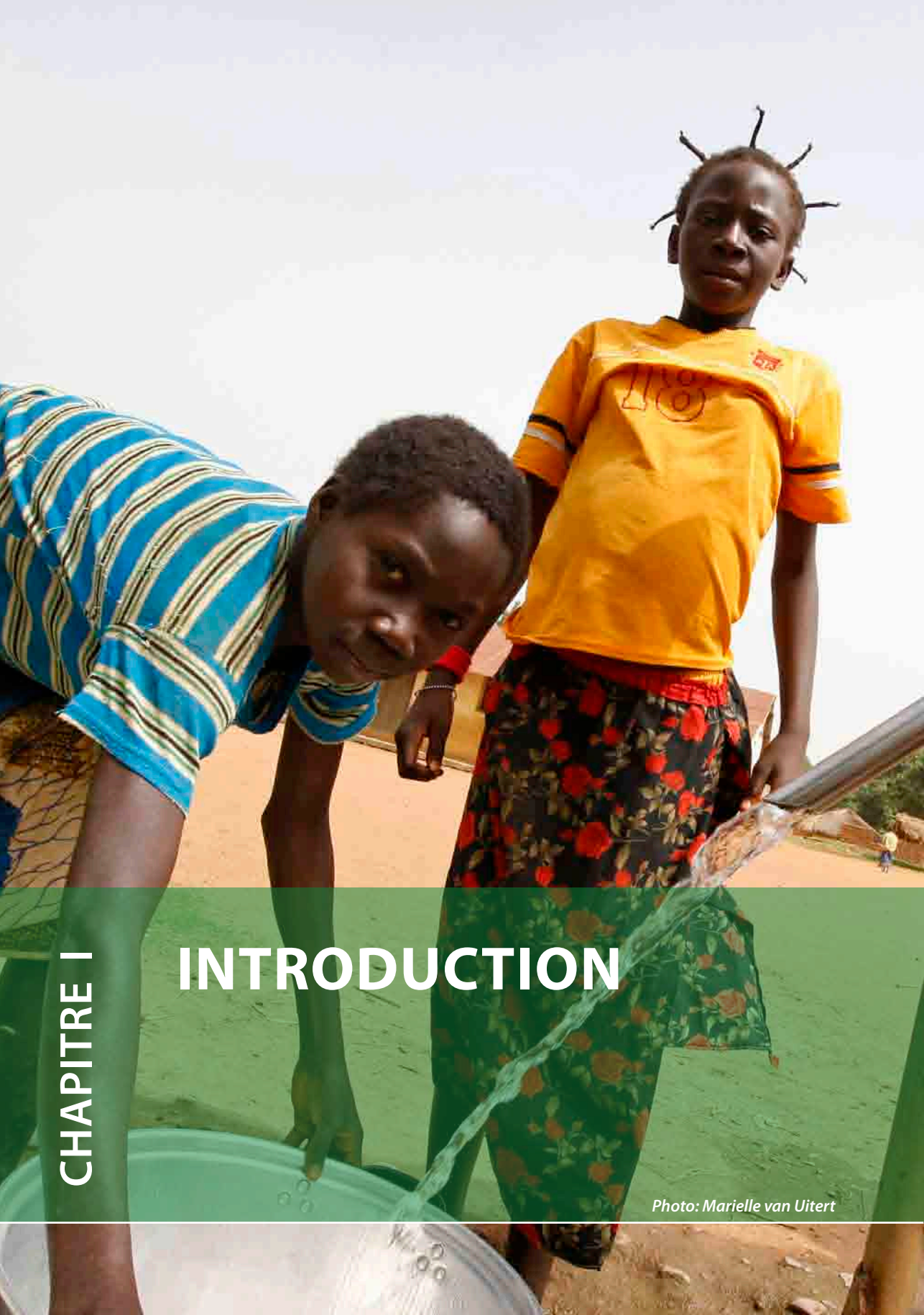


Photo: Marielle van Uitert

## CONTEXTE :

Vaste pays de 623.000 km<sup>2</sup>, enclavé, faiblement peuplé et situé au cœur de l'Afrique, la République centrafricaine (RCA) a été secouée, durant les deux dernières décennies, par des conflits armés et des crises politiques et socioéconomiques qui ont affaibli les institutions publiques et privées et conduit à une destruction des infrastructures sociales et économiques ainsi qu'à une détérioration généralisée des conditions de vie des populations. Avec une espérance de vie d'à peine 45 ans et un revenu par tête de 766 dollars, la RCA fait partie des pays les moins avancés (PMA) avec de très faibles indicateurs socioéconomiques.

L'économie centrafricaine reste dominée par le secteur primaire qui emploie 82% de la population et qui contribuait au PIB à hauteur de 42,5% en 2009. Les principales activités du secteur primaire sont l'agriculture de subsistance (28,3% du PIB) et l'élevage (12,7% du PIB). Le secteur tertiaire (31,7%) est principalement composé du commerce (12,2%) tandis que le secteur manufacturier et la construction (BTP) forment le noyau du secteur secondaire (12,3%).

Après avoir été négatif (-7,1%) en 2003, notamment à cause des troubles politico-militaires, le taux de croissance du PIB passe au positif en 2004 et augmente à près de 4% en 2006 et 2007. La croissance s'est ensuite rétractée à 2% en 2008 puis à 1,7% en 2009, suite à la crise économique et financière mondiale. La RCA a atteint, en juin 2009, le point d'achèvement de l'initiative PPTE et la situation macroéconomique est restée relativement stable.

Le relèvement du taux de croissance est amorcé en 2010 et a atteint 3,3% suite à l'augmentation graduelle des exportations de diamant et de bois, les deux principaux produits d'exportation du pays qui avaient drastiquement chuté de 33% lors de la crise économique de 2008-2009. La croissance a aussi été soutenue par une augmentation de la production agricole en 2010. La croissance s'est rétractée de nouveau à 3,1% en 2011.

L'indice du développement humain (IDH) de la RCA s'est constamment détérioré passant de 0,384 en 2008 (rang 171ème/177) à 0,369 en 2009 (179ème/182), puis à 0,315 en 2010 (159ème/169), ce qui n'est qu'un reflet d'une dégradation continue des indicateurs socioéconomiques notamment relatifs à la santé, à l'éducation et au niveau de revenu.

L'analyse de la pauvreté montre que 62% des ménages centrafricains sont pauvres et que, dans ces ménages, un adulte vit avec moins de 1,5 dollar par jour. Quant à la pauvreté non monétaire (accès aux services sociaux de base), elle atteint 75% des ménages (37% en milieu urbain et 94% en milieu rural). L'indice de Gini révèle des inégalités profondes : il est de 0,543 en 2010, ce qui indique qu'une minorité de la population détient l'intégralité du revenu national.<sup>8</sup>

8. Note économique : « Situation socioéconomique de la RCA », décembre 2011, PNUD

## JUSTIFICATION DU CAO :

Pour s'attaquer aux défis de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers dont les agences du système des Nations Unies a adopté une seconde version du DSRP (2011-2015) axé sur les OMD et comprenant trois axes stratégiques : (i) Sécurité et paix, gouvernance et état de droit ; (ii) Relance économique et intégration régionale ; (iii) Capital humain et services sociaux essentiels. L'axe « relance économique et intégration régionale » met l'accent sur la relance de l'agriculture dans le cadre d'une croissance accélérée pro-pauvres.

Cependant, il a été reconnu qu'à quatre ans de l'échéance des OMD 2015, les tendances ne peuvent véritablement être renversées que si les bases d'un dialogue constructif sont établies entre le gouvernement et ses partenaires au développement sur la levée des obstacles qui freinent les progrès dans les OMD.

C'est dans ce contexte que le gouvernement, avec l'appui du système des Nations Unies a initié la formulation d'un plan d'actions en vue d'accélérer les progrès dans la réalisation de l'OMD 1c « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion des personnes qui souffrent de la faim », en utilisant le cadre d'accélération des OMD (CAO).

## MÉTHODOLOGIE ET OBJECTIFS DU CAO :

Le cadre d'accélération des OMD (CAO) a été développé par le PNUD et endossé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) en 2010. Il offre un moyen systématique de repérer les goulots d'étranglement qui freinent la mise

en œuvre des stratégies et des politiques axées sur l'OMD ciblé. Le CAO permet également de formuler des solutions à impact rapide, structurées sous la forme d'un plan d'action qui vise à assurer la mise en cohérence et la création de synergies dans les interventions du gouvernement et des partenaires au développement pour permettre d'atteindre l'OMD ciblé.

Le CAO a ainsi été l'occasion d'approfondir l'analyse des contraintes affectant les progrès dans la réalisation de la sécurité alimentaire et de réunir les acteurs clés autour d'un plan d'action consensuel et opérationnel définissant les contributions de chacun, en vue d'accélérer les progrès d'ici 2015.

Plus spécifiquement, le processus CAO a permis (i) d'identifier un ensemble d'interventions prioritaires à fort impact et adaptées au contexte national, visant à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones et pour les groupes les plus vulnérables; (ii) d'identifier, analyser et prioriser les goulots d'étranglement qui freinent la mise en œuvre de ces interventions; (iii) d'identifier et sélectionner un ensemble de solutions permettant de lever ces goulots et d'élaborer un plan d'action, précisant le rôle des partenaires, les coûts de mise en œuvre et les mécanismes nécessaires pour le suivi-évaluation.

Le présent rapport s'articule comme suit : i) Progrès et difficultés dans la réalisation de l'OMD1c ; ii) Interventions stratégiques ; iii) Analyse des goulots d'étranglement; iv) Solutions d'accélération des progrès vers l'OMD1c; v) Plan d'action pour la mise en œuvre des solutions et dispositif de suivi-évaluation.



**PROGRÈS ET DIFFICULTÉS DANS LA RÉALISATION DE L'OMD 1C « RÉDUIRE DE MOITIÉ, ENTRE 1990 ET 2015, LA PROPORTION DES PERSONNES QUI SOUFFRENT DE LA FAIM »**

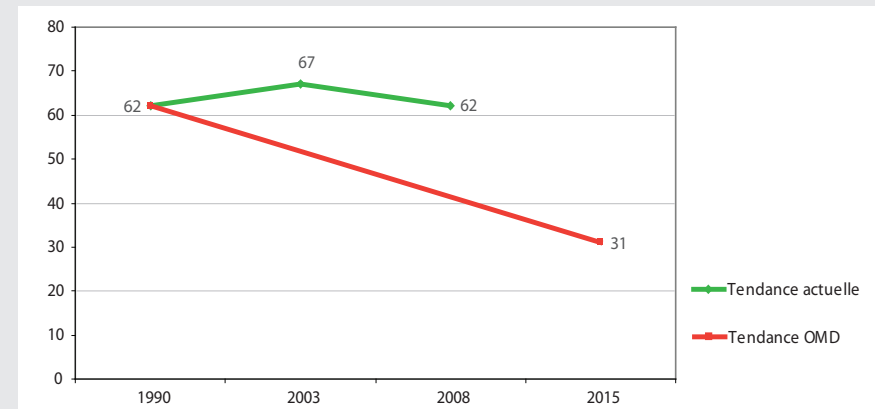
Photo: PNUD République Centrafricaine

**2.1 VUE D'ENSEMBLE SUR LA SITUATION DES OMD<sup>9</sup>**

L'analyse des indicateurs des OMD montre que les progrès enregistrés ces deux dernières années, pour l'ensemble des objectifs, demeurent faibles ou insuffisants au regard de l'ampleur des défis. Seules les cibles portant sur l'éducation primaire, l'accès à l'eau potable et la scolarisation des filles présentent des tendances encourageantes.

Par contre, les indicateurs de suivi de la pauvreté, de la faim, de l'emploi, de la mortalité maternelle, de la mortalité infantile, du VIH/SIDA, du paludisme, de la tuberculose, de l'accès à l'assainissement et de la protection de l'environnement ont très peu progressé, et ont même parfois reculé.

**GRAPHIQUE 1 PROPORTION DE PERSONNES VIVANT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ**



**OMD 1:** Comme le montrent le graphique 1 et le tableau 1 ci-dessous, les performances en matière de lutte contre la pauvreté ont été très faibles puisque 62% des individus vivent en dessous du seuil de pauvreté (données de 2008), ce qui correspond à une population de 2,6 millions de personnes sur un total de 4 200 000 habitants. En milieu urbain, près de la moitié des personnes

sont pauvres (49,6%) et en milieu rural ce taux est évalué à 69,4% soit un peu plus de deux tiers des personnes du monde rural. Plus de 8,1% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale et 18,7% d'entre eux ont des problèmes graves de croissance, tandis que 68,2% des enfants âgés de moins de 36 mois souffrent de déficience en vitamine A et 84% sont anémiés.

9. Rapport national de suivi des OMD, 2010

La malnutrition est la principale cause de mortalité infantile. Elle explique plus de 50% des cas de décès parmi les enfants de moins de 5 ans. Par ailleurs, un grand nombre de ménages centrafricains (30,2%) vivent dans l'insécurité alimentaire. Les résultats de l'enquête ECASEB réalisée en 2008 indiquent que la population active représente 83,9% de la population totale. Cette proportion se décompose en 82,6% d'actifs occupés (dont 19% sont sous-employés ou en « chômage déguisé »), et 1,3% de chômeurs.

Ce qui donne un taux de chômage global de 20,3% et un taux d'emploi de 63,6%. Les principaux obstacles aux progrès vers cet OMD sont liés à la fragilité de l'État car les conflits armés et la persistance de certaines poches d'insécurité ont entraîné le déplacement des populations les empêchant ainsi d'accéder à certaines opportunités économiques ainsi qu'à l'instabilité des institutions qui empêche l'État de jouer pleinement son rôle dans la fourniture des services sociaux de base.

**TABEAU 1** INDICATEURS DE PAUVRETÉ PAR RÉGION<sup>10</sup>

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté	Structure de la population	Structure des pauvres	Conso annuelle moyenne par équivalent-adulte	Indice de Gini
<b>Résidence</b>							
Urbain	49,6	29,8	20,5	37,2	29,7	457477	0,533
Rural	69,4	35,0	21,5	62,8	70,3	295809	0,533
Ensemble	62,0	33,1	21,1	100,0	100,0	355920	0,543

Source: Calcul des auteurs à partir de l'ECASEB, ICASEES, 2008

**OMD 2 et 3:** Le taux de scolarisation est passé de 58% en 1990 à 63% en 2009 avec des disparités entre sexes : 71% des garçons et 55% des filles sont scolarisés. La parité est de 72% au niveau primaire, de 73% au niveau secondaire et de 25% au niveau supérieur. Les filles sont quatre fois moins nombreuses que les garçons dans le supérieur et 68% d'entre elles sont illettrées. L'écart

entre filles et garçons se creuse encore plus dans les régions qui ont connu des conflits armés. En effet, le taux net de scolarisation des garçons s'est amélioré sur la période de 8 points contre 6 points chez les filles et la parité entre garçons et filles dans les régions du Nord et du Nord-Est (zones post-conflit) est estimée à 0,65. L'extrême pauvreté des ménages associée au manque de

cantines scolaires et à l'absence de points d'eau et de latrines séparées dans la plupart des établissements d'enseignement défavorisent l'accès et le maintien des enfants à l'école. L'exclusion des filles et des enfants des minorités, ainsi que l'exclusion des enfants des zones affectés par les crises, des orphelins et des vulnérables aggravent les disparités. Par ailleurs, les chiffres de la vie professionnelle révèlent un taux de 16,5% de fonctionnaires et 11% de salariés du secteur privé.

**OMD 4:** Au-delà de la situation d'extrême pauvreté, le taux de mortalité infantile s'élève à 110‰ alors que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans atteignait 171‰ en 2009 selon le rapport mondial de l'UNICEF sur la situation des enfants. La proportion des enfants âgés d'un an qui sont vaccinés contre la rougeole est de 62% en 2008. Les principaux facteurs de blocage de la réduction de la mortalité infantile en République centrafricaine proviennent essentiellement : (i) du faible revenu des ménages qui empêche l'accessibilité aux soins, (ii) du faible niveau d'instruction des mères, (iii) du faible niveau d'utilisation de la méthode contraceptive moderne, (iv) de l'ignorance des parents des bienfaits de la vaccination, (v) de l'insuffisance, de la vétusté et de l'inadéquation des infrastructures sanitaires, (vi) du manque des ressources humaines qualifiées en nombre, et (vii) du déplacement massif des populations dans les zones de conflits qui empêche la mise en œuvre du programme de santé infantile (PEV, PCIME, paludisme, PTPE, OEV, etc.)

**OMD 5:** Le taux de mortalité maternelle est de 540 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ce taux n'a baissé que de 26% par rapport à son niveau d'il y a 20 ans et il sera donc difficile d'atteindre l'OMD d'ici 2015. Les décès maternels ont dans 86,6% des cas des causes obstétricales directes (hémorragies, travail prolongé, dystocies dont ruptures utérines et infections, y compris les complications infectieuses des

avortements clandestins). Quant aux causes indirectes (13,4% des décès), elles sont dues au paludisme et à l'éclampsie (hypertension artérielle) ; toutes ces causes sont évitables. La proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié est de 53,4%. Le faible niveau d'instruction des femmes limite leur accès aux IEC, à la consultation prénatale (CPN) et au planning familial. Les principaux facteurs de blocage de la réduction de la mortalité infantile en République centrafricaine proviennent essentiellement : (i) du faible niveau de revenu des ménages limitant l'accès aux services des soins prénataux, obstétricaux et postnataux, (ii) de l'insuffisance des infrastructures et des équipements sanitaires et de leur mauvaise répartition sur le territoire en défaveur du milieu rural, (iii) de l'insuffisance de personnels qualifiés et spécialisés avec une grande disparité au détriment de l'arrière pays (4 à 5 gynécologues pour tout le pays, et tous dans la capitale), (iv) du changement climatique : les pluies et les inondations répétitives ces dernières années conjuguées aux problèmes d'assainissement favorisent le paludisme, dont les effets néfastes sur le développement des grossesses sont connus (avortement, fausses couches, complications pendant l'accouchement, etc.)

**OMD 6:** L'impact du VIH/Sida est une véritable menace pour la société et l'économie de la République centrafricaine. Le taux de prévalence est estimé à 6,2% dans la classe d'âge des 15-49 ans (7,8% chez les femmes et 4,3% chez les hommes), 3,6% chez les 15-24 ans, 8% en milieu urbain et 5% en milieu rural. Parmi les personnes infectées selon les données de MICS 2006, 36 000 personnes seraient en besoin d'ARV. Ainsi, avec l'extension des structures de prise en charge suivies de la multiplication des prescripteurs formés sur la prise en charge des ARV, la proportion des personnes sous ARV est passée de 7,7% en 2006 à 40% en 2009, soit une augmentation de plus de 80,8 % en 3 ans. Parmi elles, le nombre d'enfants

10. Enquête centrafricaine sur le bien-être des ménages (ECASEB), 2008, Ministère du plan et de l'économie

sous ARV en 2009 représentait 4,2%. Les obstacles à la réalisation des OMD en matière de lutte contre le VIH/Sida sont nombreux, mais sont principalement les suivants: sur le plan organisationnel : i) l'insuffisance du plateau technique responsable de la prise en charge médicale, au niveau des structures sanitaires ; ii) la faiblesse de la stratégie nationale de communication pour un changement de comportement (CCC) en faveur des jeunes ; iii) la faible couverture de certains domaines de la prévention à savoir la sécurité transfusionnelle et la faible fonctionnalité de la PTPE ; sur le plan environnemental : i) l'existence de zones de conflits constitue des poches potentielles de persistance de foyers à risque de VIH/SIDA ; ii) l'ignorance et la pauvreté favorisent la propagation ; iii) l'analphabétisme ; iv) la pesanteur socioculturelle ; sur le plan institutionnel : i) l'insuffisance de la coordination des actions de la réponse ; sur le plan des ressources : vi) l'insuffisance des ressources financières, matérielles et humaines.

**OMD 7:** Selon les dernières estimations de la FAO en 2005, la RCA dispose d'une superficie totale des forêts de 23 203 millions d'hectares classés en terres boisées. L'estimation des taux annuels de changements dans l'étendue des forêts qui accompagne ces données est stable, avec une perte de 0,1% de superficie forestière par an. La superficie concédée aux sociétés d'exploitation forestière est évaluée à 33 200 km<sup>2</sup> tandis que celle des forêts classées n'est que de 6 335 km<sup>2</sup>. On assiste à une réduction substantielle des surfaces forestières en faveur des savanes même si cette perte est compensée par la recolonisation du massif forestier de l'Est. Le braconnage et les activités minières ont favorisé la dégradation des écosystèmes, notamment aquatiques. La proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable est globalement en hausse quelque soit le milieu de résidence. Sur le plan national, elle est passée de 18% en 1990 à 34,7% en 2008. Ce taux a subi durant les deux dern-

ières décennies des variations dues aux troubles politico-militaires qu'a connus le pays entre 1996 et 2003, passant de 29% en 2000 à 26% en 2006 puis à 3,7% en 2008. Dans le domaine de l'assainissement, la couverture est passée de 14% en 1990 à moins de 35% en 2006. Sur le plan sanitaire, les maladies d'origine hydrique et fécale sont toujours une cause de mortalité infantile et de morbidité des personnes habitants les quartiers pauvres des villes et les zones rurales. Les principaux obstacles à l'accès à l'eau et à l'assainissement sont notamment : (i) les faiblesses institutionnelles et organisationnelles liées à l'insuffisance de coordination des acteurs et des interventions, (ii) l'insuffisance du système de gestion et de maintenance des pompes à motricité humaine ; (iii) le coût élevé de l'investissement dans les infrastructures hydrauliques et les matériels en majeure partie importés ; (iv) le faible niveau d'urbanisation du pays.

**OMD 8:** L'évolution de l'aide publique au développement en faveur de la République centrafricaine s'est accrue après le changement politique intervenu en mars 2003. L'observation de la tendance permet de constater que cette aide est passée de 126 millions de dollars US en 2003 à 317 millions de dollars US en 2009 malgré un léger fléchissement en 2004 avec 81 millions de dollars US. Le stock de la dette extérieure contractée et garantie par l'État à la fin décembre 2006 s'élevait à 856 millions de dollars US en valeur actuelle nette (VAN), ce qui représentait 470% des exportations de biens et services. Autrement dit, la RCA était admissible à un allègement de la dette au titre du guichet exportations de l'initiative PPTE car son ratio VAN de la dette/exportations dépassait le seuil de 150%. Les principales contraintes liées à la viabilité à long terme de l'endettement de la RCA sont : (i) la faible compétitivité de l'économie nationale ; (ii) la forte dépendance de l'économie aux cours mondiaux du diamant, du bois, du café et du coton ; et (iii) l'étroitesse de la base d'exportations. Les services des télécom-

munications et des technologies de l'information et de la communication (TIC) de base sont très limités, avec 145,74 abonnés au téléphone mobile pour 1000 habitants en 2007 comparé à la moyenne de 284,35 en Afrique, 2,65 lignes téléphoniques fixes pour 1000 habitants comparé à 31,75 en Afrique, et 8,18 utilisateurs d'internet pour 1000 habitants comparé à 54,22 en Afrique. De ce fait, les principaux obstacles au développement des TIC sont : (i) le coût très élevé des équipements dû à une forte fiscalité ; (ii) le manque de sources d'énergie dans les zones rurales ; et (iii) le besoin en main d'œuvre spécialisée.

*Pour un aperçu de la situation des OMD en RCA, voir le tableau 1 en fin de chapitre.*

## 2.2 PROGRÈS ET DÉFIS LIÉS À LA RÉALISATION DE L'OMD1C : « RÉDUIRE DE MOITIÉ ENTRE 1990 ET 2015, LA PROPORTION DE PERSONNES QUI SOUFFRENT DE LA FAIM »

**Indicateurs:** Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique ; pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale

### 2.2.1 PROGRÈS ET DÉFIS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En raison de la faible fiabilité des statistiques de productions agricoles et de l'absence de normes en matière de consommation, il est difficile

d'apprécier la disponibilité alimentaire et la couverture des besoins alimentaires en RCA<sup>11</sup>. Sur la base des estimations de productions nettes disponibles pour la consommation alimentaire humaine et des importations de produits alimentaires, les services statistiques de la FAO estiment que la disponibilité énergétique quotidienne a faiblement augmenté de 3% entre 2000 et 2007, passant de 1 917 à 1 986 Kcal/pers./jour.

A titre de comparaison, la valeur de référence en besoin énergétique médian en situation d'urgence est fixée par l'OMS à 2 100 Kcal/pers./jour. La faible disponibilité énergétique est notamment liée à la faible valeur nutritive du manioc, qui constitue une part importante de la consommation alimentaire des ménages. A noter également que les produits tirés de la chasse, de la pêche et de la cueillette, bien que non pris en compte dans l'estimation de la disponibilité énergétique constituent de façon saisonnière une part importante de l'alimentation des ménages<sup>12</sup>.

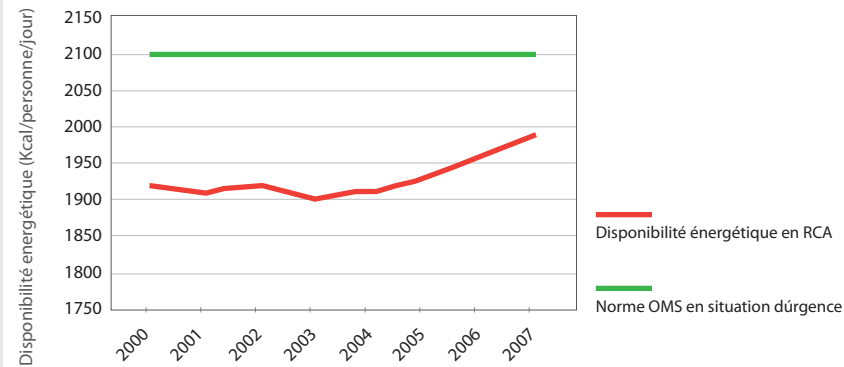
Les résultats de l'étude sur l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGV-SA, RCA) réalisée en 2009 avec l'appui du PAM, du PNUD, de l'UNICEF et de la FAO font par ailleurs ressortir qu'un grand nombre de ménages centrafricains (30,2%) vit dans l'insécurité alimentaire. Cette situation touche plus les ménages en milieu rural (40,5%) qu'en milieu urbain (13,4%). Sur la proportion totale de ménages en situation d'insécurité alimentaire, on dénombre 7,5% en insécurité alimentaire sévère contre 22,7% en insécurité alimentaire modérée.

11. Le manioc constitue la base du régime alimentaire en République centrafricaine, il est souvent consommé avec des feuilles. Les céréales, le maïs, le riz et le sorgho sont également consommés en fonction de leur zone de production

12. (cf. PAM, 2011, Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages).

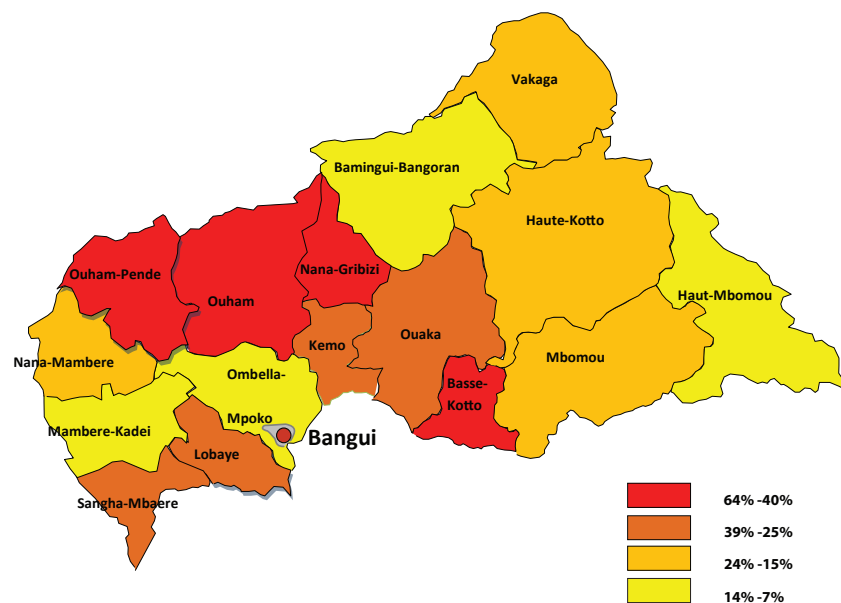
**GRAPHIQUE 2**

**ÉVOLUTION DE LA DISPONIBILITÉ ÉNERGÉTIQUE ALIMENTAIRE (DEA) EN RCA**



Source: FAOstat, 2011

**SITUATION DE LA PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SEIN DES MÉNAGES EN RCA**



Source: AGVSA, 2009

Les catégories socioprofessionnelles les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont : 1) les ménages vivant de la cueillette et de la chasse (37,8 % dont 11,4% en insécurité alimentaire sévère), 2) les agriculteurs (35%) ; 3) les pêcheurs agriculteurs (30%) ; et 4) les ouvriers journaliers et maraîchers (29,5%). Les chasseurs-cueilleurs sont majoritaires dans les préfectorats du nord touchés par l'insécurité. Les agriculteurs sont majoritaires dans les préfectorats du nord-ouest et du centre. Les pêcheurs agriculteurs sont quant à eux majoritaires dans les préfectorats du sud riveraines des grands fleuves.

Sur le plan spatial, les préfectorats de l'Ouham Pendé, de la Nana Gribizi, de la Basse-Kotto et de l'Ouham sont les plus touchés, respectivement avec une prévalence de 64,5%, 62%, 44% et 42%. En dehors de la Basse-Kotto, les trois autres préfectorats ont en commun d'être d'anciennes zones de conflit dont les systèmes de production et de commercialisation des produits alimentaires ont été désorganisés par les conflits politico-militaires. Suivent ensuite les préfectorats dont les taux d'insécurité alimentaire avoisinent 25 à 29%. Il s'agit de : Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré. Ces huit (8) Préfectorats ayant des taux sévères ou modérés seront les zones cibles prioritaires pour la mise en œuvre du présent CAO (cf. carte ci-dessus).

**Principaux défis liés à la réduction de la vulnérabilité alimentaire:** Malgré d'importantes potentialités agro-écologiques, l'agriculture vivrière, pratiquée par 87% des ménages agro-pastoraux, connaît de nombreuses contraintes, notamment des difficultés importantes en matière d'accès aux intrants (semences, produits phytosanitaires, engrais...) et aux outils de production ; une faible structuration des acteurs et des filières ; un manque d'appui et d'accompagnement tech-

nique des producteurs ; et une faible diffusion des techniques de transformation et de conservation. A ces contraintes s'ajoutent l'insécurité liée à la récurrence des conflits, la faiblesse générale des financements alloués au secteur agricole et au développement rural<sup>13</sup>, la faiblesse du système financier en milieu rural et l'accès limité des populations aux services essentiels de base (éducation, santé, marchés, routes).

Il convient également d'insister sur l'importance des disparités de genre en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire en RCA. Les femmes assurent en effet plus de 50% de la production alimentaire agricole, aussi bien dans le secteur agricole de rente que dans les cultures vivrières, et leur travail est en grande partie axé sur la consommation alimentaire de la famille et de la communauté. La surcharge de travail de la femme a un effet néfaste sur l'éducation des filles. A cela il faut ajouter des contraintes concernant l'accès des femmes aux actifs productifs (crédit, terres et autres intrants agricoles) et le contrôle des produits de leur travail. En vue d'une meilleure prise en compte de ces aspects, il est à noter qu'une stratégie sectorielle « genre et réduction de la pauvreté » a été élaborée en 2011, qui aborde entre autres les relations entre hommes et femmes dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sécurité alimentaire.

*Certaines de ces contraintes sont abordées plus en détail dans l'analyse des goulots d'étranglement relatifs aux interventions prioritaires retenues dans le CAO pour l'intensification de la production vivrière (cf. Chapitre IV)*

13. La part allouée au développement rural dans le budget annuel national, de 1980 à 2006 a été en moyenne de 2% (1% consacré à l'investissement et 1% aux salaires et fonctionnement) avec un taux d'exécution inférieur à 40%.

### Encadré : Vue d'ensemble de la situation du secteur agricole

L'économie centrafricaine reste dominée par le secteur primaire qui emploie 82% de la population et contribuait au PIB à hauteur de 42,5% en 2009. Les principales activités du secteur primaire sont l'agriculture de subsistance (28,3% du PIB) et l'élevage (12,7% du PIB). Dans le PIB agricole, ces taux sont respectivement de 51,4% et 22,83%. Les cultures de rente ne représentaient que de 1,23% en 2008. Le potentiel agricole est de 15 millions d'hectares de terres arables dont seulement environ 661 826 hectares (ha) sont cultivés chaque année, correspondant à 5,3% du total et moins de 0,5 ha exploité en moyenne par actif agricole.

L'économie agraire en RCA s'est dégradée du fait des difficultés d'accès aux marchés. La RCA, autrefois exportateur net de produits vivriers, est aujourd'hui importateur. Cette situation est liée aux effets des longs conflits sociaux et militaires qui ont affecté l'économie du pays pendant près de deux décennies. Ainsi les importations de produits alimentaires représentaient en 2009, la part la plus importante des importations en valeur du pays (près de 30%, suivi par les combustibles minéraux, avec 13%)

Le pillage et la destruction des biens ont privé les populations de leurs cheptels et outils agricoles, de leurs principales richesses et moyens de production, entraînant une baisse de la production agricole primaire et un effondrement des marchés des intrants et des produits agricoles. De vastes zones de terres potentiellement cultivables demeurent sous-utilisées en raison de problèmes de sécurité et de manque d'infrastructures routières. En conséquence, le pays est confronté à des déficits alimentaires structurels et chroniques: 30,2% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire et la RCA importe 25% de ses besoins de consommation en céréales (FAO).

Malgré tous ces obstacles, le secteur agricole de la RCA peut être transformé relativement vite. En effet, après des années de stagnation, en 2006-2007, la croissance a repris dans le secteur agricole pour atteindre en moyenne 4,3% par an. Le potentiel agricole (productions végétale et animale) de la RCA est l'un des plus élevés du continent africain. Plus de 25 % des terres sont cultivables en plus de 35 % des terres couvertes par des pâturages de bonne qualité. Le potentiel agro démographique des terres s'élève à 50 millions de personnes alors que la population du pays est de 4,5 millions d'habitants.

Il en résulte un niveau élevé de pauvreté en milieu rural, qui influe en retour sur la sécurité alimentaire des populations. Comme le souligne le récent rapport du PAM (2011), la situation alimentaire des producteurs agro-pastoraux reste également fortement conditionnée par leur accès physique et économique aux marchés de produits alimentaires et par les stratégies commerciales qu'ils développent. Il faut en effet rappeler ici que selon l'AGVSA (2009), 64% des ménages ont recours au marché comme principale source d'approvisionnement des produits alimentaires (48% des ménages ayant pour activité principale l'agriculture).

*Ainsi, les interventions qui visent à réduire l'insécurité alimentaire permettront, par le développement des activités d'agriculture vivrière en milieu rural dans les zones cibles, de générer des revenus pour les plus pauvres, en particulier les femmes, de faciliter leur accès à la nourriture et de réduire ainsi leur exposition à la malnutrition. Cela aura pour principal effet, de réduire de façon considérable la proportion de la population souffrant de la faim, ainsi que celles des enfants malnutris et d'induire une baisse de la pauvreté économique et monétaire.*

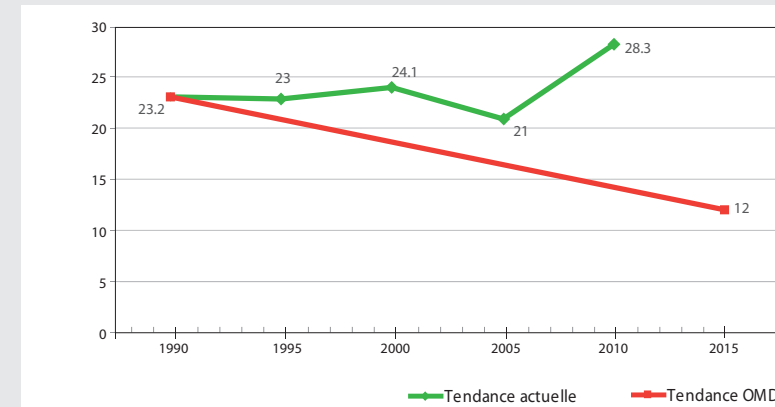
### 2.2.2 PROGRÈS ET DÉFIS RELATIFS À LA SITUATION NUTRITIONNELLE

L'enquête EDS l'estime à 23,2% en 1995 et les différentes enquêtes MICS à 24,2% en 2000 et 28,3% en 2006. **Avec une telle évolution, il est très peu probable que la cible soit atteinte d'ici 2015.** La situation nutritionnelle des enfants est également caractérisée par des disparités de genre et

des disparités géographiques. Ainsi, les garçons semblent plus exposés à la malnutrition que les filles : 31% de garçons contre 26% de filles souffrent d'insuffisance pondérale modérée).

GRAPHIQUE 3

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS SOUFFRANT D'UNE INSUFFISANCE PONDÉRALE MODÉRÉE



La malnutrition reste endémique dans l'ensemble du pays mais sévit plus fortement dans les zones rurales que dans les zones urbaines<sup>14</sup>. D'une manière générale, les enfants vivant dans les zones cotonnières du pays semblent un peu plus exposés. Selon l'UNICEF (2009), entre le nord et le sud du pays, près de 700 000 enfants de moins de 5 ans vivent au-dessous des seuils acceptables, et

beaucoup sont maintenant à la limite de la survie. Ce phénomène des villes cotonnières est dû au fait que le coton représente une locomotive pour les cultures vivrières, les paysans cotonniers utilisant des lopins de terres connexes pour cultiver des produits vivriers. Ainsi, le coton draine une production locale de nourriture.

14. Enquête MICS 2009, Ministère du plan et de l'économie

En conséquence, lorsque le secteur cotonnier rencontre des problèmes, les populations se retrouvent confrontées directement à des problèmes de nourriture. Ainsi, les enfants des villes cotonnières se trouvent dans une situation de vulnérabilité liées à situation du secteur. Dans trois villes minières du sud-ouest du pays (Carnot, Nola et Berberati), 16% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë et 6,6 % de malnutrition sévère aiguë, ce qui dépasse les seuils d'urgence (de 15% pour une malnutrition sévère et de 2 % pour une malnutrition sévère aiguë)<sup>15</sup>. Cette particularité des zones minières est due au fait que, d'une part, ces régions ont une activité agricole faible et, d'autre part, la main d'œuvre de l'exploitation minière locale est payée en nature (manioc et nourriture diverse), l'argent liquide étant un facteur de ralentissement de l'activité pour des raisons sociologiques. Hors, durant ces dernières années, les collecteurs ont rencontré d'énormes difficultés économiques qui ont fait qu'ils n'ont pas pu procurer la nourriture aux travailleurs (« creuseurs ») en quantité suffisante. Cela a entraîné des cas sérieux de malnutrition.

Selon l'AGVSA RCA (2009), 8,4% des femmes centrafricaines de 18 à 49 ans (enceintes ou allaitantes) souffrent de malnutrition aiguë globale. Cette situation est liée à la pauvreté du monde rural centrafricain, et partant, à celle des femmes qui y sont majoritaires.

**Principaux défis liés à la réduction de la malnutrition:** comme le souligne le rapport de suivi des OMD 2010, la réduction de la malnutrition des enfants fait face à un grand nombre de défis. Outre la pauvreté, il faut mentionner le faible niveau d'instruction des femmes, les pesanteurs socio-culturelles notamment les interdits alimentaires, les mauvaises pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, des facteurs exacerbés par le déplacement massif des populations lié à la persistance des poches d'insécurité dans le nord et l'est du pays<sup>16</sup>.

TABLEAU 2		SITUATION DES OMD		
OMDs	Principaux Indicateurs	Données de Base 2003	Objectif 2015	Données récentes 2008
<b>OMD 1 :</b> ÉRADIQUER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM	Proportion de la population vivant avec moins d'un dollar par jour	67%	31%	62%
	Proportion d'enfants souffrant d'une insuffisance pondérale	21%	11,5%	28,3%
<b>OMD 2 :</b> ASSURER UNE ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Taux net de scolarisation dans le primaire	55%	100%	63,3%
	Proportion d'élèves commençant la 1ère année et achevant la 5ème année	31%	100%	36%
<b>OMD 3 :</b> PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire	60%	100%	72%
<b>OMD 4 :</b> REDUIRE LA MORTALITÉ DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	220 pour mille	70 pour mille	173 pour mille
	Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	65%	100%	62%
<b>OMD 5 :</b> AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE	Taux de mortalité maternelle	1 355 pour 100 000 NV	171 pour 100 000 NV	540 pour 100 000 NV
<b>OMD 6 :</b> COMBATTRE LE VIH/ SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES	Taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 49 ans	15%	-	6,2%
	Taux de prévalence du paludisme	31,8%	-	22%
<b>OMD 7 :</b> ASSURER UN ENVI- RONNEMENT DURABLE	Proportion de la population n'ayant pas accès à une source d'eau potable	74%	40%	65%
	Proportion de la population n'ayant pas accès à un système d'assainissement de base	69%	37%	65%

Source: ROMD 2010

Probable  
Possible  
Impossible

15. Source : Rapport de suivi des OMD, 2010.

16. Cf. Annexe 5 : Carte RCA « Contraintes d'accès humanitaire », OCHA – février 2012



### 3.1 CADRES STRATÉGIQUES DES INTERVENTIONS EN MATIÈRE D'AGRICULTURE, DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.

#### ● *Au niveau sous-régional :*

(i) Le **programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)**. Pour mettre fin au déclin du secteur agricole sur le continent africain, les chefs d'État et de gouvernement africains ont approuvé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA). En vue d'apporter un soutien politique fort à la mise en œuvre de ce programme, ils ont adopté, lors de la réunion de l'Union africaine (UA) à Maputo les 10 et 11 juillet 2003, un engagement commun pour la réalisation d'un taux minimum de croissance annuel de 6% dans le secteur agricole et l'allocation d'au moins 10% du budget national au secteur agricole.

Le PDDAA définit un cadre général présentant les axes d'intervention prioritaires pour restaurer la croissance agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire en Afrique. En Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) est chargée de la mise en œuvre du PDDAA. En République centrafricaine (RCA), le processus de mise en œuvre du PDDAA/NEPAD a démarré officiellement avec le soutien d'une mission conjointe de l'agence du NEPAD, de la CEEAC, de la Banque mondiale, l'IFPRI et de la FAO en mars 2010. Un Pacte national de partenariat pour la mise en œuvre du

PDDAA en RCA a été officiellement signé par l'ensemble des acteurs du secteur agricole (gouvernement, PTF, OPAR, secteur privé, société civile) le 15 avril 2011.

#### ● *Au niveau national :*

(ii) La **stratégie de développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (SDRASA)**: la SDRASA est la stratégie sectorielle détaillée qui traduit la volonté de faire du secteur rural le moteur de la relance économique. L'objectif de la SDRASA est de développer, d'ici 2015, une agriculture productive, rentable, respectueuse de l'environnement, s'appuyant sur les initiatives locales et le concept « genre », créateur de richesse, de conditions d'émergence d'un secteur privé agricole dynamique et d'emploi, et qui contribue à la réduction de la pauvreté et à la réalisation de la sécurité alimentaire. Les axes d'intervention de la SDRASA sont essentiellement:

- L'amélioration du cadre institutionnel et de l'environnement de la production
- La promotion du développement local et des infrastructures de base
- L'amélioration de la production, de la transformation et des flux de commercialisation des produits agricoles à l'intérieur et à l'exportation
- La promotion et le développement des organisations professionnelles agricoles et rurales

(iii) Le **programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) 2011-2015**: Le PNIASA a été élaboré à la suite de la signature du Pacte du PDDA. L'objectif général du PNIASA est de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté, et des inégalités entre les populations. Le PNIASA est fondé sur la stratégie de développement rural, de l'agriculture et de sécurité alimentaire (SDRASA) et sur le document de stratégie de réduction de

la pauvreté, deuxième génération (DSRP II) 2011-2015. Il permet de dégager des programmes prioritaires, choisissant les secteurs interconnectés du développement rural, de l'agriculture et de sécurité alimentaire comme socle de la croissance accélérée de l'économie nationale.

Le PNIASA est structuré en six programmes, à savoir<sup>17</sup>:

- Développement des filières végétales ;
- Développement des filières animales ;
- Promotion des filières de la pêche et développement des forêts ;
- Amélioration des services de recherche et de vulgarisation ;
- Renforcement des collectivités locales, des infrastructures communautaires de base et gestion des ressources naturelles ;
- Renforcement institutionnel et coordination sectorielle.

*En outre, le PNIASA a été revu et amélioré en octobre 2011 avec l'intégration des questions nutritionnelles, fondamentales pour la lutte contre l'insécurité alimentaire.*

En effet, le volet nutrition a été décomposé en deux sous-programmes intitulés :

- Amélioration de la nutrition des populations : Il s'agit plus spécifiquement : (i) d'améliorer la prise en charge des cas de malnutrition; (ii) de diversifier et d'améliorer l'alimentation des populations ; (iii) de protéger les consommateurs contre les maladies liées à l'utilisation d'aliments contaminés ou altérés ; et (iv) d'améliorer la qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments.
- Prévention des crises alimentaires et nutritionnelles et des autres catastrophes naturelles : Il s'agit: (a) de renforcer les capacités du dispositif et des populations à prévenir et à gérer les crises alimentaires et nutritionnelles ; (b) de maîtriser les informations relatives aux crises alimentaires et nutritionnelles et autres catastrophes ; (c)

d'améliorer les performances du système de surveillance ; (d) de contribuer à l'amélioration de la prévention et de la gestion des crises alimentaires et des catastrophes naturelles au Ministère de l'agriculture et du développement rural ; et (e) de contribuer à l'amélioration de la prévention et de la gestion des crises alimentaires et des catastrophes naturelles.

### 3.2 INTERVENTIONS PRIORITAIRES DU CAO ET ALIGNEMENT SUR LE PNIASA

Au total, 9 interventions sont regroupées sous les 3 « domaines prioritaires » suivants:

1. Intensification de l'agriculture vivrière, des produits forestiers non ligneux alimentaires, des produits de la chasse et du petit élevage, prioritairement dans les zones de forte insécurité alimentaire
2. Amélioration de la situation nutritionnelle des groupes vulnérables
3. (Interventions transversales) : désenclavement des zones de production et des zones déficitaires, renforcement des organisations de producteurs, extension du crédit en milieu rural, et renforcement des systèmes de pilotage et de suivi-évaluation du CAO

**A. DOMAINE PRIORITAIRE 1 (Volet Offre): Intensification de l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sésame, sorgho, niébé, riz, plantain), des produits forestiers non ligneux alimentaires, des produits de la chasse et du petit élevage prioritairement dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré) :**

Ce domaine s'aligne sur le sous-programme «développement des filières vivrières et accès aux marchés» inscrit dans le programme 1 (développement des filières végétales)<sup>18</sup> du PNIASA, et plus spécifiquement le volet visant à améliorer la productivité et la compétitivité des productions vivrières. Le programme concerne une population agricole estimée, sur la base du RGPH de 2003, à environ 3 136 000 habitants, soit 70% de la population totale, répartie dans les différentes filières végétales qui exploiteront 851 750 ha d'ici cinq ans (base line, 2010 : 661 826 ha), soit une extension de 28,6%. Le manioc constitue la principale spéculation et l'aliment de base des populations, et dès lors un élément d'appréciation de la situation alimentaire du pays. La production bananière est l'une des principales activités agricoles de la région forestière du sud-ouest (préfecture de la Lobaye de la Sangha-Mbaéré et de la Mambéré-Kadéï) et du sud-est (préfecture de la Haut Mbomou, du Mbomou et de la Basse-Kotto et le sud de la préfecture de la Ouaka). La filière plantain occupe la troisième place dans les cultures vivrières après le manioc en termes de superficie cultivées.

**Le sorgho, le sésame, le riz, l'arachide le maïs, la banane plantain sont pour l'heure produits en quantités plus faibles et sont destinés essentiellement à l'autoconsommation. Les performances de ces différentes cultures sont généralement médiocres. Les niveaux de rendement moyen sont de 3 tonnes/ha pour le manioc; 900 kg/ha pour le maïs et l'arachide; et 1,1 tonne pour le sorgho<sup>19</sup>.**

Ce domaine d'intervention du CAO concerne l'ensemble du pays et en priorité les petits producteurs/éleveurs (hommes et femmes) dans les zones de forte insécurité alimentaire (**Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, l'Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré**), ainsi que les acteurs du secteur des produits forestiers non ligneux alimentaires et des produits de la chasse. Comme nous l'avons souligné plus haut, le soutien à l'agriculture vivrière permet de pallier l'insécurité alimentaire des ménages ruraux et de réduire leur vulnérabilité.

Trois (3) interventions ont été retenues pour ce domaine :

**A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux facteurs de production : intrants, outillages, technologies de stockage et de transformations des produits**

L'appui à l'accès des producteurs aux intrants a connu ses débuts dans les années 1980 avec les programmes de développement intégré. Mais c'est en 2000 qu'on a commencé à mettre l'accent sur les besoins des petits producteurs. Cette intervention A.1 du CAO s'aligne sur les trois sous-programmes du PNIASA indiqués dans le tableau 2 ci-dessous. Aujourd'hui, face à une demande solvable encore très limitée, l'offre privée d'intrants reste faible. Les problèmes d'accessibilité physique et financière aux intrants, de faible disponibilité des sources d'énergie pour la transformation, et d'absence d'un système approprié de multiplication des semences, demeurent les principaux obstacles pour la réalisation de cette intervention.

17. Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) 2011-2015, MADR

18. Le programme porte également sur la promotion des produits traditionnels d'exportation et à promouvoir des nouvelles cultures d'exportation.

19. Ministère de l'environnement et de l'écologie, Coordination projet bio sécurité, Rapport cadre national de la biosécurité en République centrafricaine (Projet), 2009

Cinq ans après les engagements des Ministres africains des finances à Abuja, en 2006, pour développer l'utilisation des engrais dans l'agriculture (l'objectif fixé par le sommet d'Abuja en 2006 est de 50 kg d'ici à 2015 pour l'Afrique), le constat est sans équivoque pour la RCA. En effet, l'intensité moyenne d'utilisation d'engrais est de 9 kg/ha, alors qu'elle atteint 86 kg/ha en Amérique Latine, 104 kg/ha en Asie du Sud et 142 kg/an en Asie du Sud-Est. Les données comparatives entre pays de

la sous-région placent la RCA loin derrière dans le classement de l'utilisation d'intrants (quantité totale d'engrais rapportée à la superficie arable totale) avec 0,6 kg/ha contre 5 kg/ha pour le Cameroun, 7 kg/ha pour le Burkina Faso, 8 kg/ha pour le Mali et 22 kg/ha pour la Côte d'Ivoire<sup>20</sup>. A titre indicatif, le sac de 50kg d'engrais coûte environ 60 000 FCFA contre moins de 30 000 FCFA au Cameroun.

<b>TABLEAU 3<sup>21</sup> NIVEAU DE RENDEMENTS ACTUELS DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIÈRES</b>				
<b>Cultures</b>	<b>Superficies cultivées (ha)</b>	<b>Taux d'utilisation d'engrais (tonnes)</b>	<b>Rendement (tonnes / ha)</b>	<b>Production (tonnes)</b>
<b>Manioc</b>	240 976	36 146	3,0	722 928
<b>Arachide</b>	97 777	14 667	0,9	87 999
<b>Maïs</b>	92 891	13 934	0,8	74 313
<b>Sorgho/Mil</b>	53 496	8 024	0,6	32 098
<b>Sésame</b>	35 504	5 326	0,25	8876
<b>Riz</b>	16 700	2 505	0,9	15 030
<b>Courges</b>	51 722	7 758	0,1	30 000
<b>Total</b>	<b>589 066</b>	<b>88 360</b>	-	<b>987 221</b>

Il s'agit ainsi de mettre en œuvre, au bénéfice des petits producteurs/trices des mécanismes en vue de rendre disponible les intrants (engrais ; insecticides ; herbicides ; produits de traitement des semences), l'outillage agricole et des technologies simples de qualité, en quantité suffisantes et à des coûts rémunérateurs, afin d'accroître les rendements des productions et de développer les activités de transformation des produits locaux. Il s'agit également de sécuriser l'utilisation

des semences par les producteurs les plus vulnérables, surtout pendant les périodes de soudure. Cette intervention devrait aussi permettre d'avoir un système durable d'approvisionnement des petits producteurs vivriers en intrants de bonne qualité, en outillage et en technologies agricoles. Cet accès facilité aux intrants et aux technologies leur permettrait d'augmenter de façon considérable leur productivité et de réduire l'exposition des ménages ruraux à l'insécurité alimentaire.

20. Évaluation de la pauvreté rurale, FIDA, 2001, 2007

21. Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) 2011-2015, MADR

Les expériences dans la production rizicole montrent que l'utilisation des engrais a permis aux producteurs de la zone de Sakaï de plus que doubler leur rendement passant de 2 tonnes à 4,5 tonnes à l'hectare. Les analyses de la FAO montrent cependant que la réalisation du taux de croissance de 6% par an fixé par le PDDAA requiert que le taux moyen d'application des engrais passe rapidement à 23 kg/hectare/an en moyenne.

Les producteurs et productrices de vivriers, dépourvus de moyens de stockage, ne sont pas en mesure de maîtriser leur calendrier de commercialisation et ainsi de stabiliser les prix, d'engranger de meilleures marges et d'augmenter leur profit et leur revenu. De même, la transformation des produits vivriers, dans laquelle les femmes jouent un rôle significatif, est dominée par la transformation artisanale directe pour la consommation par les ménages d'agriculteurs vivriers, et n'a quasiment jamais pour objectif d'améliorer de façon substantielle la valeur ajoutée et l'accès aux marchés des produits vivriers.

Un récent rapport du PAM (2011)<sup>22</sup> souligne ainsi que, faute d'une maîtrise des techniques de stockage et de transformation, les stratégies commerciales développées par les ménages sont peu efficaces et ne leur permettent pas de tirer le meilleur parti de leurs productions. A titre indicatif, sur les 25 villages visités dans le cadre de l'étude, seuls 4 disposent de greniers communautaires ou de banques de céréales. Les réseaux d'entraide les plus développés demeurent les tontines et la préparation collective des champs des différents membres du réseau.

Cela a des conséquences non seulement sur la disponibilité alimentaire mais également sur l'accès des pauvres à la nourriture, compte tenu du double statut (producteur/consommateur) des ménages producteurs<sup>23</sup>.

Aussi l'objectif dans ce domaine est-il d'améliorer les capacités de conservation et la valorisation des produits agricoles locaux. Un accent particulier sera mis sur l'appui aux groupements féminins pour la modernisation du séchage et de la transformation des produits vivriers locaux. Dans ce cadre, il convient de noter que l'ONG COOPI a soutenu la construction de 60 centres post-récoltes (complexe combinant banque de semence, infrastructures de stockage et unité de transformation) couvrant 8000 ménages dans la région du sud-ouest (Lobaye, Sangha-Mbaéré et Mambéré-Kadéï).

S'agissant des semences, l'objectif est de développer de manière durable la production, la multiplication et la distribution des semences et plants de bonne qualité en vue d'une part, d'améliorer la productivité des exploitations agricoles, par une intensification raisonnée et, d'autre part, d'accroître les performances des principales filières vivrières (manioc ; arachide ; maïs ; riz ; sorgho/mil ; sésame ; plantains) en terme de compétitivité, de prix et de qualité. Cela devrait permettre d'avoir un système durable de production et un marché de semences et de plants sains et améliorés des différentes cultures vivrières et de développer un réseau durable des multiplicateurs de semences et plants de qualité.

22. Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages, PAM, septembre 2011

23. Rappelons à cet égard le double statut des ménages, à la fois producteurs et consommateurs : 64% des ménages ont recours au marché comme principale source d'approvisionnement des produits alimentaires dont 48% ont pour activité principale l'agriculture). Pour cette catégorie de ménages producteurs/consommateurs, le taux d'insécurité alimentaire varie entre 42% et 64% en fonction des préfectures.

Le soutien apporté par la FAO et les ONG a permis de produire en 2010 à Bambari 6 000 kg de semences de maïs, d'arachide, de riz, de sésame et de niébé, qui sont disponibles pour la multiplication. Des centres et stations de production et de multiplication des semences de base et pré-base sont aussi en cours d'opérationnalisation, et le dispositif d'appui conseil au REPROSEM sera renforcé.

## A.2. Développement de la pratique de l'élevage de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux races prolifiques, aux intrants et à la couverture sanitaire

Les premières actions concernant l'appui aux éleveurs remontent aux années 1975 avec l'appui aux premières fédérations d'éleveurs. Il faut rappeler ici que les activités agricoles sont le plus souvent associées à celles de petits élevages, notamment de volailles et de caprins (35,3% des ménages centrafricains pratiquent l'élevage). Selon le service de l'élevage, en 2002, le cheptel était constitué de 3 167 000 petits ruminants, 738 000 porcins et 4 575 000 volailles. Il existe quelques élevages avicoles modernes en zones périurbaines notamment à Bangui et dans certains grands centres urbains (Boali, Bossembélé, Mbaïki, etc.).

L'élevage de petit bétail constitue ainsi une source d'alimentation importante pour les ménages en milieu rural et particulièrement pour les ménages pauvres, mais également une source de revenus, les ventes de produits d'élevage (petits ruminants, volailles) étant réalisées de façon ponctuelle tout au long de l'année. En situation de crise alimentaire ou de tension sur les prix des produits agricoles, les ménages se rabattent notamment sur cette épargne en nature.

L'amélioration de ce type d'élevage à travers la mise à disposition des ménages de géniteurs améliorés et le renforcement de l'accès aux autres

intrants (alimentation, produits/services vétérinaires, matériel d'élevage) constitue donc un axe important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Cependant, les problèmes d'accessibilité financière aux géniteurs améliorés, de manque de maîtrise des techniques d'embouche et de sécurisation des activités d'élevage, demeurent les principaux goulots d'étranglement pour cette intervention.

L'intervention vise ainsi à rendre accessibles des races prolifiques pour les petits éleveurs. Il s'agira également de faciliter la disponibilité des intrants, notamment les services vétérinaires de proximité.

Des expériences ont été développées par la FAO dans certaines zones de production, notamment dans 14 pôles de développement et principalement dans l'Ouham, l'Ouham-Pendé, la Nana-Gribizi, la Haute-Kotto et aussi dans la Nana-Mambéré, la Lobaye, la Sangha-Mbaéré, la Mambéré-Kadéï, etc. 505 groupements ont bénéficié de cette distribution à raison de 19 caprins par groupement soit 9 593 caprins au total. Des produits vétérinaires ont aussi été distribués aux bénéficiaires. Cette intervention devrait favoriser la production de 125 000 caprins à travers le système rotatif d'ici trois ans. L'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE) a réalisé des campagnes de vaccination dans les zones de production de petit bétail contre la peste des petits ruminants (PPR) et la maladie de Newcastle.

La maîtrise des techniques d'embouche (pratique de l'élevage intensif sur des périodes courtes pour la production de viande et autres produits d'élevage) devrait permettre d'obtenir des produits d'élevage de qualité à court terme. L'expérience faite par certaines ONG permet de fixer quelques objectifs standards tels que : un porc de 80 à 100 kg au bout de 6 mois, une poule de 1,5 à 2 kg au bout de 2 mois et demi, un caprin de 20 à 25 kg au bout de trois mois; les actions menées par l'ONG COOPI<sup>24</sup> en termes de distribu-

tion de poules pondeuses ont permis d'obtenir 288 000 œufs en 6 mois. Ces résultats encourageants devraient permettre de poursuivre l'expérience notamment à travers une collaboration étroite entre la FAO et les ONG en matière d'élevage intensif.

## A.3. Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires - gnetum et poivre (Sud Est/Sud Ouest); karité<sup>25</sup> (Nord); champignons (ensemble du pays); chenilles (Sud et Nord); miel (ensemble du pays) et des produits de la chasse

La mise en œuvre des actions d'appui à ce secteur est très récente et a débuté en 2005 avec les programmes régionaux de développement des PFNL, appuyés notamment par la FAO. Aujourd'hui, les produits de chasse et de cueillette constituent une activité essentielle pour de nombreux ruraux et jouent un rôle important dans l'alimentation des populations. 9,7% des ménages vivent de la cueillette et de la chasse, tandis que dans certaines préfectures la proportion de ménages s'adonnant à ces activités peut atteindre jusqu'à 40- 60%<sup>26</sup>. Selon l'AGVSA 2009, les ménages vivants principalement de la cueillette et de la chasse sont également les plus touchés par l'insécurité alimentaire (37,8 % dont 11,4% en situation d'insécurité alimentaire sévère).

La promotion des produits forestiers non ligneux (PFNL), notamment le *Gnetum africanum*, *Dorstenia* sp, les chenilles, les champignons comestibles, le poivre sauvage et le karité s'inscrit dans le cadre du PDDAA et du PNIASA du secteur forestier. Le secteur forestier de la RCA est l'un des principaux leviers de l'économie nationale, et

le deuxième employeur après l'Etat. Il offre une grande diversité d'écosystèmes dont les produits forestiers non ligneux. Les PFNL sélectionnés susmentionnés revêtent un caractère socio-économique et leur gestion demeure jusqu'à nos jours informelle. Cependant, le manque d'organisation du secteur, de maîtrise des techniques de valorisation et le non respect du Code forestier, restent les principaux obstacles pour cette intervention.

Cette intervention a pour but de permettre d'augmenter, d'ici 2015, la production des PFNL alimentaires (karité, poivre sauvage, gnetum, chenilles, champignons) de 30%. Les principaux bénéficiaires sont les populations riveraines des forêts du Sud-Ouest et du Sud-est ainsi que de la savane arborée de l'Ouham ; 15 à 30% des populations vivent dans les centres urbains et le reste (70 à 85%) vit dans les centres ruraux. Les zones d'interventions concernées sont les préfectures de la Lobaye, de la Mambéré Kadéï, de la Sangha-Mbaéré, du Mbomou et de l'Ouham<sup>27</sup>, soit une superficie d'environ 7 000 000 ha. Cette zone compte plus de 1 245 971 habitants.

Les produits de la chasse sont estimés à près de 30 000 tonnes en 1999, tandis que la consommation annuelle de viande de gibier est estimée à 11 kg/personne et par an. La gestion du secteur, affecté par le braconnage commercial, revêt donc un enjeu particulier.

24. Projet de réponse à la crise alimentaire-COOPI

25. Le karité est également utilisé comme huile de cuisson

26. Ministère de l'environnement et de l'écologie, Coopération projet bio sécurité, Rapport cadre national de la biosécurité en République centrafricaine (Projet), 2009

27. Les taux d'insécurité alimentaire sont de 28% à Lobaye, 27% dans la Sangha-Mbaéré, de 42% dans l'Ouham

**B. DOMAINE PRIORITAIRE 2 (Volet Demande):  
Renforcement de l'accessibilité à la nourriture,  
interventions nutritionnelles et filet de sécurité  
pour les groupes vulnérables**

Ce domaine d'intervention s'attache au volet de la demande de nourriture. Il permet de s'attaquer à l'insécurité alimentaire dans ses manifestations, de prendre en charge et de prévenir les cas de malnutrition ainsi que de réduire la vulnérabilité notamment par rapport aux crises récurrentes qui surviennent en RCA. Les interventions stratégiques retenues s'inscrivent dans le cadre du PNIASA qui a été revu et amélioré par l'intégration de deux sous-programmes (cf. page 15 ci-dessus) que sont : (i) l'Amélioration de la nutrition des populations et, (ii) la Prévention des crises alimentaires et nutritionnelles et des autres catastrophes naturelles.

**B.1. Renforcement de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (les femmes et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire):**

L'initiative de prise en charge des groupes vulnérables trouve son origine dans les programmes élargis de vaccination des années 2000. Cette intervention s'aligne sur le PNIASA dans le cadre du sous-programme « Amélioration de la nutrition des populations » dont l'objectif est : « de garantir aux populations une alimentation satisfaisante sur le plan nutritionnel et la possibilité d'être et de rester en bonne santé. Il s'agit plus spécifiquement : (i) d'améliorer la prise en charge des cas de malnutrition; (ii) de diversifier et d'améliorer l'alimentation des populations ; (iii) de protéger les consommateurs contre les maladies liées à l'utilisation d'aliments contaminés ou altérés ; et (iv) d'améliorer la qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments.»

Il existe un certain nombre d'actions en cours dans ce domaine, notamment l'appui du PAM et de l'UNICEF en collaboration avec les ONG, dont le renforcement et la mise à l'échelle s'avère nécessaire. Ainsi par exemple, une intervention récente de l'UNICEF a permis de renforcer les UNT/UNTA dans 6 régions et a permis la prise en charge de 8 474 enfants sévèrement malnutris. Cette intervention vise à systématiser les activités de prise en charge de la malnutrition des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes ou allaitantes au niveau des unités nutritionnelles thérapeutiques (UNT) et unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA).

**B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières)**

Les premières actions pour le développement de l'alimentation scolaire en RCA datent de 2005 avec le soutien de l'UNICEF. Cette intervention s'aligne sur le sous-programme « Amélioration de la nutrition des populations » du PNIASA dans son activité « Introduction de la nutrition dans les écoles » dont l'objectif principal est d'améliorer les bonnes pratiques alimentaires chez les enfants par (i) l'intégration de la nutrition dans l'enseignement dans les écoles ; (ii) la diffusion des bonnes pratiques alimentaires, (iii) l'amélioration des cantines scolaires.

Au niveau des actions en cours, le PAM a notamment apporté son soutien, à travers différents projets, à 1 052 cantines scolaires via la distribution de plus de 6 000 tonnes de nourriture, soit 551 écoles/jardins d'enfants dans les zones post-conflits (Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui Bangoran, Haute Kotto) et 501 écoles/jardins d'enfants dans les préfectures de Kémo, Ouaka, Nana Mambéré, Ombella Mpoko, Lobaye, Basse Kotto, et Mbomou. La mise à l'échelle et la pérennité de l'intervention requièrent notamment une implication accrue des parents d'élèves et

des instituteurs dans les programmes de cantine scolaire en mettant l'accent sur les aliments locaux et la contribution de la communauté.

Cette intervention vise à améliorer l'accès des écoliers à la nourriture par le développement de programmes d'alimentation scolaire dans les zones cibles. En effet, l'école est un canal important pour atteindre les couches vulnérables que représentent les jeunes, en particulier les jeunes filles.

**B.3. Renforcement du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et de la réponse nationale aux catastrophes, chocs et situation d'urgence**

Cette intervention est très récente (2010) et s'aligne sur le sous-programme du PNIASA « Prévention et gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles et humaines » dont l'objectif général est de prévenir et d'atténuer les crises alimentaires et nutritionnelles et les autres catastrophes naturelles ; avec un objectif spécifique qui est de contribuer à l'amélioration de la prévention et de la gestion des crises alimentaires et des catastrophes naturelles au Ministère de l'élevage et de la santé animale.

Il existe différentes initiatives relatives à la mise en place d'un système d'information et d'alerte précoce, dont le cluster « sécurité alimentaire<sup>28</sup> », et l'Integrated Food Security Phase Classification (IPC), mis en place avec l'appui de la FAO, qui nécessite un effort d'harmonisation et de consolidation.

Cette intervention B.3 du CAO, qui se focalise sur l'objectif spécifique du PNIASA, a pour but de développer les capacités du gouvernement en matière de prévention et de gestion des ca-

tastrophes notamment en ce qui concerne les situations d'urgence liées à l'insécurité alimentaire, par un renforcement des systèmes d'alerte précoce. Elle se justifie par la fréquence des inondations, qui ont des conséquences sérieuses sur la destruction des cultures et l'insalubrité de l'eau potable. A cela s'ajoute la vulnérabilité liée à l'évolution des cours mondiaux des denrées alimentaires et les risques de confiscation par des groupes rebelles des produits alimentaires dans les villages.

Par ailleurs, dans un pays post-conflit comme la RCA, il est indispensable de renforcer les capacités de gouvernance, tant au niveau des organes centraux qu'au niveau de la société civile et du secteur privé. Il s'agit de réunir toutes les conditions de bonne gouvernance, notamment en matière de pilotage et de suivi des interventions inscrites dans le CAO afin d'assurer les meilleurs succès. Le chapitre IV donne plus d'informations sur le cadre de suivi-évaluation du CAO.

**C. DOMAINE PRIORITAIRE 3 : Interventions transversales**

Les interventions transversales retenues dans le CAO visent à renforcer l'efficacité et les impacts des interventions relatives à la promotion des disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture et le bien-être nutritionnel sous les autres domaines. 3 interventions transversales ont été identifiées et priorisées, dont le renforcement des capacités de pilotage et le suivi de la mise en œuvre du CAO.

28. Le cluster est constitué du Ministère de la santé, d'agences du SNU (PAM ; OCHA ; HCR ; UNICEF) et d'ONG nationales et internationales (CICR, ACF, MSF, ...)

### C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires

La construction de pistes a timidement débuté en 2008 avec les programmes d'infrastructures initiés dans le cadre de la mise en œuvre du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP I). Cette intervention s'aligne sur le sous-programme du PNIASA « Désenclavement des zones de production et des marchés »

Les zones rurales constituent l'espace de production et de commercialisation par excellence des denrées alimentaires. Cependant, le réseau routier reste centré sur Bangui et est assez irrégulièrement réparti sur le reste du territoire, l'Ouest et le Sud-Est du pays étant les zones les plus facilement accessibles. Cette situation limite notamment les échanges de produits vivriers entre les zones de production et les zones déficitaires enclavées et vulnérables.

En raison de l'état global déplorable du réseau routier, cet espace est rendu inaccessible pendant la saison des pluies et difficilement praticable en saison sèche. On constate à ce jour : (i) la coupure pure et simple des pistes à la circulation d'environ 38% de l'ensemble des pistes rurales, soit 5 828 km ; (ii) la forte dégradation de 57% de l'ensemble des pistes rurales, soit 8 655 km. Seulement 785 km de pistes, soit 5,14% du total, sont dans un bon état de fonctionnement. Cette situation se traduit par : (i) un trafic insuffisant et irrégulier ; (ii) des coûts de transport onéreux représentant parfois plus de 50% du coût de commercialisation des produits<sup>29</sup> ; et (iii) une raréfaction des denrées de première nécessité sur les marchés. Ce manque de mobilité limite fortement les échanges et le commerce entre les villages et les centres urbains qui constituent

de grands centres de consommation du pays. Il touche particulièrement les femmes et les jeunes scolarisés qui doivent assurer le portage de l'eau et des produits agricoles sur de longues distances ou parcourir des distances importantes pour se rendre à l'école ou simplement dans le centre de santé et aux marchés.

Cette intervention a pour but de permettre le désenclavement des zones de production afin de faciliter l'accès des populations aux produits vivriers et aux services sociaux de base et d'améliorer leurs conditions de vie quotidienne.

### C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs

L'appui aux OP trouve son origine dans les programmes de développement intégré notamment mis en œuvre dans le secteur du coton dans les années 1980. Durant ces dix dernières années, le schéma de mise en place des structures rurales a favorisé la création de fédérations et autres structures faitières au détriment du travail d'appui à la base. Un pouvoir de décision s'est créé autour de structures peu représentatives. Ces fédérations, qui peuvent représenter à la fois divers types de groupements (groupements vivriers, groupements d'éleveurs, exploitants de PFNL)<sup>30</sup> ne développent en réalité aucune action concrète et demeurent le plus souvent détachées de leur base. La structuration du monde rural en Centrafrique s'est faite ainsi de façon hétérogène suivant les différentes zones de production et suivant les filières (source SDRASA).

Cette intervention s'aligne sur le sous-programme « Renforcement des organisations professionnelles agricoles et rurales (OPAR) de base » du PNIASA. Elle a pour but de renforcer les capacités des organisations de producteurs et

d'éleveurs en matière de gestion participative, de plaidoyer, d'alphabétisation et de tout autre moyen d'amélioration de la gestion de leur système de production avec un accent particulier sur la participation des femmes au fonctionnement de ces organisations étant donné leur forte présence dans les activités d'agriculture vivrière et du fait qu'elles représentent une des couches les plus frappées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Des initiatives ciblant le renforcement des capacités des OP sont actuellement en cours avec l'appui de la Banque mondiale, à travers le Projet de relance agro-pastorale (PRAP) dans le Sud-Ouest du pays et le FIDA, à travers le Projet de relance de la production vivrière et de l'élevage dans les savanes (PREVES). De nombreuses ONG (internationales – CARITAS, COOPI, OXFAM Québec – et locales – CESDES, CFAR, CFAE, CREF, FNEC) concourent également au renforcement des structures publiques en matière d'animation et de formation des producteurs. Un effort de rationalisation des différentes actions est nécessaire notamment à travers les activités du cluster « sécurité alimentaire ».

### C.3 Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural :

L'émergence du secteur de la microfinance en RCA est très récente et a démarré en 2008 avec les programmes du PNUD et de l'UNCDF qui œuvrent pour la couverture du territoire en établissements de microfinance. Depuis la liquidation de la Banque de crédit agricole et de développement (BCAD) en 1987, il n'existe plus de véritable banque spécialisée en crédit pour le secteur agricole et rural. Au cours de la période récente, les caisses de crédit mutuel et les caisses d'épargne et de crédit se sont développées avec l'appui des PTF en zone urbaine mais pas en zone rurale. Ainsi, les petits producteurs/trices de vivriers et les éleveurs n'ont quasiment pas accès au crédit, notamment au microcrédit, et les établissements

de microfinance (EMF), concentrés à Bangui, n'ont pas développé des produits financiers adaptés aux besoins des producteurs/éleveurs. A cela s'ajoute la faible mobilisation de l'épargne rurale, elle-même consécutive entre autres à la faible organisation des producteurs. Ces difficultés financières pour acquérir les intrants, matériels et équipements, constituent une contrainte majeure pour l'intensification de la production et pour le développement des activités de transformation des produits vivriers et de l'élevage (couveuses, équipements pour la traite, moulins, décortiqueuses, petit outillage, etc.).

Cette intervention, par nature transversale, a donc pour but d'améliorer la couverture des zones cibles en établissements de microfinance afin de faciliter l'accès des petits producteurs et productrices au crédit<sup>31</sup>, à travers notamment la mise en place de systèmes de crédits rotatifs. Il existe déjà une stratégie nationale de finance inclusive qui vise la couverture des zones rurales en établissements de microfinance appuyée par le projet conjoint PAESFI<sup>32</sup> du PNUD/UNCDF qui a permis l'implantation d'établissements de microfinance dans 8 préfectures (Bangui, Ouham, Ouham-Pendé, Kémo, Nana-Gribizi, Ouaka, Haute-Kotto, Mbomou). En 2010, les 35 EMF ont octroyé des crédits à 2 995 clients sur une clientèle totale de 43 861 personnes dont 36% de femmes. En outre, le PNUD a bénéficié de 800 000 USD de financement FENU pour assurer la couverture en EMF des localités de Bangassou, Bria, Kaga-Bandoro et Paoua.

La 2<sup>ème</sup> phase du programme, à partir de septembre 2012, bénéficiera du concours de la BAD, du PNUD et de l'UNCDF, et devrait permettre d'élargir la clientèle à 77 000 affiliés et 7 000 bénéficiaires de crédit et de relever la proportion de femmes bénéficiaires de 36% à 50% d'ici à 2015.

29. Les critères de fixation du coût tiennent davantage compte de la praticabilité de la route, de la sécurité de la zone et de l'offre de transport par rapport à la demande que de la distance à parcourir (Source PAM, 2011, op. cit)

30. la promotion des groupements de producteurs a permis la mise en place de plus de 2 100 groupements dont environ 57 pour cent sont concentrés dans la zone des savanes cotonnières

31. Il est à noter que le crédit à la consommation pour les pauvres pose un problème de viabilité en raison des faibles capacités de remboursement.

32. Programme d'appui à l'émergence d'un secteur financier inclusif

**TABLEAU 4**

**MATRICE SYNTHÉTIQUE DE D'ALIGNEMENT DES INTERVENTIONS SUR LE PNIASA**

COMPOSANTES DE RÉFÉRENCE DANS LE PNIASA	INTERVENTIONS STRATÉGIQUES RETENUES DANS LE CAO
Approvisionnement en intrants et outillages agricoles	<b>A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux facteurs de production : intrants, outillages et technologies de stockage et de transformations des produits</b>
Amélioration des technologies de transformation, conditionnement et stockage des produits	
Production, multiplication, distribution et certification des semences améliorées	
Gestion durable et amélioration des ressources génétiques animales - Gestion durable et valorisation des ressources pastorales et de l'alimentation animale ; Amélioration de la santé animale et renforcement de la protection zoo sanitaire	<b>A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux intrants et à la couverture sanitaire</b>
Développement de l'embouche ovine et caprine et développement de la production de poulets de chair et d'œufs	
Promotion des produits forestiers non ligneux (PFNL)	<b>A.3. Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires - gnetum et poivre (Sud Est/Sud Ouest); karité<sup>33</sup> (Nord); champignons (ensemble du pays); chenilles (Sud et Nord); miel (ensemble du pays) et des produits de la chasse</b>
Amélioration de la nutrition des populations - Introduction de la nutrition dans les écoles	<b>B.1. Renforcement du dépistage et de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (les femmes, surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire)</b>
	<b>B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières)</b>
Prévention et gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles et humaines	<b>B.3. Renforcement du système de suivi, de prévention et de gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles</b>
Désenclavement des zones de production et des marchés	<b>C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires</b>
Renforcement des organisations professionnelles agricoles et rurales (OPAR) de base	<b>C.2. Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs</b>
Mise en œuvre de la stratégie nationale pour la finance inclusive	<b>C.3. Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural</b>

33. Le karité est également utilisé comme huile de cuisson

### 3.3 PRIORISATION DES INTERVENTIONS

Tirant leçons des résultats de mise en œuvre des différentes politiques et stratégies relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition depuis plusieurs années ainsi que des orientations stratégiques du PNIASA, les interventions<sup>34</sup> susceptibles d'accélérer la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ont été identifiées et priorisées sur la base des critères ci-après : (i) le statut de mise en œuvre de l'intervention ; (ii) l'ampleur de son impact sur les indicateurs de suivi de l'OMD 1c ; (iii) la rapidité et les preuves de l'impact et (iv) la faisabilité de l'intervention par rapport à l'existence de solutions.

Les interventions sélectionnées sont ainsi au nombre de neuf (09) : (i) sous le domaine 1, les trois interventions (A1, A2, A3) ciblent le développement de l'offre de nourriture en s'appuyant sur les trois leviers que sont l'agriculture vivrière, l'élevage et les produits forestiers non ligneux (PFNL) ; (ii) sous le domaine 2, les trois interventions (B1, B2, B3) ciblent le soutien à la demande en s'attachant à ses trois caractéristiques à savoir la prise en charge des personnes souffrant de la malnutrition, le développement de l'alimentation scolaire et la réponse aux crises alimentaires ; et (iii) sous le domaine 3, les trois interventions (C1, C2, C3) se présentent sous forme de conditions d'efficacité des autres interventions des domaines 1 et 2.

Les critères de priorisation ont également permis de classer dans l'ordre de priorité, respectivement les interventions liées à l'offre (disponibilité de nourriture), les interventions liées à la demande (accès à la nourriture), et celles liées aux conditions d'efficacité (interventions transversales). Le tableau 3 ci-dessous présente la méthode de priorisation adoptée.

34. Le CAO définit une intervention comme la prestation de biens, de services ou d'infrastructures réalisée en vue de parvenir à des objectifs ou des cibles avant une échéance prédéfinie

**TABEAU 5: MATRICE SYNTHÉTIQUE DE PRIORISATION DES INTERVENTIONS**

INTERVENTIONS STRATÉGIQUES RETENUES DANS LE CAO	IMPACT/RAPIDITÉ DE L'IMPACT LIÉ À LA LEVÉE DU GOULET	FAISABILITÉ /(EXISTENCE DE SOLUTIONS)	ORDRE DE PRIORITÉ
A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux intrants, outillages et aux technologies de stockage et de transformations des produits	Cette intervention a un impact rapide sur la sécurité alimentaire. En effet (i) l'utilisation des engrais a un impact positif et rapide sur les rendements, (ii) l'accès aux technologies de stockage et de transformation améliore les capacités de conservation et de valorisation des produits, (iii) la disponibilité des semences améliore de façon significative les rendements.	Les différentes expériences menées à travers le pays par la FAO, le PAM et les ONG, montrent que les solutions existent pour cette intervention. Par conséquent, cette intervention est la première priorité du CAO.	1
A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux intrants et à la couverture sanitaire	Le développement de l'élevage a un impact rapide et positif sur la sécurité alimentaire surtout en période de crise alimentaire. La mise à disposition de races prolifiques et l'accès à la couverture vétérinaire augmentent la production animale	Les expériences développées dans les pôles de développement et les initiatives de l'ANDE (page 29) prouvent la faisabilité des actions. Cette intervention est donc la plus prioritaire pour le CAO, après le développement de l'agriculture vivrière.	2
A.3. Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires - gnetum et poivre (Sud Est/Sud Ouest); karité <sup>35</sup> (Nord); champignons (ensemble du pays); chenilles (Sud et Nord); miel (ensemble du pays) et des produits de la chasse	Vu l'étendue de la population vivant grâce aux PFNL, cette intervention a un grand impact sur la sécurité alimentaire et les solutions existent.	Les PFNL représentent le 3ème levier pour la sécurité alimentaire, derrière l'agriculture vivrière et l'élevage. Si le secteur est suffisamment organisé, les solutions existent et constituent une priorité nationale dans le PNIASA.	3
A.4. Amélioration des services et outils de vulgarisation et d'accompagnement des petits producteurs et productrices	L'impact de cette intervention ne se manifeste qu'à moyen et long terme	Les solutions expérimentées jusqu'ici se sont limitées à l'élevage (fiches techniques) et n'ont eu qu'un impact limité	<b>Non retenue dans le CAO (impact non rapide et solutions limitées)</b>
B.1. Renforcement du dépistage et de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (les femmes, surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire)	Cette intervention a un impact important et rapide sur la situation nutritionnelle des femmes et des enfants	Les actions du PAM et de la FAO montrent que les solutions existent mais vu l'ampleur de la situation de malnutrition dans le pays, cette intervention n'aura de véritable impact qu'à moyen terme. Elle sera la 4ème priorité du CAO.	4
B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières)	L'intervention a un impact rapide sur la sécurité alimentaire en faveur des plus jeunes	Les expériences ont donné des résultats satisfaisants. Cependant, sa mise en œuvre requiert certaines conditions d'appropriation par les communautés. Elle est la 5ème priorité du CAO.	5
B.3. Renforcement du système de suivi, de prévention et de gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles	Cette intervention, a un impact positif sur la sécurité alimentaire notamment à travers l'organisation du système d'urgence et de la réponse aux crises alimentaires	Les programmes d'actions existent. Cependant, l'ampleur des crises et leur caractère récurrent font que la faisabilité sera progressive dans le temps. Cette intervention est la 6ème priorité du CAO,	6
C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires	L'impact positif de cette intervention sur la sécurité alimentaire est élevé sur le long et moyen terme.	Les solutions financières et budgétaires pour cette intervention sont limitées. Elle est la 7ème priorité du CAO.	7
C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs	L'impact positif de cette intervention sur la sécurité alimentaire est élevé sur le long et moyen terme.	Les solutions pour cette intervention existent mais n'ont d'impact sur la sécurité alimentaire qu'à moyen et long terme. Elle est la 8ème priorité du CAO.	8
C.3 Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural	Le microcrédit a un grand impact à moyen terme sur la production vivrière et l'accès des plus pauvres à la nourriture	Les expériences d'implantations d'établissements de micro crédit à travers le territoire centrafricain se multiplient. Cependant, les solutions ont des effets à moyen terme car la couverture du territoire prendra du temps. Cette intervention est la 9ème priorité du CAO.	9

35. Le karité est également utilisé comme huile de cuisson

# ANALYSE DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT

Photo: Marielle van Uitert

Les 9 interventions retenues dans le cadre d'accélération des OMD (CAO) permettraient de réduire, d'ici 2015, de 30,2% à 15% la proportion des personnes victimes de l'insécurité alimentaire. Cependant, de nombreux obstacles freinent la mise en œuvre effective de ces interventions à l'échelle nationale. Pour chacune des interventions prioritaires retenues dans le CAO, ces obstacles, ou « goulots d'étranglement » dans la terminologie du CAO ont fait l'objet d'une analyse approfondie qui a permis de les classer par catégories (politique, financement, offre de services, utilisation de services) puis de les hiérarchiser en fonction de leur incidence sur l'effectivité des interventions mais également en fonction de l'existence de solutions à court et moyen terme en vue de les lever.

**DOMAINE PRIORITAIRE 1: Intensification de l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sésame, sorgho, niébé, riz, plantains), des produits forestiers non ligneux alimentaires, des produits de la chasse et du petit élevage en priorité dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré)**

En ce qui concerne l'amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux intrants, outillages et aux technologies de stockage et de transformations des produits (Intervention A.1.), les principaux goulots d'étranglement sont:

**A.1.1 Faible accessibilité physique et financière des petits producteurs/productrices aux intrants (engrais, pesticides, emballages adaptés) et aux équipements pour la petite transformation (Utilisation de services-accessibilité financière).**

La disponibilité d'intrants (semences, matériel végétal et animal améliorés, engrais, pesticides,

etc.) est faible dans les zones de production, notamment dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto et Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré) d'où une quasi-absence d'utilisation de ces intrants. Pour rappel, l'utilisation d'intrants en RCA (quantité totale d'engrais rapportée à la superficie arable totale) s'élève à 0,6 kg/ha contre 5,0 kg/ha pour le Cameroun, 7 kg/ha pour le Burkina Faso, 8 kg/ha pour le Mali et 22 kg/ha pour la Côte d'Ivoire. Sachant que les engrais sont majoritairement utilisés pour la production cotonnière, leur taux d'utilisation pour la production vivrière est vraisemblablement encore plus faible.

En outre, les populations sont éloignées des points de ventes d'intrants, du fait que les centres d'approvisionnement en intrants (engrais, produits vétérinaires, etc.) et semences sont concentrés à Bangui. Il n'existe que 4 fournisseurs d'intrants (engrais, pesticides, semences maraîchères, petit outillage) tous au niveau de Bangui; ces magasins en situation de quasi-monopole vendent très chers, les engrais, les pesticides et le petit outillage. Tout ceci accentue l'inaccessibilité tant physique que financière aux intrants. A titre indicatif, le sac de 50kg d'engrais coûte environ 60 000 FCFA contre moins de 30 000 FCFA au Cameroun. De plus, on constate un manque de locaux adéquats pour les structures de distribution des intrants et tous les facteurs de production (tracteurs, motoculteurs et capital semencier) ont été pillés dans ces zones durant les conflits

Le faible accès aux technologies améliorées de transformation est notamment dû au coût élevé des matériels et équipements importés et à l'absence d'équipementiers locaux pour pallier la cherté de ces équipements. Cette situation affecte beaucoup plus les femmes qui ont des difficultés pour accéder aux crédits bancaires par manque de garantie sûre.

Le système de microcrédit est encore à l'état embryonnaire avec l'implantation d'établissements de microfinance dans 8 préfectures (Bangui, Ouham, Ouham-Pendé, Kémo, Nana-Gribizi, Ouaka, Haute-Kotto, Mbomou) entre 2008 et 2010. Ces EMF n'ont pas encore développé de produits financiers adaptés au financement d'équipements et matériels de transformation. *Ce goulot d'étranglement est traité au niveau de l'intervention transversale relative au renforcement de l'accès au crédit en milieu rural (Intervention C.3).*

Le budget global dédié au Ministère de l'agriculture et du développement rural ne dépasse pas 4% du budget national prévu en 2012 et la plus grande part est consacrée au salaire du personnel (17%) – le reste des ressources n'étant généralement pas décaissées. La part réservée au sous-secteur semencier est quasi nulle et ce secteur est surtout soutenu par les partenaires au développement.

Année	Budget alloué à l'agriculture	% budget national	Objectif de Maputo	Écart
2011	9 579 312 000	4%	10%	-6%
2012	9 651 157 000	4,03%	10%	-5,97%

Le budget alloué à l'agriculture en 2012 est de 9 651 157 000 FCFA, soit 4,03% du budget national répartis comme suit :

- ➔ Personnel : 1 641 607 000 FCFA ;
- ➔ Fonctionnement : 497 550 000 FCFA ;
- ➔ Interventions : 501 000 000 FCFA ;
- ➔ Investissement : 7 011 000 000 FCFA.

#### A.1.2 Absence de source d'énergie en milieu rural pour le soutien de petites unités de transformation des produits vivriers (*Offre de services*):

La transformation des produits agricoles est souvent pénible et rudimentaire. Elle reste le travail des femmes et se fait souvent manuellement, en ce qui concerne notamment la transformation du maïs en farine, de l'arachide et du sésame en huile, la transformation du manioc et le décorticage du paddy. Quelques initiatives ont été menées par les ONG Solidarités (zones de conflits : Ndim, Ngaoundaye, Bozoum, Bocaranga et Ndélé) et COOPI (Lobaye, Mambéré-Kadéï et Sangha-Mbaéré) qui ont doté 23 unités de transformation en moulins à manioc, décortiqueuses, égreneuses, moulins à arachide, presses à huile.

#### A.1.3 Absence de mécanisme approprié de gestion de la production/multiplication et distribution de semences améliorées et faible capacité d'intervention des services de contrôle/certification des semences (*Offre de services*):

Le service semencier au sein de l'Institut centrafricain de recherche agronomique (ICRA) ne fonctionne pas de manière autonome. Ce service devait produire des semences commerciales à partir des semences de pré-base et de base pour les paysans multiplicateurs et devait aussi racheter ces semences pour les mettre à la disposition des producteurs vivriers. Il a fonctionné de 1993 à 2002, puis a été complètement paralysé par les événements politico-militaires. Il y a un manque de locaux adéquats pour les structures de distri-

bution des intrants et tous les facteurs de production (tracteurs, motoculteurs et le capital semencier) ont été pillés dans ces zones durant les conflits.

Par ailleurs, l'utilisation limitée des semences améliorées par les petits producteurs et productrices en situation de forte insécurité alimentaire est due au fait qu'en période de soudure, les producteurs utilisent les semences comme nourriture (cas très fréquents dans les zones d'insécurité alimentaire et de conflits: Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran...). Aujourd'hui, seuls 3% des exploitations agricoles utilisent les semences améliorées, ce qui correspond à une quantité de 2000 tonnes par an obtenues à partir de 6 tonnes de semences de base, transformées en 125 tonnes de semences commerciales pour les cultures vivrières, ce qui correspond à la production moyenne de l'ICRA par an sur tous ses sites. L'objectif du PNIASA est de faire passer la couverture en semences de 3% à 25% d'ici 2015, ce qui implique de multiplier la production de semence de base par huit (8). L'ICRA n'est pas en mesure de pallier cette insuffisance car il ne bénéficie plus du financement de la Banque mondiale depuis juin 1998. L'appui apporté par la FAO et CFC a permis à l'Institut de produire 6 000 kg de semences de base de maïs, d'arachide, de riz, de sésame et de niébé en 2010 (uniquement sur le site de Bambari) qui sont disponibles pour la multiplication. Le dysfonctionnement des réseaux de multiplicateurs de semences n'a pas permis d'assurer le relais de fourniture de semences au niveau des villages. Les fonctions de contrôle et de certification des semences, également logées au sein de l'ICRA ont elles aussi été fortement affectées par la raréfaction des ressources matérielles et financières.

Concernant le *développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de*

*l'accès des éleveurs aux intrants et à la couverture sanitaire: (Intervention A.2.), les goulots d'étranglement retenus sont les suivants :*

#### A.2.1. Faible accessibilité financière des éleveurs de petit bétail aux géniteurs améliorés et aux services vétérinaires de proximité (*Offre de services – Accessibilité physique*):

On ne trouve des races prolifiques de caprins que dans certaines régions du pays notamment dans la région de Bouar, Bambari, ce qui pose aux producteurs des contraintes d'approvisionnement. On ne trouve des géniteurs améliorés de porcs (large white, landrace, etc.) que chez certains éleveurs dans la zone de Bangui et ses environs.

Les coûts des services vétérinaires sont souvent hors de portée des éleveurs de petit bétail. En effet, l'Arrêté n° 0017/MDR/CAB de 1992 fixe les tarifs suivants : 6 000 FCFA pour la prospection pour l'installation d'une ferme ; 2 000 FCFA pour la visite d'un technicien ; 4 500 FCFA pour la visite d'un cadre et 15 000 FCFA pour les frais de prestations divers.

La réduction des risques de maladie est un impératif justifié par leur impact sur la sécurité des systèmes de production. Les intrants vétérinaires sont un des outils de contrôle de la pathologie animale. Une récente étude participative sur la situation des intrants et des services vétérinaires dans divers pays d'Afrique Centrale (Savanes)<sup>36</sup> montre qu'en Centrafrique, pour les petits ruminants, la peste occasionne une mortalité de 15 à 50% ; les parasitoses représentent 40% des pathologies citées, la gale et les infections 20% tandis que chez les porcins, la peste porcine africaine et le rouget constituent la menace la plus importante, suivie par les parasitoses (70%), les mammites et les pneumonies;

36. Hamat Essène MAL-MAL et al., 2010, *Fonctionnement et difficultés de la filière des intrants et services vétérinaires dans les savanes d'Afrique centrale* - L. SEINY-BOUKAR, P. BOUMARD (éditeurs scientifiques), 2010 ; [http://hal.cirad.fr/docs/00/47/09/98/PDF/060\\_malmaal.pdf](http://hal.cirad.fr/docs/00/47/09/98/PDF/060_malmaal.pdf)

quant aux volailles, la maladie de Newcastle peut décimer jusqu'à 100% des poulets de tout âge, la coccidiose, la variole aviaire et autres infections opportunes sévissent également dans les élevages. L'inaccessibilité des produits vétérinaires et la détérioration des services vétérinaires favorisent l'automédication chez les éleveurs avec les risques de création de souches résistantes des agents pathogènes. En Centrafrique, la mission d'exécution des projets de santé animale est confiée à la direction de la santé animale de l'Agence nationale du développement de l'élevage (ANDE) qui s'appuie sur les directions régionales, les secteurs et les postes vétérinaires. Les chefs des postes vétérinaires sont secondés par les aides infirmiers vétérinaires (AIV). L'étude note que les prestations de services aux éleveurs sont limitées, et concentrées sur le gros bétail et le contrôle de la qualité à l'abattage. Le pays compte 25 docteurs vétérinaires en activité qui exercent pour le compte du secteur public.

La situation est également marquée par une faible disponibilité (et accessibilité) des produits vétérinaires. 8 pharmacies grossistes et ONG assurent en effet l'importation et la distribution des produits vétérinaires. La même étude fait état de retard dans les commandes liées à des délais importants dans la vérification des marchandises et dans la délivrance de l'attestation pour les dédouanements des produits à Bangui. La pharmacie centrale de la FNEC, mise en place en 1992 à Bangui, a connu une réduction de ses activités liée aux pillages lors des troubles politico-militaires. Les éleveurs s'approvisionnent auprès des grossistes, des vendeurs itinérants et des groupements d'intérêt pastoral (GIP).

#### **A.2.2. Non maîtrise de la technique de l'embouche et des techniques de production/transformation des produits d'élevage (*Demande de services*).**

En particulier, les producteurs et productrices n'ont qu'une faible connaissance des exigences en matière d'abris, d'alimentation et de soins. Il en est de même pour les pratiques/techniques en matière d'alimentation, de traite et de conservation du lait et autres produits. Cela se traduit par l'impossibilité de valoriser les excédents et les sous-produits agricoles.

#### **A.2.3 Manque de sécurisation des activités d'embouche (*Offre de services et Utilisation de Services (Acceptabilité)*):**

La sécurité des activités d'embouche est très précaire en raison notamment de l'absence d'habitats adéquats pour les animaux, mais également des risques de vols répétés dans les zones de conflits (racket du bétail par des bandes armées) ce qui contribue à décourager le développement des activités.

Concernant la Valorisation et la gestion durable des produits de la chasse et des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires - gnetum et poivre, karité, champignons chenilles, miel - et des produits de la chasse (Intervention A.3.), les goulots identifiés sont les suivants:

#### **A.3.1. Manque d'organisation du sous-secteur PFNL (*Offre de services*):**

Les PFNL sont exploités de manière anarchique et/ou sont surexploités selon les produits à cause de la pression de la demande; les organisations du sous-secteur sont très embryonnaires, en particulier au niveau des groupements féminins pour la transformation (karité au Nord) ou la commercialisation (miel).

#### **A.3.2. Manque de connaissances sur les techniques/technologies de valorisation/domestication des PFNL (*Offre de services*):**

Avec les besoins de plus en plus croissants en PFNL et l'exploitation irrationnelle des forêts, il faut se rendre à des kilomètres, voire sur le territoire Congolais, pour trouver des PFNL. Il est crucial de réaménager des exploitations de PFNL dans les zones cibles afin de faciliter l'accès des populations pauvres à ces produits.

#### **A.3.3. Non respect du Code forestier, du Code de la faune sauvage et du Code de l'environnement (*Prestations de services - Gouvernance du Secteur d'Activité*):**

La Loi n° 08.022 du 17 octobre 2008<sup>37</sup>, portant Code forestier centrafricain, régit les activités dans le secteur forestier et vise à harmoniser les impératifs de rentabilisation du patrimoine forestier et les impératifs de conservation par un aménagement en vue d'un équilibre naturel; et à conserver et protéger les formations végétales afin de permettre leur régénération et garantir la pérennité de la forêt. L'accès aux ressources fauniques est régi par l'Ordonnance n° 84.045 du 27 juillet 1984 portant protection de la faune sauvage et réglementant l'exercice de la chasse en République centrafricaine. La politique de gestion de la faune est principalement basée sur la création d'un réseau d'aires protégées (parcs et réserves de faunes) en vue de favoriser un développement et une gestion durable de la faune. Dans le domaine des forêts ont été mis en place un mécanisme d'octroi et de contrôle de permis d'exploitation et d'aménagement des forêts ainsi qu'un mécanisme de gestion et de sécurisation des recettes des produits forestiers et des brigades mobiles d'intervention forestières et fauniques.

Cependant, le respect du Code forestier et du Code de la faune sauvage reste fortement mal aisé en raison du nombre insuffisant de gardes forestiers (seulement 150 pour l'ensemble du pays) mais également en raison d'un problème d'acceptabilité de la loi, laquelle remet en cause la légitimité de certaines pratiques traditionnelles de chasse.

### **DOMAINE PRIORITAIRE 2: Renforcement de l'accessibilité à la nourriture, interventions nutritionnelles et filet de sécurité pour les groupes vulnérables**

● Pour le Renforcement du dépistage et de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (les femmes, et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire) (Intervention B.1.), 3 goulots d'étranglements sont retenus:

#### **B.1.1. Mauvaise utilisation des kits nutritionnels distribués dans les unités nutritionnelles thérapeutiques (UNT) et unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA) par les femmes vivant dans une extrême pauvreté (*Utilisation de services*):**

Les femmes pauvres préfèrent vendre les aliments nutritionnels qui leur sont distribués sous forme de kits, parce qu'elles n'ont pas suffisamment de revenus pour acquérir d'autres aliments plus adaptés à leurs habitudes alimentaires mais qui s'avèrent moins nutritifs. Ce fait provient donc, d'une part de la méconnaissance des besoins nutritionnels du nourrisson et du jeune enfant et, d'autre part, de l'extrême la pauvreté. Il en résulte ainsi des carences en micronutriments qui fragilisent la santé des mères et des enfants et les plongent dans un état de malnutrition.

37. La Loi n° 08.022 du 17/10/2008 portant Code forestier de la République centrafricaine remplace la Loi n° 90.003 du 9 juin 1990 abrogée.

La distribution de nourriture doit donc nécessairement s'accompagner de mesures telles que la formation/sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles.

En outre, les aliments distribués (lait thérapeutique, farine de soja, biscuit énergétique, et aliments distribués par le PAM) ne sont pas toujours adaptés (problème d'acceptabilité) aux habitudes alimentaires des populations. En effet, la consommation du manioc domine l'alimentation des centrafricains. Les mauvaises pratiques alimentaires et la prédominance des pesanteurs culturelles font que les populations acceptent difficilement les aliments distribués dans les unités nutritionnelles, qui sont donc parfois revendus.

Aussi, les campagnes d'éducation, de sensibilisation et d'information sur le dépistage et la prise en charge de la malnutrition chronique et aigüe sont insuffisantes (Offre de services). En raison notamment du manque de données sur la nutrition (voir les goulots d'étranglement B.3.1), il s'avère difficile de mener des campagnes d'information et de sensibilisation qui permettraient aux populations de prendre conscience de leurs besoins nutritionnels.

**B1.2. Faible capacité de fonctionnement et d'intervention des unités nutritionnelles logées dans les centres de Santé ou dans les ONG pour la mise en œuvre du paquet minimum des activités de nutrition (Offre de services):**

Il s'agit surtout de l'insuffisance du nombre d'unités (UNT/UNTA) par ailleurs inexistantes dans les préfectures des zones post-conflit et minières. Sur le plan national, le nombre d'UNT s'élève à 22, auxquelles s'ajoutent 142 UNTA et UNS. La prise en charge de la malnutrition est également limitée par le manque de nutritionnistes puisqu'il n'y a pas de formation spécialisée de nutritionniste et que les services de nutrition

sont assurés par des pédiatres et des agents de santé. Aussi, la faible capacité technique du personnel de prise en charge des malades, ainsi que l'insuffisance de matériel technique et d'infrastructures, retardent la mise en œuvre à temps des interventions en zone post-conflit.

**B1.3. Faiblesse des ressources (nationales et individuelles) pour la prise en charge des questions nutritionnelles (Politiques):**

Par manque d'engagement politique, la malnutrition n'a pas été inscrite comme priorité du gouvernement jusqu'en 2009, lorsque le problème de malnutrition est apparu dans le sud-ouest notamment à Carnot. Aujourd'hui, peu de moyens sont alloués aux UNT et les actions sur le terrain sont soutenues par l'OMS, l'UNICEF et ACF. Il en résulte une faiblesse des dépenses au profit des interventions relatives à la nutrition. Les seules dépenses de la Direction de la santé communautaire en faveur de la nutrition sont financées par l'UNICEF: en 2010, l'UNICEF a alloué 3 929 415 \$US aux actions en faveur de la santé maternelle et de l'enfant, 2 332 600 \$US pour la nutrition et 500 000 \$US pour l'éducation. En 2011, le soutien de l'UNICEF s'élève à 2 644 000 \$US pour la nutrition, à 4 000 000 \$US pour la santé et à 307 000 \$US pour l'éducation (UNICEF, Action humanitaire pour les enfants, 2011). Sur les 212 milliards de CFA que l'État a prévu de dépenser en 2012 aucune intervention relative à la nutrition n'a été prévue. En outre, les ménages disposent d'un faible niveau de revenu pour la prise en charge des frais de première consultation après laquelle les personnes vulnérables et malnutries (les femmes et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire dans les zones cibles) sont orientées vers les unités nutritionnelles thérapeutiques); le coût moyen des frais de première consultation (carnet, frais de consultation, examens, ...) est de 1 500 FCFA en zone rurale et de 2 500 FCFA à Bangui.

Ce montant, qui représente 3 à 4 fois le revenu quotidien des individus, est hors de portée des ménages : rappelons que plus de six personnes sur dix vivent avec moins de 1,25 dollar par jour<sup>38</sup>.

Concernant l'intervention B.2, sur le Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières), les goulots priorités dans le CAO sont les suivants :

**B2.1. Faible intérêt et implication des parents d'élèves et des instituteurs dans les programmes de cantine scolaire (Utilisation de services):**

La faible implication communautaire est due à l'inadaptabilité des aliments scolaires par rapport aux habitudes alimentaires et à la faible capacité financière pour contribuer aux dépenses du programme. Ceci pose un sérieux problème d'appropriation et de pérennisation du programme.

**B2.2. Absence de programme national d'alimentation scolaire (Politique) et faible financement des cantines scolaires par le budget de l'État surtout dans les zones vulnérables (Financement):**

Le Ministère de l'éducation a initié un programme national de développement des cantines scolaires en 2010 qui n'a pas abouti faute de financement. Aucune ligne budgétaire spécifique au financement des cantines scolaires, surtout dans les zones vulnérables, n'est prévue au niveau national. On note aussi une faiblesse des capacités des comités de gestion des écoles équipées de cantines scolaires.

**En ce qui concerne le Renforcement du système de pilotage, d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et de la réponse nationale aux catastrophes, chocs et situation d'urgence (Intervention B.3.), deux goulots ont été retenus :**

**B.3.1. Insuffisance de la coordination des interventions et du suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Politiques):**

Il n'existe pas de système de coordination au niveau national. La seule initiative qui existe en la matière est le « Cluster Nutrition » formé par les agences du système des Nations Unies. Il n'existe pas non plus d'indicateurs sur la nutrition dans le dispositif du système national d'information sanitaire, ni de bases de données sur la nutrition. L'absence d'informations sur la situation nutritionnelle des femmes et des jeunes constitue un vide important. Les enquêtes nutritionnelles pour renseigner sur la situation sont rares, à l'exception des données fournies par les MICS, reconduites seulement tous les 3 ou 4 ans. Cependant, des évaluations rapides sont possibles, comme celle qui a été menée en 2009 dans les zones ayant rencontré des problèmes. Les informations sont le plus souvent fournies par les ONG (ACF) et par l'UNICEF. Des réflexions sont en cours sur la mise en place d'une coordination nationale multisectorielle sur la nutrition (agriculture; santé; affaires sociales; commerce; éducation; communication; partenaires), en s'inspirant des exemples dans la sous-région.

En outre, les capacités nationales humaines et techniques pour le pilotage et le suivi des programmes de sécurité alimentaire sont insuffisantes. La situation post-conflituelle pose de sérieux problèmes de gouvernance et de capacités qui pèsent également sur l'efficacité du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies et programmes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

38. ROMD 2010

**B.3.2. Inexistence d'un dispositif institutionnel de prévention et de gestion des catastrophes (Politiques):**

La RCA connaît de fréquentes inondations qui ont des conséquences sur la destruction des cultures et l'insalubrité de l'eau potable (choléra, diarrhées, etc.), et entraînent une forte vulnérabilité des populations à l'égard de l'évolution des cours mondiaux des prix alimentaires et des cas fréquents de confiscation par les rebelles des produits alimentaires dans les villages. Le dispositif de gestion des crises n'est pas harmonisé et il manque de financement.

Par ailleurs, il existe bien un groupe technique interinstitutionnel (GTI) mais il n'est pas encore opérationnel. Sa mission principale est de coordonner et d'harmoniser les actions et données relatives à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des populations, ainsi que celles concernant le renforcement du système d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la réponse nationale aux catastrophes.

Le GTI est présidé par un représentant du Ministère de l'agriculture et du développement. Les membres du GTI proviennent : (i) des ministères techniques concernés par la problématique de la sécurité alimentaire et la nutrition (MADR ; MEP ; MS ; MAS ; Min. hydraulique ; Min. de l'intérieur) ; (ii) des organisations des professionnelles et rurales ; (iii) des ONG internationales et nationales ; (iv) de la société civile ; (v) du secteur privé ; (vi) des agences du système des Nations Unies (PAM ; FAO ; UNICEF ; UNFPA ; OCHA ; PNUD ; etc.). Des démarches sont en cours auprès des autorités pour accélérer l'institutionnalisation du GTI.

**DOMAINE PRIORITAIRE 3 : Interventions transversales**

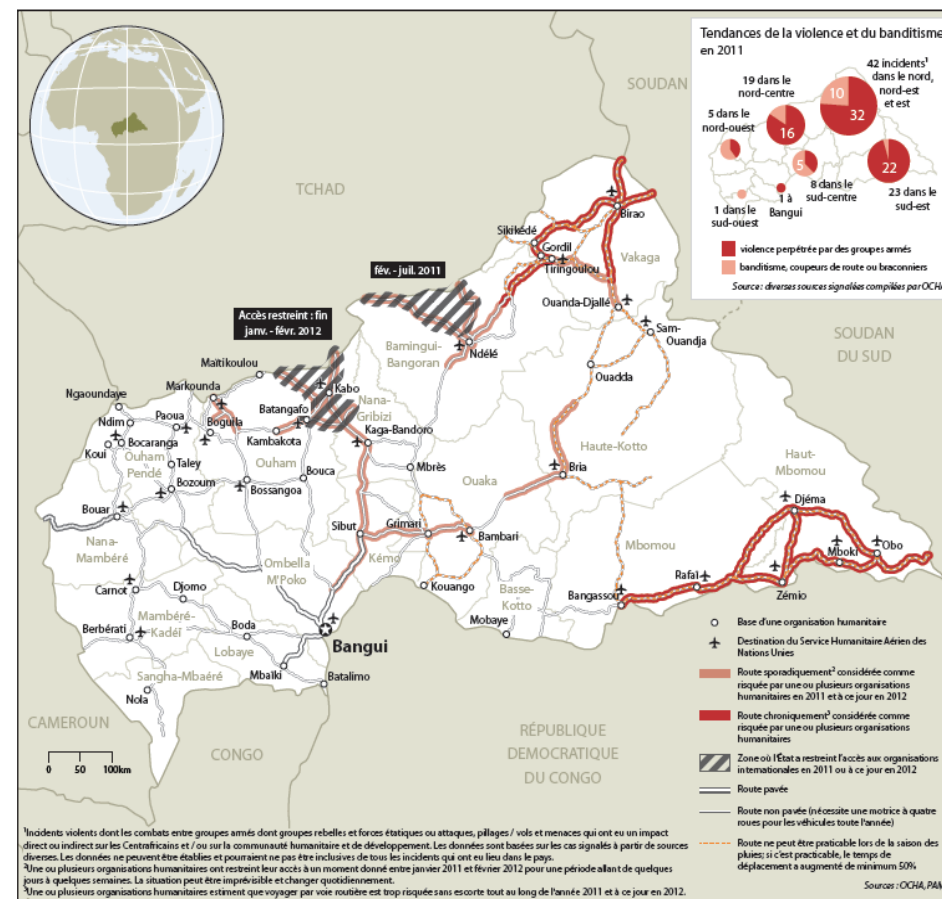
Les goulots identifiés pour l'intervention transversale C.1.: *Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires*, sont les suivants :

**C1.1. Difficultés de développer un programme de réhabilitation des pistes dans les zones post-conflits du fait de la prévalence de l'insécurité (coupeurs de route; groupes armés) et de la faiblesse des financements (Offre de services)**

La persistance des conflits dans certaines zones du pays rend difficile le déploiement de ressources humaines et matérielles pour la réhabilitation des pistes rurales. Comme souligné plus haut, la dégradation des routes, conjuguée à l'insécurité affecte négativement la production et la commercialisation des produits vivriers.

En outre, les pistes rurales constituent 63 % du réseau routier du pays. Sur 15 000 km de pistes, 12 000 km sont dégradés à 80% et le reste est impraticable. Le DSRP II prévoit la réhabilitation annuelle de 1 200 km de pistes rurales d'ici 2015 mais le budget de l'État ne permet de couvrir que 10% du coût.

**CARTE - ACCÈS HUMANITAIRE EN RCA – OCHA, FÉVRIER 2012**



**Principaux contraintes de l'accès humanitaire**

**1 Violence perpétrée par des groupes armés**

Cinq groupes nationaux et deux groupes étrangers rebelles opèrent en RCA. Ceux-ci se battent entre eux et ont des accrochages avec les deux forces étatiques opérant en République centrafricaine. En 2011, 74% des incidents violents ont été attribués aux groupes armés et forces étatiques. En 2012, une augmentation de la violence, soit 57% a déjà été enregistrée par rapport à 2011.

Régions les plus touchées : nord, nord-est, est, sud-est  
Populations les plus touchées : près de 95.000 personnes déplacées internes (PDI) et les familles qui les accueillent

**2 Banditisme, coupeurs de route et braconniers**

Le banditisme est un problème chronique dans toute la RCA, en particulier le long des routes principales où des civils et travailleurs humanitaires sont souvent la cible d'embuscades armées, de vols et parfois d'enlèvement. En 2011, 22% des incidents violents ont été attribués à des voleurs, coupeurs de route ou braconniers, dont 43% dirigés envers des organisations humanitaires.

Régions les plus touchées : le nord-ouest, nord, nord-est et l'est  
Populations les plus touchées : marchands ambulants et populations nécessitant une assistance humanitaire

**3 Restrictions étatiques**

Un défi historique pour les humanitaires en République centrafricaine a eu lieu entre janvier 2011 et février 2012, lorsque l'État restreint l'accès aux organisations internationales pour une période allant de quelques jours à plusieurs mois.

Régions les plus touchées : le nord-centre et le nord  
Populations les plus touchées : plus de 38.000 personnes déplacées et les familles qui les accueillent

**4 La médiocrité des infrastructures**

Plus de 97% des routes en RCA ne sont pas pavées et nécessitent l'utilisation d'une motrice à quatre roues. La vitesse maximale sur les routes au nord de Kaga-Bandoro/Bossangoa/Bozoum et à l'est de Bria est de 40 km / h et certaines routes ne sont pas praticables pendant la saison des pluies. Les vols aériens sont cruciaux pour pouvoir se rendre dans les zones peu sécurisées et isolées. Cependant, ces vols sont fréquemment perturbés lors de la saison pluvieuse en raison des fortes tempêtes.

Régions les plus touchées : les zones ayant un faible attrait économique ou opportunité; en particulier l'extrême nord-est, sud-est et nord-ouest

Populations les plus touchées : souffrent d'une pauvreté isolée, sans accès aux services de base et recevant une assistance irrégulière

En ce qui concerne le *Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles et éleveurs (Intervention C.2.)*, les goulots sont les suivants :

### **C2.1. Faible capacité des groupements de producteurs à fonctionner de manière participative (Utilisation de services):**

Il est noté dans le PNIASA que: les multiples groupements et associations créés sous l'impulsion des structures d'appui, éprouvent d'énormes difficultés à fonctionner et n'ont pas toujours d'objectifs précis. Il est donc important qu'ils arrivent à mieux se structurer, à bien fonctionner et à se prendre en charge pour être véritablement professionnels et partenaires des autres acteurs concernés par le développement rural et la sécurité alimentaire. En effet, deux exemples précis illustrent cette option : (i) le réseau des producteurs de semences (REPROSEM) éprouve des difficultés de fonctionnement dues à un déficit de capacités d'autonomisation. Ce groupement, créé sous l'impulsion de l'ICRA, reste dépendant de cet institut pour l'écoulement des semences qu'il produit et trouve des difficultés à identifier ses propres acheteurs (absence d'objectif précis) ; et (ii) le 2ème exemple est celui de la fédération nationale des producteurs maraîchers, présente à Bangui et à Bouar. Cette fédération rencontre un problème d'autonomie financière qui provient de la faiblesse de sa capacité d'offre. En effet, les difficultés de mutualisation de la production des membres empêchent l'organisation de fournir une offre en quantité suffisante, ce qui se répercute sur sa trésorerie et son autonomie financière (problème de logistique et de coopération). À ce jour, il n'existe pas de véritable exemple de 'success story' en matière de bon fonctionnement des groupements de producteurs.

Les petits producteurs et productrices en particulier ne sont pas en mesure, à travers les organisations existantes, d'exprimer leurs besoins et de participer au dialogue et au plaidoyer sur l'élaboration et l'évaluation de stratégies ou programmes de développement.

### **C2.2. Difficulté des petits groupements à acquérir un statut juridique et à formuler des initiatives/projets (Utilisation de services).**

La plupart des organisations de producteurs fonctionnent de façon informelle et éprouvent un grand besoin de structuration. Les groupements à la base des producteurs/trices vivriers, éleveurs, et exploitants de PFNL ont du mal à s'établir pour participer efficacement au développement des filières. En l'état actuel des choses, ces organisations ne sont pas en mesure de se comporter en véritables entreprises dynamiques et rentables, capables de diversifier leurs activités et de contribuer au développement du pays.

Les deux raisons principales qui empêchent les groupements d'acquérir un statut juridique sont notamment : (i) l'analphabétisme : les producteurs/trices dans leur grande majorité ne savent ni lire ni écrire, même dans la langue locale. Rappelons ici que 44% des adultes dont 68% des femmes sont analphabètes au niveau national et 69% en zone rurale (Rapport OMD-RCA, 2010). Ce faible niveau d'alphabétisation explique l'ignorance des règles et procédures légales de création et de formalisation des groupements et associations de producteurs ; (ii) le coût d'entrée : le coût financier de création d'un groupement (avis technique, enregistrement, etc.) s'élève en moyenne à 30 000 FCFA (67 USD) sans compter les coûts de transport liés à l'éloignement de la capitale Bangui. Ce coût représente souvent une barrière à la formalisation.

En ce qui concerne le *Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural (Intervention C.3.)*, les goulots d'étranglement sont les suivants :

### **C.3.1 Difficultés pour étendre la couverture du territoire en établissements de microcrédit (Offre de services)**

La grande étendue du territoire centrafricain et les difficultés d'accès à certaines zones du fait de l'insécurité et de l'hivernage empêchent le bon déroulement du processus de couverture du pays en établissements de microfinance. Le rapport d'évaluation 2012 du programme PAE/SFI du PNUD-UNCDF indique que le début des années 2000 a été marqué par une forte régression du secteur en raison des crises sociopolitiques et militaires répétées qui ont entraîné entre autres:

- l'arrêt d'expériences pourtant prometteuses à la fin des années 1990 (VITA, CAVEC) ;
- la mise en veilleuse et l'extinction de programmes initiés par des ONG nationales ;
- l'abandon de programmes de microfinance liés aux projets de développement suite au retrait d'un grand nombre de bailleurs de fonds tels que l'AFD, la Banque mondiale, le GTZ...

Aujourd'hui, le marché est largement dominé par :  
- le réseau CMCA (avec 10 caisses et 2 points de services à Bangui) qui, pour accélérer son autonomie financière s'est recentré à Bangui ;  
- la Société financière africaine de crédit, S.A (SOFIA CREDIT SA) avec 2 agences à Bangui et 5 agences dans les provinces ;  
- la Caisse Mutuelle des Cifadiennes de Centrafrique, avec une agence à Bangui et une agence en province ;  
- la Caisse d'épargne et de crédit (CEC) de Bozoum et la CEC de Kaga Bandoro qui développent leurs activités en province ;

- des ONG peu professionnelles avec des opérations de microfinance représentant une proportion relativement marginale de leurs activités.

L'offre formelle de produits et de services financiers aux populations à faibles revenus ou n'ayant pas accès au secteur bancaire est assurée essentiellement par les EMF (CMCA, SOFIA CREDIT SA, CMCC, CEC Bozoum, CEC Kaga Bandoro, etc.). Une étude récente sur l'offre et la demande de services financiers en RCA<sup>39</sup> a montré que, sur l'ensemble des crédits reçus avant la conduite de l'enquête citée, environ 7% seulement étaient octroyés par le secteur bancaire, avec cependant une légère différence entre le milieu urbain (7,9%) et le milieu rural (7,3%). Les financements informels (tontines, amis, parents, commerçants etc.) demeurent des sources importantes de crédit aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Cette source représente plus de 60% des crédits reçus en milieu rural et plus de 50% en milieu urbain.

### **C.3.2. Manque de formation et de solvabilité de la demande (Utilisation de services):**

Les populations, victimes de l'insécurité alimentaire dans les zones cibles, n'ont pas le niveau d'instruction et d'information nécessaires pour solliciter un micro crédit. En outre, elles n'ont pas la formation nécessaire pour faire un bon usage des fonds et respecter les critères de remboursement.

39. Stratégie de développement du secteur privé post-conflit en RCA, PNUD RCA, 2010

#### UN EXEMPLE DE RÉUSSITE<sup>40</sup>

*La ville rurale de Bozoum est située au nord-ouest de la RCA à 384 km de la capitale, Bangui. Elle est le chef-lieu de la préfecture de l'Ouham-Pendé, l'une des régions les plus affectées par les conflits récurrents qu'a connus la RCA.*

*Le PNUD a appuyé la Mutuelle de crédit CEC-Bozoum dans la région avec l'implantation d'agences et de guichets à Bozoum et dans les communes de NGaoundaye, Kouï et Ndim. Au total 1 206 personnes bénéficient des services offerts par les agences et les guichets, dont près de 500 femmes.*

*Les populations bénéficiaires des services de la CEC-Bozoum ont sécurisé 32 millions de FCFA d'épargne soit environ 64 000 \$ auprès des agences. Elles ont par ailleurs bénéficié de 28 millions de crédit soit environ 56 000 \$. Les crédits octroyés ont bénéficié aux femmes, à titre individuel ou dans le cadre des groupes associatifs, et au développement des activités génératrices de revenu, notamment la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles.*

*Le dynamisme des groupements de riziculteurs a permis l'installation d'une coopérative rizicole dotée d'équipements de transformation et de stockage du riz et d'une plateforme multifonctionnelle accessible aux femmes pour la transformation des produits agricoles et la diversification des sources de revenu.*

**TABLEAU 6: TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT AFFECTANT LES INTERVENTIONS PRIORITAIRES CLÉS POUR ATTEINDRE LA CIBLE 1C DE L'OMD1**

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	CATÉGORIE DE GOULOT D'ÉTRANGLEMENT	
<p><b>OMD 1 : ÉRADIQUER L'EXTRÊME PAUVRETÉ</b></p> <p><b>Cible 1C :</b> Réduire, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim</p> <p><b>DOMAINE PRIORITAIRE 1 : Intensification de l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sésame, sorgho, niébé, riz, et plantain), des produits forestiers non ligneux alimentaires, des produits de la chasse et du petit élevage, en priorité dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré) :</b></p>	A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux intrants, outillages et aux technologies de stockage et de transformation des produits	A.1.1 Faible accessibilité physique et financière des petits producteurs/productrices aux intrants (engrais, pesticides, emballages adaptés) et aux équipements de transformation	Utilisation de services-accessibilité financière	
		A.1.2 Absence de sources d'énergie en milieu rural pour le soutien de petites unités de stockage et de transformation des produits vivriers	Offre de services	
		A.1.3 Absence de mécanismes appropriés de gestion de la production/multiplication et dedistribution de semences améliorées et faible capacité d'intervention des services de contrôle/certification des semences	Offre de services	
	A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux races prolifiques, aux intrants et à la couverture sanitaire	A.2.1. Faible accessibilité des éleveurs de petit bétail aux géniteurs améliorés et aux services vétérinaires de proximité	Offre de services – Accessibilité physique	
		A.2.2. Non-maîtrise des techniques de l'embouche et de transformation des produits d'élevage	Demande de services	
		A.2.3 Manque de sécurisation des activités d'embouche	Offre de services et Utilisation de Services (Acceptabilité)	
	A.3 Valorisation et gestion durable des produits forestiers non-ligneux (PFNL) alimentaires et des produits de la chasse - gnetum et poivre (Sud Est/Sud Ouest); karité (Nord); champignons (ensemble du pays); chenilles (Sud et Nord); miel (ensemble du pays)	A.3.1 Manque d'organisation du sous-secteur PFNL	Utilisation de services	
		A.3.2 Manque de connaissances sur les techniques/technologies de valorisation/domestication des PFNL	Demande de services	
		A.3.3 Non-respect des Codes de la faune sauvage, forestier, et de l'environnement	Utilisation de services	
	<p><b>DOMAINE PRIORITAIRE 2 : Renforcement de l'accessibilité à la nourriture, interventions nutritionnelles et filets de sécurité pour les groupes vulnérables</b></p>	B.1. Renforcement du dépistage et de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (les femmes, et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire)	B.1.1. Mauvaise utilisation des kits nutritionnels distribués dans les unités nutritionnelles thérapeutiques (UNT) et unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA) par les femmes vivant dans une extrême pauvreté	Utilisation de services
B.1.2. Faible capacité de fonctionnement et d'intervention des unités nutritionnelles logées dans les centres de santé ou dans les ONG pour la mise en œuvre du paquet minimum des activités de nutrition			Offre de services	
B.1.3. Faiblesse des ressources (nationales et individuelles) pour la prise en charge des questions nutritionnelles			Politiques	
B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières)		B.2.1 Faible intérêt et implication des parents d'élèves et des instituteurs dans les programmes de cantine scolaire	Utilisation de services	
		B.2.2. Faible financement du programme national des cantines scolaires par le budget de l'État surtout dans les zones vulnérables	Financement	
B.3. Renforcement du système de suivi, de prévention et de gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles		B.3.1. Insuffisance de la coordination des interventions et du suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle	Politiques	
		B.3.2 Inexistence d'un dispositif institutionnel de prévention et de gestion des catastrophes	Politiques	
<p><b>DOMAINE PRIORITAIRE 3 : Interventions transversales</b></p>		C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires	C1.1. Difficultés à développer un programme de réhabilitation des pistes dans les zones post-conflits du fait de la prévalence de l'insécurité (coupeurs de route; groupes armés) et de la faiblesse des financements	Offre de services
			C1.2 Faiblesse des financements pour les programmes de réhabilitation des pistes rurales	Financement
		C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs)	C2.1. Faible capacité des groupements de producteurs à fonctionner de manière participative	Utilisation de services
	C2.2. Difficulté des petits groupements à acquérir un statut juridique et à formuler des initiatives/projets		Utilisation de services	
	C.3 Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural	C.3.1 Difficultés pour étendre la couverture du territoire en établissements de microcrédit	Offre de services	
		C.3.2. Manque de formation et de solvabilité de la demande	Utilisation de services	

# SOLUTIONS D'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS VERS L'OMD 1C

Photo: PNUD République Centrafricaine

*Pour lever les goulots d'étranglement affectant la mise en œuvre des interventions prioritaires retenues dans le CAO et accélérer les progrès vers la réalisation de la Cible 1c de l'OMD 1, des solutions ont été identifiées qui s'inspirent à la fois d'initiatives ayant fait leur preuve en RCA et dont la mise en œuvre pourrait être étendue et renforcée, et d'un certain nombre de bonnes pratiques internationales. Conformément à la méthodologie du CAO, ces solutions ont été évaluées à la fois du point de vue de leurs impacts et de leur faisabilité.*

#### **Solutions aux goulots d'étranglement A.1.1:**

Pour pallier le problème d'accessibilité physique et financière aux intrants agricoles, il s'agira de faciliter l'accès des petits producteurs aux intrants à travers la mise en place de boutiques d'intrants. En effet, les boutiques d'intrants sont une formule appropriée pour les situations de difficultés d'accès aux engrais et semences du fait qu'ils facilitent la centralisation des approvisionnements agricoles et la réduction des coûts de transport, à travers leur mise en réseau. Par ailleurs, l'accès aux outillages et aux technologies de transformation des produits sera facilité par le développement des métiers d'équipementiers locaux et la promotion des activités locales de forgerie afin d'améliorer la disponibilité d'équipements adaptés.

#### **Solutions aux goulots d'étranglement A.1.2:**

Au-delà de la disponibilité des intrants et technologies, il est nécessaire de régler le problème d'accès aux sources d'énergie afin de promouvoir le développement d'unités de transformation de produits locaux. Pour cela, il est envisagé de mettre en place des plates-formes multifonctionnelles dans les zones de forte insécurité alimentaire et de promouvoir l'utilisation d'énergies alternatives (notamment le solaire) pour leur fonctionnement. En effet, les plates-formes multifonctionnelles ont été développées avec l'appui du PNUD dans plusieurs pays de la sous-région, notamment au Sénégal, au Mali et au

Burkina-Faso où, compte tenu de leurs impacts (notamment en matière de réduction de la pauvreté et d'autonomisation des femmes), leur promotion à grande échelle fait à présent l'objet de programmes nationaux. Par ailleurs, un accent particulier sera mis sur l'aide aux groupements féminins pour la modernisation du séchage et de la transformation des produits vivriers locaux.

#### **Solutions aux goulots d'étranglement A.1.3:**

l'appui à la réhabilitation du dispositif de production de base de l'ICRA et la remise en fonction du réseau de multiplicateurs de semences est nécessaire pour la relance de l'agriculture vivrière en RCA. Il est ainsi envisagé de renforcer le plaidoyer pour que des ressources suffisantes soient allouées à l'ICRA pour la relance et la pérennisation de la production et de la distribution de semences améliorées, à travers des investissements matériels et immatériels additionnels au sein de l'Institut. Concernant, l'utilisation des semences, le problème fondamental du déficit de nourriture en période de soudure doit être réglé de façon urgente. En effet, les semences améliorées sont utilisées comme nourriture par les paysans, faute de nourriture en période de soudure. Pour pallier ce problème, il est prévu, dans le cadre du CAO, de mettre en œuvre un programme de distribution de « vivres pour la protection des semences » dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré) durant ces périodes. Un accent particulier sera par ailleurs mis sur la promotion des banques de semences améliorées de produits vivriers dans ces régions affectées par l'insécurité alimentaire.

### Solutions aux goulots d'étranglement A.2.1 :

A côté de l'agriculture vivrière, le petit élevage pourrait représenter un levier important pour la sécurité alimentaire. Il est ainsi envisagé d'améliorer l'accès des éleveurs de petit bétail aux géniteurs améliorés par l'accompagnement des producteurs spécialisés et la création d'élevages de reproduction et de multiplication génétiques dans les zones cibles. Ces actions représentent des solutions éprouvées, comme le démontre l'appui de la FAO dans la fourniture de géniteurs améliorés dans le système d'élevage à cycle court dans les pôles de développement qui devrait permettre d'ici trois ans de produire 125 240 têtes de caprins au profit de 505 groupements et de 8 080 membres des groupements à travers le système rotatif (projections du projet de réduction de l'impact de la flambée des prix-FAO). Notons que, dans le cadre du projet de l'UE, les critères de sélection des PDD concernent des préfectures ayant:

- une population de plus de 100 000 habitants,
- une incidence de pauvreté très élevée,
- une importance particulière pour la sécurité des régions Nord-ouest

Les dix (10) PDD actuellement retenus sur la base de ces critères sont les suivants:

1. Bambari
2. Bangassou
3. Batangafo (y compris la ville satellite de Kabo)
4. Bossangoa
5. Bouar
6. Bozoum,
7. Kaga-Bandoro
8. Mobaye (y compris la ville satellite d'Alindao)
9. Paoua
10. Sibut

Toutes ces villes se situent ainsi dans les zones cibles du CAO : 6 d'entre elles se trouvent en zone d'insécurité alimentaire sévère et 4 en zone d'insécurité alimentaire modérée.

Il est également envisagé non seulement de renforcer les services vétérinaires publics de proximité mais également de mettre en place des services vétérinaires privés mobiles. Il s'agira en particulier de développer les compétences des vétérinaires par la formation, la facilitation de la disponibilité des médicaments et la stimulation de l'initiative privé.

### Solutions aux goulots d'étranglement A.2.2 et A.2.3 :

En sus de l'accès aux intrants, la sécurisation des activités et la maîtrise de la pratique d'embouche sont aussi des défis importants pour le développement du petit élevage. Il est envisagé de développer des projets pilotes de renforcement des pratiques d'embouche sur les espèces prolifiques, de promouvoir les activités de transformation, de développer le système de surveillance et de sécurisation du bétail ainsi que le développement de la production locale d'aliments de bétail.

### Solutions aux goulots d'étranglement A.3.1, A.3.2, A.3.3:

Plus d'un million de personnes dépendent des produits forestiers non ligneux. Ce sous-secteur est un levier important pour la sécurité alimentaire. C'est pourquoi leur valorisation et leur gestion occupe une place importante dans le CAO. Il s'agira notamment d'organiser le sous-secteur en formant les acteurs (producteurs et gardes forestiers) et en vulgarisant les techniques de valorisation et domestication des PFNL alimentaires, en développant les capacités des organisations de producteurs. La vulgarisation des techniques et des normes de production (en particulier, le code de la faune sauvage et le code forestier) à travers des actions de sensibilisation et de formation notamment des femmes, sera aussi une des interventions prioritaires du CAO.

### Solutions aux goulots d'étranglement B.1.1 à B.1.3:

La mauvaise utilisation des kits nutritionnels est souvent due à l'analphabétisme et au déficit de connaissances des questions nutritionnelles par les femmes. Ce phénomène a un impact négatif élevé sur le dépistage et la prise en charge de la nutrition. C'est pourquoi, il est prévu de résoudre ces questions à travers des campagnes de sensibilisation et des sessions de formation sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de nutrition en faveur des femmes. Aussi, étant donné que le niveau de pauvreté freine souvent la motivation pour ces formations, des mesures incitatives seront mise en place à travers la distribution de vivres aux femmes à faible niveau de revenu afin qu'elles aient le temps d'être formées. Il s'agira aussi de développer des programmes de suivi communautaire en matière de nutrition à travers la formation des marraines et d'expérimenter une alimentation à haute valeur nutritive qui ne bouleverse pas les habitudes alimentaires (utilisation des produits locaux renforcés en nutriments dans les kits nutritionnels). Il s'agira également d'appuyer la mise en place et le renforcement des unités nutritionnelles (UNT) et la formation d'agents de santé et de nutritionnistes pour la mise en œuvre du paquet minimum et la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les zones vulnérables.

Des mesures spécifiques seront également mises en œuvre afin de faciliter l'accès des ménages pauvres aux services sanitaires (prise en charge des frais de première consultation, développement d'activités génératrices de revenus et de filets sociaux de sécurité). Pour assurer le succès de ces mesures, un plaidoyer important sera fait auprès des autorités en faveur de la prise en charge des questions nutritionnelles dans les priorités nationales (notamment par la formulation et la validation d'une politique nationale de nutrition), d'une allocation de ressources plus importantes à ces questions, et d'une meilleure coordination des interventions en matière de nutrition.

### Solutions aux goulots d'étranglement B2.1, B2.2 :

En ce qui concerne le développement de l'alimentation scolaire, il s'agira de susciter l'intérêt des parents d'élèves et des instituteurs, par des programmes de formation et de sensibilisation à la formule des cantines scolaires afin de mieux l'étendre aux zones cibles, de développer un véritable programme national des cantines scolaires et de promouvoir les formules de jardins potagers et de champs écoles (pouvant servir de source d'approvisionnement des cantines en légumes).

### Solutions aux goulots d'étranglement B3.1, B3.2 :

Il faut rappeler que les catastrophes (naturelles ou conflictuelles) sont un facteur direct et rapide de malnutrition surtout lorsque les actions de réponse sont mal coordonnées ou mal suivies. C'est pourquoi il faudra renforcer le dispositif institutionnel en place, notamment par le renforcement des compétences des ministères en charge de ces questions afin qu'ils arrivent à élaborer un véritable plan de contingence, de disposer d'outils efficaces d'évaluation de l'insécurité alimentaire ainsi que de collecte et de traitement de données en situation d'urgence. À cet égard, le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), qui combine différents indicateurs afin d'établir une classification cohérente et significative des situations de sécurité alimentaire et de donner une indication sur les risques d'aggravation de la situation (alerte) peut permettre d'améliorer les stratégies d'intervention et de prise de décision en matière de sécurité alimentaire. En outre, l'accent sera mis sur la constitution d'une base de données et d'études tenant compte de la situation des femmes et autres couches vulnérables. Aussi, les actions de renforcement des compétences consisteront en des transferts de connaissances au comité national du CAO l'habilitant à coordonner la mise en œuvre, et à assurer le suivi du CAO.

**Solutions aux goulots d'étranglement transversaux C1.1, C1.2:**

Inscrite parmi les axes prioritaires du PNIASA, la réhabilitation des infrastructures de désenclavement est une condition indispensable pour la sécurité alimentaire dans les zones cibles. Elle est difficile à réaliser à cause de la prévalence de l'insécurité (groupes armés) dans les zones de conflit au nord et au centre où la présence de l'Etat doit d'abord être renforcée. Dans ce contexte, il est prévu de poursuivre les programmes de relèvement précoce, mais également de mettre en place des programmes de « vivres contre travail » pour les travaux de réhabilitation des pistes rurales. La mise en œuvre des projets de la Catégorie II du cadre intégré renforcé (volet pistes rurales) devrait également favoriser le processus de désenclavement, tout en levant les contraintes financières.

**Solutions aux goulots d'étranglement transversaux C2.1, C2.2:**

Un levier important pour l'amélioration de la sécurité alimentaire consistera aussi à développer les capacités organisationnelles des groupements de petits producteurs/éleveurs. Leur structuration et le développement de leurs capacités de plaidoyer à travers des sessions de formations permettront à ces groupements de pouvoir négocier des appuis ciblés à leurs différents membres. Cet appui pourra aussi être plus efficace grâce à l'expérience de conseillers de proximité qui se déploient sur les sites de production afin d'apporter une assistance technique aux producteurs/éleveurs. Des actions de renforcement des capacités et de structuration (notamment sur les filières céréales et légumineuses) sont également prévues.

**Solutions aux goulots d'étranglement transversaux C3.1, C3.2:**

Une autre question transversale et indispensable à la sécurité alimentaire est celle de l'accès au financement. En effet, les petits producteurs

et éleveurs sont confrontés à de sérieuses difficultés financières pour acquérir des semences et des géniteurs améliorés, des outillages et des technologies de transformation. Il est envisagé de poursuivre le maillage du territoire centrafricain en établissements de microcrédit (EMF) et en particulier dans les zones cibles. Il s'agira aussi de plaider en faveur de la création d'un fonds de crédit rotatif pour l'accès des petits producteurs/éleveurs aux intrants ainsi que d'un fonds de soutien aux activités de transformation de produits locaux. Ces fonds seront logés dans les mutuelles de crédit et serviront à soutenir les populations cibles. Du côté de la demande, il est envisagé de mettre sur pied un programme national d'encadrement technique des petits producteurs/éleveurs et de développement des initiatives économiques dans les zones cibles.

**TABLEAU 7 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SOLUTIONS POUR L'ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS RELATIFS À LA CIBLE 1C DE L'OMD 1**

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS	
<p><b>OMD 1 : ÉRADICHER L'EXTREME PAUVRETÉ</b></p> <p><b>Cible 1C :</b> Réduire, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim</p> <p><b>DOMAINE PRIORITAIRE 1 :</b> Intensification de l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sésame, sorgho, niébé, riz, et plantain), des produits forestiers non ligneux alimentaires, des produits de la chasse et du petit élevage, en priorité dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré) :</p>	<p><b>A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/productrices aux facteurs de production (intrants, outillages et technologies de stockage et de transformation des produits)</b></p>	<p><b>A.1.1 Faible accessibilité physique et financière des petits producteurs/productrices aux intrants (engrais, pesticides, emballages adaptés) et aux équipements de transformation (Utilisation de services-accessibilité financière).</b></p>	A.1.1.1 Couvrir les zones de forte insécurité alimentaire en boutiques d'intrants	FAO PAM ONG	
			A.1.1.2 Développer des métiers d'équipementiers locaux pour la fabrication d'outillages et de technologies adaptées à la transformation des produits	COOPI ONG	
		<p><b>A.1.2 Absence de sources d'énergie en milieu rural pour le soutien de petites unités de stockage et de transformation des produits vivriers (Offre de services)</b></p>	A.1.2.1 Mettre en place de plates-formes multifonctionnelles pour promouvoir la transformation locale des produits dans les pôles de développement situés dans les zones de forte insécurité alimentaire;	FAO ONG	
			A.1.2.2 Promouvoir les énergies motrices et l'énergie solaire pour le fonctionnement des plates-formes multifonctionnelles.	FAO ONG	
			A.1.2.3 Soutenir les groupements féminins pour la modernisation du séchage et de la transformation des produits vivriers	FAO UNFPA ONG	
		<p><b>A.1.3 Absence de mécanismes appropriés de gestion de la production/multiplication et de distribution de semences améliorées et faible capacité d'intervention des services de contrôle/certification des semences</b></p>	A.1.3.1. Extension des capacités techniques de l'ICRA pour la production, la multiplication et la distribution de semences améliorées	Gouv , FAO FIDA ONG/OPA/OPRs	
			A.1.3.2. Promouvoir les banques de semences améliorées de produits vivriers dans les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire	UNDP UNCDF ADB	
			A.1.3.3. Mettre en œuvre le programmes « vivres pour la protection de semences » dans les zones de forte insécurité alimentaire pendant les périodes de soudure;	FAO PAM ONG	
		<p><b>A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux races prolifiques, aux intrants et à la couverture sanitaire</b></p>	<p><b>A.2.1. Faible accessibilité des éleveurs de petit bétail aux géniteurs améliorés et aux services vétérinaires de proximité (Offre de services – Accessibilité physique)</b></p>	A.2.1.1 Mettre en place un programme d'accompagnement des unités spécialisés dans la fourniture de géniteurs améliorés par l'ANDE (PNIASA);	MADR FAO , FIDA ONG
				A.2.1.2 Créer les élevages reproducteurs et multiplicateurs du matériel génétique animal amélioré	MADR FAO , FIDA ONG
	A.2.1.3 Renforcer les capacités techniques et financières des services vétérinaires au niveau communautaire et mettre en place des services vétérinaires privés mobiles			MADR FAO , FIDA Banque mondiale BAD , UA	
	<p><b>A.2.2. Non-maîtrise des techniques de l'embouche et de transformation des produits d'élevage (Demande de services).</b></p>		A.2.2.1 Développer les projets pilotes d'embouche à partir d'espèces prolifiques;	MADR , FAO , ONG	
			A.2.2.2 Appuyer et développer les petites unités de transformation des produits d'élevage	MADR FA	
	<p><b>A.2.3 Manque de sécurisation des activités d'embouche (Offre de services &amp; Utilisation de Services (Acceptabilité)</b></p>		A.2.3.1 Promotion du système d'enclos et organisation des activités des éleveurs pour la surveillance et la prévention des vols	MADR , FAO ONG	
A.2.3.2 Soutenir la fabrication locale d'aliments alternatifs et complémentaires pour sédentariser les animaux;			MADR FAO		

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
	A.3 Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires et des produits de la chasse - gnetum et poivre (Sud Est/ Sud Ouest); karité (Nord); champignons (ensemble du pays); chenilles (Sud et Nord); miel (ensemble du pays)	A.3.1 Manque d'organisation du sous-secteur PFNL	A.3.1.1 Créer et renforcer les groupements de producteurs du sous-secteur PNFL	MADR, FAO FIDA, ONG
		A.3.2 Manque de connaissances sur les techniques/technologies de valorisation/domestication des PFNL	A.3.2.1 Former et équiper les acteurs du secteur (producteurs, agents du Ministère en charge des forêts)	MADR, FAO FIDA, ONG
			A.3.2.2 Vulgariser les techniques d'exploitation des PNFL	Australie, FAO FIDA, ONG
		A.3.3 Non-respect des Codes de la faune sauvage, forestier, et de l'environnement	A.3.3.1 Former et redéployer des gardes forestiers notamment dans les zones ciblées par le CAO	Banque mondiale Australie, ONG
			A.3.3.2 Sensibiliser les exploitants de PFNL sur les avantages du Code forestier et du Code de la faune sauvage	MADR, FAO, ONG
			A.3.3.3 Étendre le programme de formation des femmes leaders dans les autres zones ciblées par le CAO	MADR, FAO UNICEF, UNESCO
DOMAINE PRIORITAIRE 2 : Renforcement de l'accessibilité à la nourriture, interventions nutritionnelles et filets de sécurité pour les groupes vulnérables	B.1. Renforcement du dépistage et de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (femmes et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire	B.1.1. Mauvaise utilisation des kits nutritionnels distribués dans les Unité de Nutrition Thérapeutique (UNT) et Unité de Nutrition Thérapeutique Ambulatoire (UNTA) par les femmes vivant dans une extrême pauvreté (Utilisation de services)	B.1.1.1 Intensifier les campagnes d'IEC et de sensibilisation des femmes sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de nutrition et sur l'utilisation des kits nutritionnels à travers l'extension du programme « vivres contre formation »	Min. des Aff.Soc., Santé, FAO PAM, UNICEF, ONG
			B.1.1.2 Mettre en place un programme d'accompagnement et de suivi communautaires en matière de nutrition via l'identification et la formation des marraines	Min. Santé/DSC UNICEF, ONG
			B.1.1.3 Expérimenter une alimentation à haute valeur nutritive qui ne bouleverse pas les habitudes alimentaires (utilisation des produits locaux renforcés en nutriments dans les kits nutritionnels)	MADR, Min. Santé ICRA, FAO PAM, Secteur privé
		B1.2. Faible capacité de fonctionnement et d'intervention des Unités de Nutrition logées dans les Centres de Santé ou dans les ONG pour la mise en œuvre du paquet minimum des activités de nutrition (Offre de services):	B.1.2.1 Renforcer les capacités opérationnelles des UNT/UNTA présentes dans les 13 préfectures par la mise à disposition de matériels et outils de dépistage pour la prise en charge des enfants malnutris	DSC, FAO UNFPA, UNICEF ONG
			B.1.2.2 Étendre la mise en place des UNT et des UNTA dans les trois (03) autres préfectures non couvertes (post conflit/minière);	DSC, PAM UNFPA, UNICEF
			B.1.2.3 Former et recruter 500 nutritionnistes et 200 agents de santé pour la mise en œuvre du paquet minimum et la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les zones vulnérables;	DSC, ONG UNFPA, UNICEF PAM
		B1.3. Faiblesse des ressources (nationales et individuelles) pour la prise en charge des questions nutritionnelles (Politiques)	B.1.3.1. Promouvoir la mise en place des Mutuelles de Santé au niveau communautaire	Min.Santé, Aff. Soc, UNICEF, UNFPA, ONG
			B.1.3.2 Mettre en œuvre une politique de réduction/gratuité des frais de première consultation pour les enfants de moins de 5 ans dans les zones vulnérables	Min.Santé, Aff. Soc, Min.Fin, UNICEF UNFPA, ONG
			B.1.3.3 Appuyer le développement des AGR au profit des ménages pauvres et vulnérables et mettre en place des filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle	MADR, Min.Santé, Aff. Soc, UNICEF, UNFPA, FAO, PAM ONG
			B.1.3.4 Renforcer le plaidoyer auprès des autorités politiques nationales pour l'allocation suffisante des ressources à la prise en charge de la malnutrition	Ass.Nat. , Min Santé, Min Fin. , UE

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
	B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflit, minières)	B.2.1 Faible intérêt et implication des parents d'élèves et des instituteurs dans les programmes de cantine scolaire (Utilisation de services);	B.2.1.1 Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'implication et l'appropriation progressive des programmes par les communautés;	Min. Educ, Min. Santé , UNICEF PAM , HCR , UNFPA ONG
			B.2.1.2 Promouvoir le développement des jardins potagers et champs scolaires et former les enseignants et parents d'élève pour la gestion	Min.Educ. , MADR FAO , PAMFIDA ONG
		B.2.2. Faible financement du Programme National des cantines scolaires par le Budget de l'Etat surtout dans les zones vulnérables (Financement):	B.2.2.1 Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie/politique nationale adaptée d'alimentation scolaire;	Min.EducaMin. Santé , UNICEF UNFPA , PAM UNESCO , ONG
			B.2.2.2 Installation des cantines scolaires dans les zones à forte vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle	Min.EducaMin. Santé , UNICEF UNFPA , PAM UNESCO , ONG
			B.2.2.3 Mise en place d'un mécanisme de financement des cantines scolaires par les communautés de base;	Min.Educ, Min. Santé , UNICEF UNFPA , PAM UNESCO , ONG
	B.3. Renforcement du système de suivi, de prévention et de gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles	B.3.1. Insuffisance de la coordination des interventions et du suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Politiques)	B.3.1.1 Mettre en place une coordination multisectorielle opérationnelle sur la nutrition sous le lead du Ministère de la santé en collaboration avec les partenaires	MADR , Min.Santé, Min. Fin ; Min. Eco et Plan , UNICEF UNFPA
			B.3.1.2 Mettre en place une base de données et d'études harmonisée pour capitaliser toutes les informations sur la nutrition	MADR , Min.Santé, Min. Fin ; Min. Eco et Plan , UNICEF UNFPA
			B.3.1.3 Transfert de connaissances et formation du Comité National du CAO l'habilitant à coordonner la mise en œuvre, et à assurer le suivi du CAO	MADR , Min Eco et du Plan , PNUD , FAO
		B.3.2 Inexistence d'un dispositif institutionnel de prévention et de gestion des catastrophes	B.3.2.1 Mettre en place un cadre institutionnel de réponses aux urgences et catastrophes et actualiser le Plan de contingence afin de mieux coordonner les interventions d'urgence;	Primature/Gouv. UNICEF , UNFPA PAM , HCR , FAO PNUD , ONG
			B.3.2.2 Accélérer l'institutionnalisation du Groupe Technique Interinstitutionnel chargé de l'IPC qui permet d'évaluer le niveau d'insécurité alimentaire dans le pays grâce à la collecte et au traitement des données;	MADR Min. Éco et du Plan Min Aff. Sociales Min. Hydraul. Min. Intér. PAM , FAO UNICEF , UNFPA

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	PARTENAIRES POTENTIELS
DOMAINE PRIORITAIRE 3 : Interventions transversales	C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires	C1.1. Difficultés de développer un programme de réhabilitation des pistes dans les zones post-conflits du fait de la prévalence de l'insécurité (coupeurs de route; groupes armés) et de la faiblesse des financements (Offre de services)	C.1.1.1 Promotion du programme « Vivres contre travail » pour les travaux sur les pistes rurales dans les zones d'insécurité	Gouv , BINUCA , FAO PAM , PNUD
		C.1.2 Faiblesse des financements pour les programmes de réhabilitation des pistes rurales	C.1.1.2 Mise en œuvre du programme de relèvement précoce	Gouv , PNUD , FAO PAM , UNFPA , ONG
	C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs)	C2.1. Faible capacité des groupements de producteurs à fonctionner de manière participative (Utilisation de services)	C.2.1.1 Etendre les formations sur les techniques de gestion organisationnelle et participative au niveau des OP dans les zones cible du CAO;	MADR Min. Commerce PNUD - CNUCED CIR
			C.2.1.2 Renforcer les capacités matérielles et techniques des OP ;	MADR , FAO
		C2.2. Difficulté des petits groupements à acquérir un statut juridique et à formuler des initiatives/projets (Utilisation de services).	C.2.3.1 Mise en place de programme de sensibilisation et formation des OP/ PP aux textes juridiques relatifs à l'obtention des agréments/procédures d'enregistrement;	Gov FAO
			C.2.3.2 Développer l'approche basée sur des conseillers de proximité	MADR , FAO , ONG
	C.3 Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural	C.3.1 Difficultés pour étendre la couverture du territoire en établissements de microcrédit (Offre de services)	C.3.1.1 Appui à l'expansion des mutuelles de crédit en zones rurales à travers la mise en place d'un Fonds de garantie aux mutuelles	Min. Fin , MADR UNDP , UNCDF ADBF , Banque mondiale , ONG
			C.3.1.2 Mise en place d'un Fonds de crédit rotatif de soutien à la fourniture des intrants agricoles (engrais, insecticides, géniteurs améliorés, etc.)	MADR , UNDP , UNCDF , ADBF , FAO ONG
			C.3.1.3 Priorisation du financement des activités de petit élevage dans le cadre du Fonds de Développement Agro-Pastorale (FDAP)	UNDP , UNCDF ADBF , FAO Banque mondiale
			C.3.1.4 Mise en place d'un Fonds de soutien à la transformation des produits agricoles en partenariat avec les IMF et les Mutuelles présentes en zone rurale	Min. Fin , MADR UNDP , UNCDF ADBF Banque mondiale ONG
		C.3.2. Manque de formation et de solvabilité de la demande (Utilisation de services)	C.3.2.1 Programme national d'encadrement des petits producteurs, productrices et éleveurs et de développement des initiatives économiques en particulier pour les femmes dans les zones cibles	MADR , UNDP UNCDF , FIDA ADB

# PLAN D'ACCÉLÉRATION DE L'OMD 1C ET FORMATION D'UN PACTE

Photo: PNUD République Centrafricaine

## 6.1: PLAN D'ACTION DE PAYS (PAP)

La République centrafricaine a finalisé en juin 2011, son document de stratégie de réduction de la pauvreté deuxième génération et organisé la table ronde des donateurs à Bruxelles.

Il en ressort ainsi que les opportunités de bâtir des partenariats autour des axes stratégiques de ce DSRP II sont nombreuses. Dans le domaine de l'agriculture, pilier central du DSRP II, beaucoup de partenaires ont déjà manifesté leur volonté d'apporter leur soutien, voire de bâtir un pacte autour d'un programme, en particulier dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. La structuration du CAO permet de susciter et d'obtenir l'engagement d'un grand nombre de partenaires de la RCA autour de l'OMD 1c comme l'illustrent les initiatives du système des Nations Unies en RCA qui a inscrit dans son UNDAF+ (2012-2016), l'appui au cadre d'accélération des OMD comme une des priorités de son axe de coopération « Promotion d'un Développement Durable ».

Pour élaborer le plan d'accélération, il a été procédé à :

- une identification des actions requises pour opérationnaliser chaque solution retenue en vue de lever les goulots d'étranglement dans la mise en œuvre d'une intervention prioritaire ;
- une évaluation des coûts estimatifs et des périodes de réalisation de ces actions ;
- la définition des modalités d'exécution du plan d'accélération (notamment les indications sur le cadre institutionnel d'exécution, le cadre opérationnel, et le système de suivi-évaluation du plan d'accélération)
- l'identification des partenariats à développer pour la mobilisation des ressources

### Évaluation des coûts estimatifs des solutions d'accélération retenues et des besoins nets de financement

La méthodologie d'estimation des coûts des solutions du CAO est calquée sur la logique de calcul et sur les chiffres des interventions du PNIA-SA. En effet, il est indiqué que: « *le gouvernement prévoit, sur la période 2011-2015, de consacrer 20% des ressources additionnelles en termes d'investissement au secteur agricole soit près 155 milliards de FCFA et 30% aux infrastructures, dont celles de développement rural, soit près de 232,5 milliards. Les premiers engagements de certains partenaires financiers à l'appui du secteur rural sont évalués à 76,7 milliards de FCFA.* »<sup>41</sup> Le tableau ci-dessous présente les coûts prévus des sous-programmes du PNIA-SA à partir desquels les coûts des solutions du CAO ont été estimés.

41. PNIA-SA, 2011-2015

**TABLEAU 8**
**RÉCAPITULATIF DU PLAN DE FINANCEMENT DU PNIASA**

PROGRAMMES	COÛT TOTAL (EN MILLIONS DE FCFA)		FINANCEMENT ACQUIS, DONT		ÉCART
			ÉTAT	BAILLEURS	
1. Développement des filières végétales	Sous-programme 1	32 120		10 300	21 820
	Sous-programme 2	32 192			32 192
	Sous-programme 3	17 750			17 750
2. Développement des filières animales	Sous-programme 1	19 500	0	1 000	18 500
	Sous-programme 2	15 390		3 000	12 390
	Sous-programme 3	8 255		600	7 655
3. Amélioration des services de recherche et de vulgarisation et renforcement des capacités des organisations	Sous-programme 1	16 221	130	620	15 471
	Sous-programme 2	7 693			7 693
	Sous-programme 3	3 538			3 538
4. Renforcement des collectivités locales, des infrastructures communautaires de base et gestion des ressources naturelles	Sous-programme 1	3 303	0	1 647	1 656
	Sous-programme 2	35 935	0	21 303	14 632
	Sous-programme 3	1 884	0	0	1 884
	Sous-programme 4	5 190	0	290	4 900
5. Prise en charge de la situation nutritionnelle des populations	Sous-programme 1	2 020	500	1 000	520
6. Renforcement institutionnel et coordination sectorielle	Sous-programme 1	5 435	0	0	5 435
	Sous-programme 2	10 840	0	3 300	7 540
	Sous-programme 3	2 700	0	840	1 860
	Sous-programme 4	2 455	0	0	2 455
	Sous-programme 5	2 020	0	1 190	830

Le PAP ci-dessous présente les différentes activités chiffrées du CAO. Il est noté que les ressources sont données à titre indicatif, sur la base des informations reçues au moment de publier le présent rapport:

**TABLEAU 9: PLAN D'ACTION PAYS (PAP) POUR LA RÉALISATION DE LA CIBLE 1C DE L'OMD 1**

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	BESOIN DE FINANCEMENT (en millions de FCFA)	PARTENAIRES POTENTIELS
<b>OMD 1 : ÉRADIQUER L'EXTRÊME PAUVRETÉ</b>  <b>Cible 1c :</b> Réduire, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la Faim  <b>DOMAINE PRIORITAIRE 1 : Intensification de l'agriculture vivrière (manioc, maïs, ara- chide, sésame, sorgho, niébé, riz, et plantain), des produits forestiers non ligneux alimen- taires, des produits de la chasse et du petit élevage, en priorité dans les zones de forte insécurité alimentaire (Ouham Pendé, Nana Gribizi, Basse-Kotto, Ouham, Ouaka, Kémo, Lobaye, Sangha Mbaéré) :</b>	<b>A.1. Améliora- tion de l'accès des petits producteurs/ productrices aux facteurs de pro- duction (intrants, outillages et technologies de stockage et de transformation des produits)</b>	<b>A.1.1 Faible accessibilité physique et financière des petits producteurs/productrices aux intrants (engrais, pesticides, emballages adaptés) et aux équipements de transformation (Utilisation de services-accessibilité financière)</b>	A.1.1.1 Couvrir les zones de forte insécurité alimen- taire en boutiques d'intrants	8 000	FAO PAM ONG
			A.1.1.2 Développer des métiers d'équipementiers locaux pour la fabrication d'outillage et de technolo- gies adaptées à la transformation des produits	5 000	COOPI ONG
		<b>A.1.2 Absence de sources d'énergie en milieu rural pour le soutien de petites unités de stockage et de transfor- mation des produits vivriers (Offre de services)</b>	A.1.2.1 Mettre en place de plates-formes multifon- ctionnelles pour promouvoir la transformation locale des produits dans les pôles de développement situés dans les zones de forte insécurité alimentaire	4 000	FAO ONG
			A.1.2.2 Promouvoir les énergies motrices et l'énergie solaire pour le fonctionnement des plates-formes multifonctionnelles.	5 000	FAO ONG
			A.1.2.3 Soutenir les groupements féminins pour la modernisation du séchage et de la transformation des produits vivriers	5 000	FAO UNFPA ONG
		<b>A.1.3 Absence de mécanismes appropriés de gestion de la production, de multiplication et de distribution de semences améliorées et faible capacité d'intervention des services de contrôle/certification des semences (Offre de services)</b>	A.1.3.1. Extension des capacités techniques de l'ICRA pour la production, la multiplication et la distribution de semences améliorées	6 000	Gouvernement FAO, FIDA ONG/OPA/OPRs
			A.1.3.2. Promouvoir les banques de semences amé- liorées de produits vivriers dans les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire	6 000	FAO PAM ADB
			A.1.3.3. Mettre en œuvre le programme « vivres pour la protection de semences » dans les zones de forte insécurité alimentaire pendant les périodes de soudure	3 000	FAO PAM ONG

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	BESOIN DE FINANCEMENT (en millions de FCFA)	PARTENAIRES POTENTIELS	
	A.2. Développement de la pratique de l'embouche de petit bétail par l'amélioration de l'accès des éleveurs aux races prolifiques, aux intrants et à la couverture sanitaire	A.2.1. Faible accessibilité des éleveurs de petit bétail aux géniteurs améliorés et aux services vétérinaires de proximité (Offre de services – Accessibilité physique)	A.2.1.1 Mettre en place un programme d'accompagnement des unités spécialisées dans la fourniture de géniteurs améliorés par l'ANDE (PNIASA);	5 000	MADR, FAO FIDA, ONG	
			A.2.1.2 Créer des élevages reproducteurs et multiplicateurs du matériel génétique animal amélioré	5 000	MADR, FAO FIDA, ONG	
			A.2.1.3 Renforcer les capacités techniques et financières des services vétérinaires au niveau communautaire et mettre en place des services vétérinaires privés mobiles	3 000	MADR, FAO, FIDA Banque mondiale BAD UA	
		A.2.2. Non-maîtrise des techniques de l'embouche et de transformation des produits d'élevage (Demande de services).	A.2.2.1 Développer des projets pilotes d'embouche à partir d'espèces prolifiques	2 000	MADR, FAO ONG	
			A.2.2.2 Soutenir et développer les petites unités de transformation des produits d'élevage	6 000	MADR FAO	
			A.2.3 Manque de sécurisation des activités d'embouche (Offre de services & Utilisation de Services (Acceptabilité)	A.2.3.1 Promotion du système d'enclos et organisation des activités des éleveurs pour la surveillance et la prévention des vols	2 000	MADR FAO ONG
		A.2.3.2 Soutenir la fabrication locale d'aliments alternatifs et complémentaires pour sédentariser les animaux		2 000	MADR FAO	
		A.3 Valorisation et gestion durable des produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires et des produits de la chasse - gnetum et poivre (Sud Est/Sud Ouest); karité (Nord); champignons (ensemble du pays); chenilles (Sud et Nord); miel (ensemble du pays)	A.3.1 Manque d'organisation du sous-secteur PFNL (Demande de services).	A.3.1.1 Créer et renforcer les groupements de producteurs du sous-secteur PNFL	5 000	MADR, FAO FIDA, ONG
			A.3.2 Manque de connaissances sur les techniques/ technologies de valorisation/domestication des PFNL (Demande de services).	A.3.2.1 Former et équiper les acteurs du secteur (producteurs, agents du Ministère en charge des forêts)	2 000	MADR, FAO FIDA, ONG
	A.3.2.2 Vulgariser les techniques d'exploitation des PNFL			1 000	Australie, FAO FIDA, ONG	
	A.3.3 Non-respect des Codes de la faune sauvage, forestier, et de l'environnement (Demande de services).		A.3.3.1 Former et redéployer de gardes forestiers notamment dans les zones ciblées par le CAO	1 000	Banque mondiale Australie, ONG	
			A.3.3.2 Sensibiliser les exploitants de PFNL sur les avantages du Code forestier et du Code de la faune sauvage	500	MADR FAO ONG	
			A.3.3.3 Étendre le programme de formation des femmes leaders dans les autres zones ciblées par le CAO	2 000	MADR FAO UNICEF UNESCO	

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	BESOIN DE FINANCEMENT (en millions de FCFA)	PARTENAIRES POTENTIELS
DOMAINE PRIORITAIRE 2 : Renforcement de l'accessibilité à la nourriture, interventions nutritionnelles et filets de sécurité pour les groupes vulnérables	B.1. Renforcement du dépistage et de la prise en charge de la malnutrition aiguë, modérée et chronique, en particulier chez les groupes vulnérables (les femmes, et surtout les femmes enceintes, les enfants et ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire)	B.1.1. Mauvaise utilisation des kits nutritionnels distribués dans les unités nutritionnelles thérapeutiques (UNT) et unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA) par les femmes vivant dans une extrême pauvreté (Utilisation de services)	B.1.1.1 Intensifier les campagnes d'IEC et de sensibilisation des femmes sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de nutrition et sur l'utilisation des kits nutritionnels à travers l'extension du programme « vivres contre formation »	200	Min. des Affaires Sociales, Santé , FAO , PAM , UNICEF , ONG
			B.1.1.2 Mettre en place un programme d'accompagnement et de suivi communautaires en matière de nutrition via l'identification et la formation des mairaines	100	Min. Santé/DSC UNICEF ONG
			B.1.1.3 Expérimenter une alimentation à haute valeur nutritive qui ne bouleverse pas les habitudes alimentaires (utilisation des produits locaux renforcés en nutriments dans les kits nutritionnels)	100	MADR Min. Santé ICRA , FAO , PAM Secteur privé
		B.1.2. Faible capacité de fonctionnement et d'intervention des unités nutritionnelles logées dans les centres de Santé ou dans les ONG pour la mise en œuvre du paquet minimum des activités de nutrition (Offre de services):	B.1.2.1 Renforcer les capacités opérationnelles des UNT/UNTA présentes dans les 13 préfectures par la mise à disposition de matériels et d'outils de dépistage pour la prise en charge des enfants malnutris	300	DSC , FAO UNFPA UNICEF ONG
			B.1.2.2 Étendre la mise en place des UNT et des UNTA dans les trois (03) autres préfectures non couvertes (post-conflits/minières)	200	DSC , PAM UNFPA UNICEF
			B.1.2.3 Former et recruter 500 nutritionnistes et 200 agents de santé pour la mise en œuvre du paquet minimum et la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les zones vulnérables	100	DSC , ONG UNFPA UNICEF PAM
		B.1.3. Faiblesse des ressources (nationales et individuelles) pour la prise en charge des questions nutritionnelles (Politiques)	B.1.3.1. Promouvoir la mise en place des mutuelles de santé au niveau communautaire	100	Min.Santé, Affaires Sociales, UNICEF UNFPA, ONG
			B.1.3.2 Mettre en œuvre une politique de réduction/ gratuité des frais de première consultation pour les enfants de moins de 5 ans dans les zones vulnérables	120	Min.Santé, Affaires Sociales, Min. Finances , UNICEF UNFPA, ONG
			B.1.3.3 Appuyer le développement des AGR au profit des ménages pauvres et vulnérables et mettre en place des filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle	200	MADR, Min.Santé, Affaires Sociales, UNICEF, UNFPA , FAO PAM , ONG
			B.1.3.4 Renforcer le plaidoyer auprès des autorités politiques nationales pour l'allocation suffisante des ressources à la prise en charge de la malnutrition	100	Assemblée Nationale Min Santé, Min Finances , UE

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	BESOIN DE FINANCEMENT (en millions de FCFA)	PARTENAIRES POTENTIELS
	B.2. Développement de l'alimentation scolaire particulièrement dans les zones vulnérables (post-conflits, minières)	B.2.1 Faible intérêt et implication des parents d'élèves et des instituteurs dans les programmes de cantine scolaire (Utilisation de services)	B.2.1.1 Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'implication et l'appropriation progressive des programmes par les communautés	100	Min. Éducation, Min. Santé, UNICEF PAM, HCR UNFPA, ONG
			B.2.1.2 Promouvoir le développement des jardins potagers et champs scolaires et former les enseignants et parents d'élève à la gestion	100	Min. Éducation, MADR, FAO, PAM FIDA, ONG
		B.2.2. Financement insuffisant du programme national des cantines scolaires par le budget de l'État surtout dans les zones vulnérables (Financement):	B.2.2.1 Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie/ politique nationale adaptée d'alimentation scolaire;	100	Min.Éducation, Min. Santé, UNICEF UNFPA, PAM UNESCO, ONG
			B.2.2.2 Installation des cantines scolaires dans les zones à forte vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle	100	Min.Éducation, Min. Santé, UNICEF UNFPA, PAM UNESCO, ONG
			B.2.2.3 Mise en place d'un mécanisme de financement des cantines scolaires par les communautés de base;	100	Min.Éducation, Min. Santé, UNICEF UNFPA, PAM UNESCO, ONG
	B.3. Renforcement du système de suivi, de prévention et de gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles	B.3.1. Insuffisance de la coordination des interventions et du suivi de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Politiques)	B.3.1.1 Mettre en place une coordination multisectorielle opérationnelle sur la nutrition sous la direction des autorités nationales en collaboration avec les partenaires	2 000	MADR Min. Santé, Min. Finances ; Min. Économie et Plan UNICEF, UNFPA
			B.3.1.2 Mettre en place une base de données et d'études harmonisée pour capitaliser toutes les informations sur la nutrition	1 000	MADR, Min. Santé, Min. Finances ; Min. Économie et Plan UNICEF, UNFPA
			B.3.1.3 Transfert de connaissances et formation du comité national du CAO l'habilitant à coordonner la mise en œuvre, et à assurer le suivi du CAO	2 000	MADR Min Économie Plan PNUD, FAO
		B.3.2 Inexistence d'un dispositif institutionnel de prévention et de gestion des catastrophes (Demande de services).	B.3.2.1 Mettre en place un cadre institutionnel de réponses aux urgences et aux catastrophes et actualiser le plan de contingence afin de mieux coordonner les interventions d'urgence;	1 000	Primature/Gouv. UNICEF, UNFPA PAM, HCR FAO, PNUD, ONG
			B.3.2.2 Accélérer l'institutionnalisation du groupe technique interinstitutionnel chargé de l'IPC qui permet d'évaluer le niveau d'insécurité alimentaire dans le pays grâce à la collecte et au traitement des données;	1 000	MADR Min. Économie et Plan Min Affaires Sociales Min. Hydraulique Min. Intérieur PAM, FAO UNICEF, UNFPA

OMD CIBLE	INTERVENTIONS	GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT	SOLUTIONS	BESOIN DE FINANCEMENT (en millions de FCFA)	PARTENAIRES POTENTIELS
DOMAINE PRIORITAIRE 3 : Interventions transversales	C.1. Réhabilitation et construction des pistes de désenclavement des zones de production et des zones déficitaires	C1.1. Difficultés de développer un programme de réhabilitation des pistes dans les zones post-conflits du fait de la prévalence de l'insécurité (coupeurs de route; groupes armés) et de la faiblesse des financements (Offre de services)	C.1.1.1 Promotion du programme « Vivres contre travail » pour les travaux sur les pistes rurales dans les zones d'insécurité	2 000	Gouv. , BINUCA FAO , PAM , PNUD
			C.1.1.2 Mise en œuvre du programme de relèvement précoce	5 000	Gouv. , PNUD , FAO PAM , UNFPA , ONG
		C.1.2 Faiblesse des financements pour les programmes de réhabilitation des pistes rurales (Financement)	C.1.2.1 Accélérer la mise en œuvre des projets de la catégorie II du cadre intégré renforcé (volet pistes rurales)	7 000	MADR Min. Commerce PNUD -CNUCED , CIR
	C.2 Renforcement des organisations de producteurs (OP) - exploitants agricoles éleveurs)	C2.1. Faible capacité des groupements de producteurs à fonctionner de manière participative (Utilisation de services)	C.2.1.1 Étendre les formations sur les techniques de gestion organisationnelle et participative au niveau des OP dans les zones cible du CAO;	4 000	MADR , FAO Banque mondiale FIDA
			C.2.1.2 Renforcer les capacités matérielles et techniques des OP ;	5 000	MADR FAO
		C2.2. Difficulté des petits groupements à acquérir un statut juridique et à formuler des initiatives/projets (Utilisation de services).	C.2.3.1 Mise en place de programmes de sensibilisation et de formation des OP/PP aux textes juridiques relatifs à l'obtention des agréments/procédures d'enregistrement;	2 000	Gouv. FAO
			C.2.3.2 Développer l'approche basée sur des conseillers de proximité	3 000	MADR FAO , ONG
	C.3 Renforcement de l'accès au crédit en milieu rural	C.3.1 Difficultés pour étendre la couverture du territoire en établissements de microcrédit (Offre de services)	C.3.1.1 Aide à l'expansion des mutuelles de crédit en zones rurales à travers la mise en place d'un fonds de garantie aux mutuelles	2 000	Min. Finances MADR , UNDP UNCDF , ADBF Banque mondiale ONG
			C.3.1.2 Mise en place d'un fonds de crédit rotatif de soutien à la fourniture des intrants agricoles (engrais, insecticides, géniteurs améliorés, etc.)	5 000	MADR , UNDP UNCDF , ADBF FAO , ONG
			C.3.1.3 Priorisation du financement des activités de petit élevage dans le cadre du fonds de développement agro-pastoral (FDAP)	3 000	UNDP , UNCDF ADBF , FAO Banque mondiale
			C.3.1.4 Mise en place d'un fonds de soutien à la transformation des produits agricoles en partenariat avec les IMF et les mutuelles présentes en zone rurale	3 000	Min. Finances MADR , UNDP UNCDF , ADBF Banque mondiale ONG
		C.3.2. Manque de formation et de solvabilité de la demande (Utilisation de services)	C.3.2.1 Programme national d'encadrement des petits producteurs, productrices et éleveurs et de développement des initiatives économiques en particulier pour les femmes dans les zones cibles	4 000	MADR UNDP UNCDF FIDA ADB

## 6.2 PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI

La mise en œuvre du PAP est placée sous la tutelle du Ministre de l'agriculture et du développement rural qui assurera la coordination des actions. L'harmonisation des procédures d'appui au CAO entre les différents partenaires sera un facteur essentiel pour la réussite de la mise en œuvre des solutions préconisées.

La réussite de la mise en œuvre du PAP dépend d'un certain nombre de facteurs-clés :

### 1. Engagement politique :

L'engagement politique au plus haut niveau de l'État doit se confirmer tout au long de la période de mise en œuvre du CAO. Cela suppose l'intégration du CAO dans les premières priorités du gouvernement, une contribution conséquente du budget de l'État dans le financement du CAO ainsi que le pilotage de la coordination des interventions.

### 2. Coordination des bailleurs :

La coordination des partenaires d'appui au CAO est une condition sine qua non pour une mise en œuvre efficace du CAO. Il s'agira de mettre sur pied un cadre de concertation des PTF autour du CAO et d'assurer le dialogue entre le comité national du CAO et le groupe des PTF.

### 3. Suivi et évaluation du DSRP II :

Tout le processus de mise en œuvre du CAO ne saurait aboutir si le dispositif de suivi-évaluation du DSRP II ne fonctionne pas correctement. L'efficacité du fonctionnement des trois (03) différents sous-systèmes du dispositif de suivi-évaluation du DSRP II (enquêtes, évaluation des programmes et évaluation des impacts) conditionne la réussite de la mise en œuvre du CAO.

### Le mécanisme est le suivant :

Les priorités inscrites dans le PAP étant parfaitement alignées sur le PNIASA, la mise en œuvre du PAP s'appuiera donc sur le dispositif de suivi-évaluation du PNIASA, lui-même arrimé au dispositif de suivi du DSRP II. Il s'agit d'un mécanisme commun établi entre l'État centrafricain et les partenaires au développement qui fonctionnera dans le respect des principes de la Déclaration de Paris. Le pilotage technique du PNIASA est assuré par un comité national d'orientation et de pilotage (CNOP) présidé par le Ministre de l'agriculture et du développement rural, comprenant les représentants des ministères partenaires, ainsi que les partenaires signataires du Pacte national de partenariat du PDDAA/NEPAD. Le CNOP dispose d'un Comité technique de suivi (CTS) qui correspond au Comité technique sectoriel du dispositif du DSRP II. Ce schéma permet d'aligner le dispositif de pilotage et de suivi du PNIASA sur celui du DSRP II.

Un comité national de pilotage et de suivi du CAO composé d'experts techniques qui viendront renforcer le **Comité national d'orientation et de pilotage** (CNOP) qui est chargé d'assurer la gestion stratégique du PNIASA et de la SDRASA ainsi que d'experts techniques qui travailleront au sein du **Comité technique de suivi (CTS)**, chargé de la gestion opérationnelle du PNIASA.

Par conséquent, un rôle important de supervision de la mise en œuvre du CAO sera aussi dévolu au Ministre d'État au plan et à l'économie, notamment en matière de reporting des résultats sur les progrès réalisés annuellement d'ici à 2015.

Les agences du SNU et d'autres PTF joueront un rôle important dans la mise en œuvre des solutions d'accélération. Comme cela est inscrit dans l'intervention transversale C.4, le PNUD et la FAO joueront cependant un rôle particulier dans le renforcement des capacités nationales de pilotage et de suivi du CAO.

La stratégie de communication du CAO reposera particulièrement sur des actions de plaidoyer auprès des partenaires nationaux et internationaux. Les réseaux sociaux de la société civile

seront aussi utilisés pour atteindre et sensibiliser les populations dans les zones cibles. D'autres moyens de communication tels qu'un site web et les médias seront utilisés.

**TABLEAU 10: PLAN DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI**

SOLUTIONS ET ACTIVITÉS	CALENDRIER				PARTENAIRES
	2012	2013	2014	2015	
Couvrir les zones de forte insécurité alimentaire en boutiques d'intrants <i>Indicateur : 100 boutiques d'intrants supplémentaires d'ici 2015</i> Niveau de base : 80 boutiques					FAO PAM ONG
Développer des métiers d'équipementiers locaux pour la fabrication d'outillages et de technologies adaptées à la transformation des produits <i>Indicateur : 30 équipementiers appuyés et actifs, dont au moins 50% de femmes</i>					COOPI ONG
Mettre en place des plates-formes multifonctionnelles pour promouvoir la transformation locale des produits dans les pôles de développement situés dans les zones de forte insécurité alimentaire <i>Indicateur : 50 plates-formes multifonctionnelles mises en place d'ici 2015, dont au moins 70% dirigées par des femmes</i> Niveau de base : 23 unités de transformation					FAO ONG
Promouvoir les énergies motrices et l'énergie solaire pour le fonctionnement des plates-formes multifonctionnelles <i>Indicateur : 80% des plateformes fonctionnent et utilisent les énergies renouvelables</i>					FAO ONG
Soutenir les groupements féminins pour la modernisation du séchage et de la transformation des produits vivriers <i>Indicateur : 10 groupements féminins par an et par zone cible</i>					FAO UNFPA ONG
Extension des capacités techniques de l'ICRA pour la production, la multiplication et la distribution de semences améliorées <i>Indicateur : Au moins 400 tonnes de semences par an produites par l'ICRA</i> Niveau de base : 200 tonnes					Gouvernement FAO FIDA ONG
Promouvoir les banques de semences améliorées de produits vivriers dans les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire <i>Indicateur : Au moins une banque de semences par zone cible</i> Niveau de base : 0					FAO PAM BAD
Mettre en œuvre le programme « vivres pour la protection des semences » dans les zones de forte insécurité alimentaire pendant les périodes de soudure <i>Indicateur : Taux de conservation des semences de 95% par an</i>					FAO PAM ONG

SOLUTIONS ET ACTIVITÉS	CALENDRIER				PARTENAIRES
	2012	2013	2014	2015	
Mettre en place un programme d'accompagnement des unités spécialisés dans la fourniture de géniteurs améliorés par l'ANDE (PNIASA); <i>Indicateur : Le programme national fonctionnel</i>					MADR FAO FIDA ONG
Créer des élevages reproducteurs et multiplicateurs du matériel génétique animal amélioré <i>Indicateur : Au moins 5 expériences pilotes de multiplication de géniteurs améliorés dans les zones cibles</i>					MADR FAO FIDA ONG
Renforcer les capacités techniques et financières des services vétérinaires au niveau communautaire et mettre en place de services vétérinaires privés mobiles <i>Indicateur : 100 agents vétérinaires appuyés pour fournir des services de proximité dans les zones cibles dont 40 femmes au moins</i> Niveau de base : 71 agents vétérinaires					MADR FAO FIDA Banque mondiale BAD UA
Développer des projets pilotes d'embouche à partir d'espèces prolifiques <i>Indicateur : 5 projets pilotes par zone cible dont 3 pour des femmes</i>					MADR FAO ONG
Soutenir et développer des petites unités de transformation des produits d'élevage <i>Indicateur : 2 unités de transformation par zone cible dont 1 au moins pour des femmes en zone cible</i>					MADR FAO
Promotion du système d'enclos et organisation des activités des éleveurs pour la surveillance et la prévention des vols <i>Indicateur : un système d'enclos fonctionnel dans au moins 80% des zones cibles</i>					MADR FAO ONG
Soutenir la fabrication locale d'aliments alternatifs et complémentaires pour sédentariser les animaux <i>Indicateur : Au moins 1 unité de fabrication par zone cible dont 50% du total bénéficient aux femmes</i>					MADR FAO
Créer et renforcer les groupements de producteurs du sous-secteur PFNL <i>Indicateur : 1 organisation faitière et 5 démembrements mis en place dont 50% du total bénéficient aux femmes</i>					Gouvernement FAO FIDA ONG
Formation des acteurs du secteur (producteurs, agents du Ministère en charge des forêts) et appui en matériel; <i>Indicateur : 100 acteurs du sous-secteur formés dont 50% de femmes</i>					Gouvernement FAO FIDA ONG
Vulgarisation des techniques de valorisation et domestication des PFNL <i>Indicateur : 100 acteurs du sous-secteur des PFNL appuyés dans les zones cibles dont 50% de femmes</i>					Australie FAO FIDA ONG

SOLUTIONS ET ACTIVITÉS	CALENDRIER				PARTENAIRES
	2012	2013	2014	2015	
Former et redéployer des gardes forestiers notamment dans les zones cibles du CAO <i>Indicateur : Au moins 200 gardes forestiers supplémentaires déployés par zone cible d'ici 2015 dont 50% de femmes</i> Niveau de base : 150 gardes forestiers					Banque mondiale Australie ONG
Sensibiliser les exploitants de PFNL sur l'intérêt de respecter le Code de la faune sauvage <i>Indicateur : 100 acteurs du sous-secteur appuyés dont 50% de femmes</i>					Gouvernement FAO ONG
Etendre le programme de formation des femmes leaders des communautés dans les zones ciblées par le CAO <i>Indicateur : 10 sessions de formation par an et par zone cible avec une participation de 50% de femmes</i>					Gouvernement FAO UNICEF UNESCO
Intensifier les campagnes d'IEC et de sensibilisation des femmes sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation et de nutrition et sur l'utilisation des kits nutritionnels à travers l'extension du programme « vivres contre formation » <i>Indicateur : Au moins 5 campagnes de sensibilisation par an et par zone cible</i>					Min. des Affaires Sociales, Santé FAO , PAM UNICEF , ONG
Mettre en place un programme d'accompagnement et de suivi communautaires en matière de nutrition via l'identification et la formation des mairaines <i>Indicateur : 100 mairaines formées</i>					Min. des Affaires Sociales, Santé UNICEF , ONG
Expérimenter une alimentation à haute valeur nutritive qui ne bouleverse pas les habitudes alimentaires (utilisation des produits locaux renforcés en nutriments dans les kits nutritionnels) <i>Indicateur : un programme pilote pour 50 ménages par zone cible</i>					MADR Min. Santé ICRA FAO , PAM Secteur privé
Renforcer les capacités opérationnelles des UNT/UNTA présentes dans les 13 préfectures par la mise à disposition de matériels et d'outils de dépistage pour la prise en charge des enfants malnutris <i>Indicateur : Les 13 préfectures appuyées</i>					DSC FAO UNFPA UNICEF ONG
Etendre la mise en place des UNT et des UNTA dans les trois (3) autres préfectures non couvertes (zones post-conflits/minières) <i>Indicateur : Les 03 préfectures couvertes</i>					FAO UNFPA
Former et recruter 500 nutritionnistes et 200 agents de santé pour la mise en œuvre du paquet minimum et la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les zones vulnérables <i>Indicateur : 700 personnes formées dont 50% de femmes</i>					DSC , UNFPA UNICEF , PAM ONG
Promouvoir la mise en place des mutuelles de santé au niveau communautaire <i>Indicateur : % des zones ayant une mutuelle de santé par rapport à l'ensemble des zones cibles</i>					Min.Santé, Affaires Sociales, UNICEF UNFPA , ONG

SOLUTIONS ET ACTIVITÉS	CALENDRIER				PARTENAIRES
	2012	2013	2014	2015	
Mettre en œuvre une politique de réduction/gratuité des frais de première consultation pour les enfants de moins de 5 ans dans les zones vulnérables <i>Indicateur : Le système de gratuité effectif dans les zones cibles</i>					Min.Santé, Affaires Sociales, Min.Finances UNICEF UNFPA , ONG
Appuyer le développement des activités génératrices de revenus (AGR) au profit des ménages pauvres et vulnérables et mettre en place des filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle <i>Indicateur : une centaine d'activités génératrices de revenus développées dans les zones cibles dont 50% bénéficient aux femmes</i>					MADR, Min. Santé, Affaires Sociales, UNICEF, UNFPA,FAO, PAM , ONG
Renforcer le plaidoyer auprès des autorités politiques nationales pour l'allocation de ressources suffisantes pour la prise en charge de la malnutrition <i>Indicateur : % budget du Ministère de la santé pour la prise en charge des problèmes nutritionnels, notamment ceux des femmes</i> Niveau de base : pas de budget spécifique pour la prise en charge de la malnutrition					Assemblée nationale Min Santé, Min Finances, Union européenne
Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'implication et l'appropriation progressive des programmes par les communautés <i>Indicateur : nombre de campagnes organisées</i>					Min. Éducation, MADR , FAO PAM , FIDA ONG
Promouvoir le développement des jardins potagers et champs scolaires et former les enseignants et parents d'élèves à la gestion <i>Indicateur : Au moins 10 jardins potagers et champs scolaires par zone cible dont 50% gérés par des filles</i>					Min. Éducation, MADR , FAO PAM FIDA ONG
Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie/politique nationale adaptée d'alimentation scolaire <i>Indicateur : Le programme national validé</i>					Min.Éducation, Min.Santé UNICEF UNFPA , PAM UNESCO , ONG
Installation de cantines scolaires dans les zones à forte vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle <i>Indicateur : 90% des zones cibles couvertes</i>					Min.Éducation, Min.Santé UNICEF UNFPA , PAM UNESCO , ONG
Mise en place d'un mécanisme de financement des cantines scolaires par les communautés de base <i>Indicateur : 90% des zones cibles couvertes</i>					Min.Éducation, Min.Santé UNICEF UNFPA , PAM UNESCO ONG

SOLUTIONS ET ACTIVITÉS	CALENDRIER				PARTENAIRES
	2012	2013	2014	2015	
Mettre en place une coordination multisectorielle opérationnelle sur la nutrition sous la direction du Ministère de la santé en collaboration avec les partenaires <i>Indicateur : la coordination est fonctionnelle</i>					MADR Min. Santé, Min. Finances ; Min. Économie et Plan , UNICEF UNFPA , PAM
Mettre en place une base de données et d'études harmonisée pour capitaliser toutes les informations sur la nutrition <i>Indicateur : La base de données est fonctionnelle contenant des données désagrégées sensibles au genre</i>					MADR Min. Santé, Min. Finances; Min. Économie et Plan UNICEF , UNFPA
Transfert de connaissances et formation du comité national du CAO l'habilitant à coordonner la mise en œuvre, et à assurer le suivi du CAO <i>Indicateur : Le comité national opérationnel avec une participation de 50% de femmes</i>					MADR Min Économie Plan PNUD FAO
Mettre en place un cadre institutionnel de réponses aux urgences et catastrophes et actualiser le plan de contingence afin de mieux coordonner les interventions d'urgence <i>Indicateur : Cadre institutionnel et plan de contingence fonctionnels</i>					Primature/ Gouv. EF UNFPA , PAM HCR , FAO PNUD , ONG
Accélérer l'institutionnalisation du groupe technique inter-institutionnel chargé de l'IPC qui permet d'évaluer le niveau d'insécurité alimentaire dans le pays grâce à la collecte et au traitement des données; <i>Indicateur : Le groupe technique interinstitutionnel chargé de l'IPC opérationnel avec une participation de 50% de femmes</i>					MADR Min. Économie et Plan Min Affaires Sociales Min. Hydraulique Min. Intérieur PAM , FAO UNICEF , UNFPA
Promotion du programme « vivre contre travail » pour les travaux sur les pistes rurales dans les zones d'insécurité <i>Indicateur : Le programme opérationnel dans les zones cibles avec une participation de 50% de femmes</i>					Gouv. BINUCA , FAO PAM , PNUD
Mise en œuvre du programme de relèvement précoce <i>Indicateur : Le programme de relèvement opérationnel dans les zones cibles et bénéficient aux femmes</i>					Gouv. PNUD , FAO PAM , UNFPA ONG
Accélérer la mise en œuvre des projets de la catégorie II du cadre intégré renforcé (volet pistes rurales) <i>Indicateur : Le programme CIR est opérationnel dans les zones cibles et bénéficient aux femmes</i>					MADR Min. Commerce PNUD-CNUCED CIR

SOLUTIONS ET ACTIVITÉS	CALENDRIER				PARTENAIRES
	2012	2013	2014	2015	
Étendre les formations sur les techniques de gestion organisationnelle et participative au niveau des OP dans les zones cible du CAO <i>Indicateur : Au moins 5 OP par an et par zone bénéficient de sessions de formations avec une participation de 50% de femmes</i>					MADR FAO Banque mondiale FIDA
Renforcer les capacités matérielles et techniques des OP <i>Indicateur : Au moins 5 OP par an et par zone bénéficient de matériels avec une implication de 50% de femmes</i>					MADR FAO
Mise en place de programmes de sensibilisation et de formation des OP/PP aux textes juridiques relatifs à l'obtention des agréments/procédures d'enregistrement <i>Indicateur : Au moins 5 OP spécialisées par zone légalement formalisées et structurées avec une participation de 50% de femmes</i>					Gouv. FAO
<i>Indicateur : Au moins 5 OP par an et par zone bénéficient de l'appui de conseillers de proximité</i>					MADR FAO ONG
Aide à l'expansion des mutuelles de crédit en zones rurales à travers la mise en place d'un fonds de garantie aux mutuelles <i>Indicateur : Le fonds de garantie mis en place est fonctionnel et bénéficie aux femmes</i>					Min. Finances MADR, UNDP UNCDF, ADBF Banque mondiale ONG
Mise en place d'un fonds de crédit rotatif de soutien à la fourniture des intrants agricoles (engrais, insecticides, géniteurs améliorés, etc.) <i>Indicateur : Le fonds de crédit mis en place est fonctionnel et bénéficie aux femmes</i>					MADR, UNDP UNCDF ADBF FAO ONG
Priorisation du financement des activités de petit élevage dans le cadre du fonds de développement agro-pastoral (FDAP) <i>Indicateur : nombre de projets pastoraux financés dans les zones cibles dont 50% bénéficient aux femmes</i>					UNDP, UNCDF ADBF, FAO Banque mondiale
Mise en place d'un fonds de soutien à la transformation des produits agricoles en partenariat avec les IMF et les mutuelles présentes en zone rurale <i>Indicateur : Le fonds de soutien mis en place, fonctionnel et bénéficie aux femmes</i>					Min. Finances MADR, UNDP UNCDF, ADBF Banque mondiale ONG
Programme national d'encadrement des petits producteurs, productrices/ et éleveurs et de développement des initiatives économiques en particulier pour les femmes dans les zones cibles <i>Indicateur : 80% des petits producteurs/éleveurs ont accès au crédit dont 50% de femmes</i>					MADR UNDP UNCDF FIDA ADB

## ANNEXE 1 – BIBLIOGRAPHIE

- FAO, 2010. Rapport de progrès du projet « Réduction de l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires en République centrafricaine ». Bangui, 14 p.

- FAO, 2010. Rapport final du projet OSRO/CAF/804/EC «Appui à la filière Production de semences dans les pôles de développement en République centrafricaine ». Bangui, 28 p.

- Ministère de l'agriculture et du développement rural, 2011. Programme national d'investissement agricole et de la sécurité alimentaire (PNIASA). Projet provisoire. Bangui.

- Ministère du développement rural et de l'agriculture, 2011. Stratégie de développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (SDRASA) 2011 – 2015. Bangui, 117 p.

- Ministre d'État au plan et à l'économie. Document stratégique de réduction de la pauvreté I et II.

- Ministre d'État au plan, à l'économie et à la coopération internationale, 2010. Rapport de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement. République centrafricaine, 64 p.

- Ministre d'État au plan, à l'économie et à la coopération internationale, 2011. RCA : Enquête par grappes à indicateurs multiples couplée avec la sérologie VIH 2010. Résultats préliminaires MICS4. Bangui, 15 p.

- Ministre d'État au plan, à l'économie et à la coopération internationale, 2007. Suivi de la situation des enfants et des femmes : résultats de l'enquête à indicateurs multiples couplée avec la sérologie VIH et anémie en RCA2006 (MICS3). Rapport préliminaire, Bangui, 52 p.

- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2011. Plan stratégique national pour la survie du couple mère-enfant 2011-2015. Bangui, 79 p.

- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2010. Protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigüe révisé en 2010 pour l'adapté aux normes de l'OMS. Bangui, 89 p.

- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2009. Stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) en République centrafricaine. Bangui, 30 p.

- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2009. Plan stratégique de surveillance nutritionnelle et de suivi de croissance des enfants de 0-5 ans de 2010-2015 en RCA. Bangui.

- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2009. Stratégie de lutte contre les troubles dus à la carence en iode (TDCI). Bangui.



Photo: PNUD République Centrafricaine

- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2007. Plan Stratégique nationale pour faire reculer le paludisme 2007 – 2011. Bangui, 88 p.
- Ministère de la santé publique, de la population et de la lutte contre le sida, 2002. Stratégie nationale de lutte contre les carences en micronutriments (Vitamine A, Fer, Iode) en RCA. Bangui.
- PAM, 2004. Étude de la vulnérabilité à la sécurité alimentaire en République centrafricaine. Bangui, 149 p.
- PAM, 2009. République centrafricaine : Analyse globale de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire. Bangui, 104 p.
- PAM, 2011. Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages. République centrafricaine, 79 p.
- PNUD, 2011. Cadre d'accélération de l'ODM 1 : Réduire la pauvreté et la faim. Rapport de consultation. Bangui, 16 p.
- République centrafricaine, 2011. Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2 (DSRP2) : Réduire l'extrême pauvreté. Bangui, 176 p.
- UNICEF, 2011. Action humanitaire pour les enfants : renforcer la résilience.
- UNICEF, 2011. Rapport sur l'action humanitaire 2010 : Partenariats pour les enfants dans les situations d'urgence en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale.

